LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

3,50 €

ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

hors-série N° 39

du 15 juillet au 8 septembre 2010

« Une société qui abolit l'aventure fait de l'abolition de cette société la seule aventure. »

Jerry Rubin

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Sommaire

Affameurs, du balai ! par Fabrice, *page 3*

Régal des **banquiers,** par A. Somiador, *page 4*

Tue ton patron remixé par J.-P. Levaray, *page 7*

Affaiblissement syndical, par É. Vilain, *page 10*

Droit opposable, par O. Tarda, *page 15*

Sociétés contre l'État, par É. Noir, *page 19*

Désobéissance civile généralisée, par A. Bernard, *page 21*

L'idéologie **catastrophique,** par P. Pelletier, *page 23*

La **fresque** des dessinateurs du *Monde lib'*, *page 24*

Le pouvoir **patriarcal,** par T. Lancelot et S. Gérardin, *page 28*

La démocratie **participative,** par J.-P. Garnier, *page 31*

L'apprentissage du non-pouvoir sur sa vie, par L. Ott, *page 34*

L'expert et **le citoyen,** par P. Mignard, *page 36*

Nouvelle sylvestre, par T. Perissé, *page 37*

Ce que je **pense savoir** du pouvoir, par N. Baillargeon, *page 39*

Imagination et pouvoir, par R. Dadoun, *page 41*

Liste des **groupes de la Fédération anarchiste,** *page 45*

La grille de la **Radio,** *page 47*

Comme tous les étés, votre *Monde libertaire* hebdo prend un repos mérité. Vous le retrouverez le 9 septembre chez les marchands de journaux les mieux fournis. Comme, hélas, il ne sont pas les plus nombreux, nous vous signalons un petit outil bien pratique, mis en place par Presstalis, notre diffuseur : le site internet trouverlapresse.com qui vous indiquera les points de vente approvisionnés les plus proches de vous. Face au monopole de la presse d'argent et des marchands d'armes, nous avons toujours besoin du soutien de nos lecteurs !

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus)	**France** et DOM-TOM	**Étranger**
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.
Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Balayons les affameurs

« En France comme ailleurs, les grands patrons ne s'en cachent même plus, ils mènent une véritable guerre de classe contre le monde du travail et mettent tout en œuvre pour la gagner avec la complicité active des États. » Telle est l'introduction de la motion sociale adoptée lors du 67e congrès de la Fédération anarchiste les 22,23 et 24 mai dernier à Rennes.

Il n'y a pas grand-chose à ajouter pour décrire en quelques mots le contexte qui s'impose à nous.

En France, la réforme qui concentre tout cela du fait du symbole qu'elle touche et des enjeux financiers est celle des retraites. Si elle passe, le TER de la régression sociale, avec quelques arrêts de temps en temps, se transformera en TGV en 2011. Tout, absolument tout y passera, histoire de donner des gages aux marchés juste avant la présidentielle de 2012.

L'enjeu est donc majeur et il convient de bien en saisir tous les aspects. Nous n'insisterons pas sur le hold-up de l'État et du patronat sur la Sécurité sociale. Il suffirait que les dizaines de milliards d'euros d'exonérations patronales (notre salaire différé, donc notre pognon) soient restituées pour financer sans problème le retour aux 37,5 annuités pour tous, l'augmentation substantielle de tous les minima sociaux et le remboursement à 100 % des frais médicaux.

De même, l'arnaque qui réside à faire croire que la réforme « s'adapte à l'augmentation de l'espérance de vie » doit être démontée. Les études les plus sérieuses sur le sujet (bien peu médiatisées, allez savoir pourquoi…) aboutissent au tableau de correspondance suivant, entre l'âge de départ à la retraite et l'âge moyen à la mort : si l'on s'arrête de bosser à 50 ans, on peut espérer vivre jusqu'à 86 ans, si l'on part à 55 ans on peut espérer atteindre 83 ans, à 60 ans déjà, l'espérance se situe à un peu moins de 77 ans mais avec une retraite à 65 ans on peut espérer en profiter deux ans au maximum ! Les marchés spéculent donc bel et bien sur la réduction de notre espérance de vie.

Bref, on joue notre peau et dans ces cas-là, mieux vaut savoir comment et avec qui on peut se battre et résister.

Comment ? Sûrement pas en tout cas avec des manifs de mois en mois dont le seul objectif est de rassembler plus de monde que la manif précédente… À ce petit jeu, le seul résultat assuré au final, c'est l'épuisement, l'émiettement, l'amertume, comme en 2003. Qu'il y ait eu du monde dans les rues le 24 juin dernier, c'est un fait et c'est une bonne chose car cela montre que les directions syndicales n'ont pas encore réussi à écœurer les salariés mais il est tout aussi incontestable que cela n'a pas fait bouger d'un millimètre ni Fillon, ni Woerth, malgré ses gamelles… Ce dispositif de journées « d'action » est une véritable machine à perdre brevetée par Chéréque et Thibault. Si un ultimatum n'est pas lancé clairement au gouvernement avec préparation de la grève, la vraie, celle qui n'annonce pas dès le début la fin du mouvement, celle qui fait tout pour bloquer l'appareil productif notamment, on se raconte des histoires comme Sud, qui parle à tout va de grève reconductible mais qui depuis des mois, dans l'intersyndicale, s'aligne sur la CFDT.

Avec qui ? Avec Chéréque, le pape de la CFDT, celui qui a trahi en 2003 en pleine bagarre sur les retraites avec un certain… Fillon, alors ministre du Travail. À l'époque, il avait justifié sa trahison en raison de pseudo-« avancées » sur la question de la pénibilité et des carrières longues. Tiens, tiens, deux thèmes qui reviennent de nouveau à chacune de ses interventions et sur lesquels Sarkozy vient de déclarer que la porte n'était pas fermée… On voit bien l'arnaque se profiler. On avale 99 % de la réforme et on négocie pour quelques salariés le maintien du départ à 60 ans en criant victoire !

L'unité n'est pas une fin en soi, elle n'a de sens que sur la base d'une revendication claire, en l'occurrence le retrait pur et simple du projet de loi. Sinon, on amène les salariés dans le mur pour mieux leur expliquer sans doute qu'il ne leur reste plus qu'à bien voter en 2012.

« Face au consensus politico-syndical qui tente de tout verrouiller, la Fédération anarchiste s'engage résolument dans la bagarre avec tous ceux qui veulent se réapproprier leur lutte », dit quasiment en conclusion la motion.

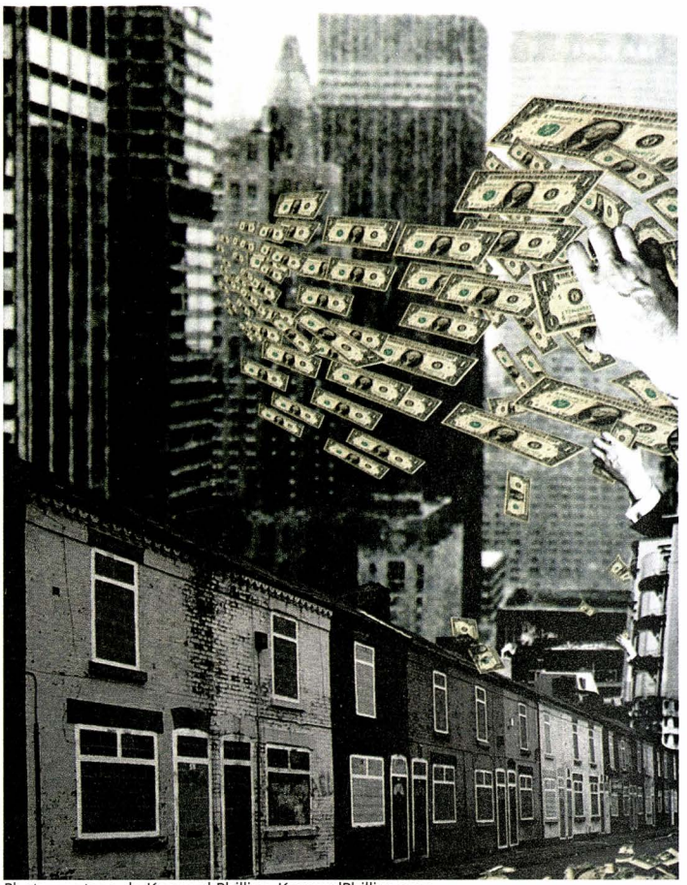
C'est notre ambition en effet de faire de la Fédération anarchiste un outil encore plus efficace au service des luttes, laissant ceux qui ne veulent que discourir… discourir.

Aux milliers de sympathisants anarchistes, aux milliers de lecteurs du *Monde libertaire*, aux dizaines de milliers d'auditeurs de Radio libertaire, nous posons la question un peu solennellement : N'est-il pas temps de s'unir, de s'organiser pour peser ensemble efficacement sur le cours des choses ? À bientôt dans les luttes.

Fabrice
Groupe la sociale, Rennes

Au banquet des banquiers

Alen Somiador



Photomontage de Kennard Phillips. KennardPhillips.com

Les gouvernements font banquer les travailleurs.

TOUTES LES PERSONNES qui ont lu *Hard Times, Histoires orales de la Grande Dépression*, ce superbe ouvrage de l'Américain Studs Terkel, ne manqueront pas de faire de nombreux rapprochements avec la crise systémique du capitalisme dans laquelle nous nous enfonçons un peu plus profondément chaque jour. Incidemment, cela nous permet de constater la fausseté d'une sentence formulée par un barbu célèbre du nom de Karl Marx : « L'histoire se répète toujours deux fois. La première en tragédie, la seconde en farce », car les temps à venir auront fort peu à voir avec du badinage, pas plus qu'avec le répertoire de l'opéra-bouffe.

Un peu comme si la traversée de l'Atlantique lui avait donné un supplément de nocivité, la crise des *subprimes* de 2008 enclenche dans la vieille Europe le cycle suivant : crise financière privée → crise des finances publiques → crise monétaire… et qui sait, pour couronner le tout, peut-être crise politique dans un ou plusieurs pays du continent ?

Nouriel Roubini, professeur à l'université de New York, fut l'un des premiers à prédire la survenue de la tempête financière de 2008. Dans le quotidien vespéral des marchés du 7 juin 2010, il livrait son point de vue par rapport aux mutations en cours – ou prévisibles – de ladite crise : « Compte tenu du choc intervenu au cours des trois derniers mois, si l'économie n'entre pas techniquement en récession, la croissance sera proche de zéro, les Bourses vont continuer de chuter, les coûts de l'emprunt vont augmenter, les liquidités manquer, la confiance des investisseurs, des entreprises, des ménages se détériorer. La croissance déjà anémique le sera plus encore. » Nouriel ouvre le Roubini de ses oracles pour nous signifier les terribles souffrances que nous endurerons… sauf si nous acceptons une thérapie de choc préventive : « Augmenter les impôts et réduire les dépenses est socialement douloureux. Mais quelle est l'alternative ? […] L'austérité n'est pas une option facultative. » L'air de pas y toucher, la dialectique portant dans ses plis rhétoriques l'enseignement de la soumission est d'autant plus redoutable quand elle sort de la bouche d'un tel « porteur de vérité », surtout que le madré personnage conforte la pseudo-neutralité de son discours en reconnaissant que « la mise en place de plans de relance keynésiens pour éviter que la récession ne se transforme en dépression a fait basculer l'amas de dettes privées vers le secteur public. Nous avons socialisé les pertes du secteur privé. Et nous sommes dans une zone dangereuse ».

Dans un genre très différent – celui qui consiste à cultiver le déni –, les mandataires des marchés financiers et/ou leurs porte-voix font dans un style beaucoup plus direct pour arriver aux mêmes conclusions que l'analyste-devin de New York. En effet tous ces jeanfoutres tentent d'imposer la vision suivante : la cause de l'actuelle crise de la dette publique a pour cause le laxisme des gouvernements.

De l'usage – très intéressé – des prophéties autoréalisatrices

Les marchés financiers (lire : les banques d'investissement, sociétés de gestion d'actifs, investisseurs institutionnels, assureurs, *hedge funds*) et les agences de notation gueulent à tout va qu'un nombre croissant d'obligations souveraines sont à haut risque, ce qui conduit les investisseurs à vendre ces obligations, précipitant une crise de la dette dans la zone euro.

L'astuce suprême, pour une kyrielle d'adorateurs de Saint Fric qui se dissimulent habilement dans le conglomérat mouvant des « marchés financiers », consiste à vendre des titres qu'ils ne possèdent pas, dans l'espoir qu'au moment où il faudra vraiment les livrer à l'acheteur, leurs prix auront baissé, avec pour conséquence de ramasser un bon paquet de flouze sur cette différence, vu qu'il est bien connu que quand beaucoup de spéculateurs vendent en même temps, les prix ont effectivement tendance à baisser puisque l'offre est frappée d'obésité à ce moment-là.

Développez en toute légalité des activités spéculatives sur une grande échelle, et alors la gloire et l'argent seront au rendez-vous, car tel est le juste dû qui vient récompenser les « grands génies de la finance ». Certes la technique des « ventes de découvert à nu » (*naked short selling*) vient d'être suspendue par le gouvernement allemand, mais ni Merkel ni Sarkozy n'y changeront rien : les spéculateurs continueront avec toujours plus de constance et d'inventivité à miser sur le fait que la zone euro tombera durablement dans la récession,

ce qui ne permettra pas aux États de réduire leur endettement, mais, tout au contraire, les obligera à emprunter à des taux fortement usuraires.

Très mal, trop peu, trop tard

Seuls les sots peuvent penser que les spéculateurs seront rassasiés après s'être gavés sur le dos du peuple grec soumis à une diète effroyable. L'Espagne, le Portugal, l'Irlande, etc., peuvent numéroter leurs abattis, d'ailleurs les rires des hyènes de la finance qui rôdent dans leurs contrées sont audibles dans toute l'Europe. De leur part, attaquer en premier la dette souveraine du pays réputé le plus vulnérable fut de bonne guerre si l'on songe qu'aucun dispositif préventif de solidarité financière entre les États européens n'existait dans les textes fondateurs de la zone euro. Bien pire encore, la BCE, cramponnée jusqu'au fanatisme à son dogme, fit passer le message suivant : « Les Hellènes n'ont qu'à aller se faire voir chez les Grecs s'ils ne sont pas contents », réitérant ainsi sa décision de ne pas racheter de la dette souveraine sur le marché secondaire, ce qui, forcément, décupla encore plus l'appétit des grands fauves de la spéculation financière.

Alors, sentant que le feu risquait d'embraser la plaine entière jusqu'au point de venir lécher les murs de leurs châteaux, les dirigeants de la désUnion européenne sortirent de leur chapeau LE plan de stabilisation censé servir de répulsif pour tenir à distance les carnassiers excités par l'odeur du sang de leurs futures victimes.

Le plan en question se monte à 750 milliards d'euros dont voici le détail :

- 60 milliards d'euros de concours de l'UE directement mobilisables,
- 250 milliards d'euros qui seront apportés – si besoin – par le FMI,
- 440 milliards d'euros relevant d'un fonds de garantie abondé par les États européens.

Notons également que la BCE pourra intervenir directement dans les marchés pour des prises de titres publics (*quantitative easing*).

Observons qu'avant de construire cette ligne Maginot, les gouvernements européens ont soutenu les Grecs comme la corde soutient le pendu. En effet, ces singuliers secouristes empocheront une jolie marge sur les capitaux qu'ils ont débloqués pour « sauver la Grèce » mais surtout pour sauvegarder les intérêts des investisseurs (banques, fonds et créanciers européens). Les travailleurs grecs sont furieux ? Il n'y a pas de quoi en faire un drachme brament les saigneurs qui les invitent à adopter sans regimber des mœurs spartiates.

Telle est la non-morale de l'histoire. L'impudeur étant notée AAA chez les banksters, les marchés financiers – grâce à la honteuse complicité de nos dirigeants (pouah !) – osent se transformer en Pères Fouettard pour punir des États jugés mal gérés et chroniquement impécunieux.

Les mains sur la couture du pantalon, les gouvernements européens font assaut de servilité pour « vendre » aux ressortissants de leurs États l'« impérieuse nécessité de l'austérité ».

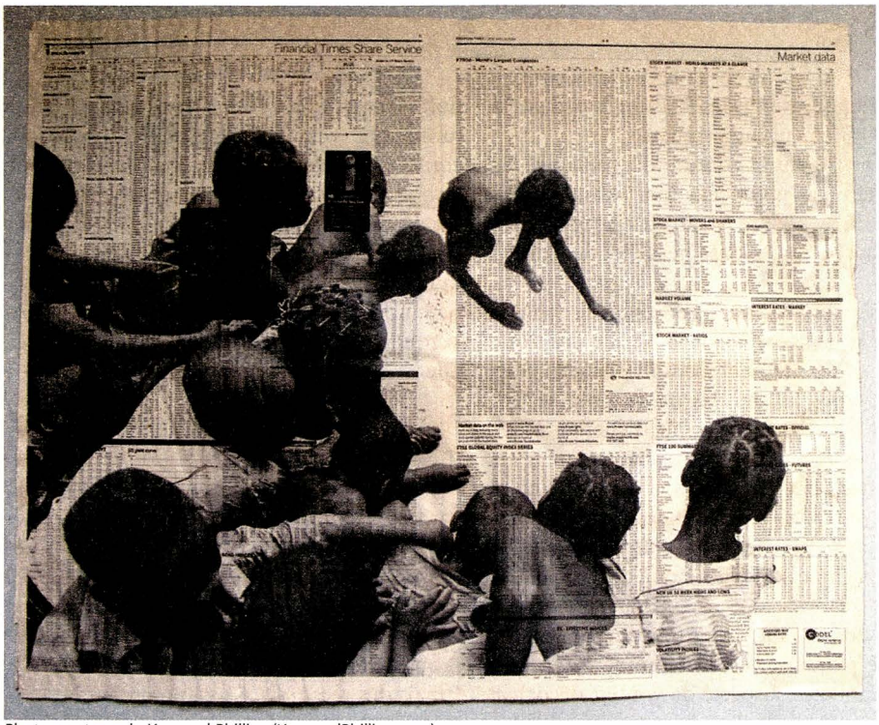
En psychiatrie, on qualifierait de schizophrénie la pathologie qui provoque des troubles du comportement aussi inquiétants chez ces individus. Eh oui, les mêmes qui se targuent d'insuffler un surcroît d'énergie à des économies atteintes de langueur, mettent en branle des traitements de chocs sociaux si brutaux qu'ils réduiront à néant toute perspective de dissiper le climat d'atonie caractérisant la machinerie économique des pays qu'ils dirigent, juste après les… banquiers, bien sûr.

Au demeurant, n'importe quel crétin fabriqué par une école de commerce – donc ne pouvant être suspecté de vouloir décocher une flèche trempée dans le curare au système capitaliste – sait que pour sortir du piège de la dette, il faudrait un taux nominal de PIB supérieur au taux d'intérêt, ce qui ne saurait être le cas sans une augmentation significative de l'activité vitaminée par une certaine dose d'inflation.

L'évocation d'un tel scénario suffit à elle seule à provoquer des cauchemars chez des banquiers de l'espèce Trichet pour qui la BCE – en tant que banque centrale indépendante – doit orienter quasi exclusivement la politique monétaire vers la maîtrise de l'inflation, comme le prescrit l'« impayable » traité de Lisbonne (art. 127). Inversement, les violentes saignées infligées au plus gros du corps social, autrement appelées plans de rigueur – qui vont ravager les pays de l'Union européenne –, font chavirer le cœur de ces Torquemada de l'orthodoxie budgétaire libérale.

Derrière le rideau de la dette publique…

Les éditocrates et autres folliculaires stipendiés par les puissants tirent à boulets rouges sur les « déficits ». Comme le dit avec son habituelle causticité Frédéric Lordon (le 26 mai 2010 dans le blog du *Diplo*) : « Les ennemis (amis) de la dette n'aiment rien tant que prendre le problème "des déficits" du côté de la dépense. Jamais des recettes. Ce serait pourtant intéressant. Car la défiscalisation systématique apparaît comme l'un des caractères structurels les plus robustes du néolibéralisme. » Or quand Lordon formule une assertion, il l'étaye toujours d'exemples concrets et vérifiables. Cédons-lui à nouveau la parole : « Avant qu'il ne prenne la présidence de la Cour des comptes, Didier Migaud, député socialiste pour une fois utile, avait attiré l'attention sur une discrète mesure exonérant les entreprises



Photomontage de Kennard Phillips (KennardPhillips.com).

de toute taxation sur les plus values réalisées sur la cession de leurs diverses participations. Tarif: 20 milliards d'euros. [...] La Cour, qui aime à fouiller dans les coins, mentionne également que les projets de loi de finance (PLF) de 2009 et 2010 manquent à mentionner des "dépenses (fiscales) occultées" (antérieures à 2006) dont le total est de... 145 milliards d'euros – 7,5 points de PIB, et l'équilibre budgétaire est rétabli haut la main ! » Une dernière pour la route, manière de faire monter en nous l'adrénaline en fixant droit dans les yeux les riches et tous leurs portes-flingues ? Bien, allons-y : « La révolution antifiscale a pour double propos délibéré et de les réenrichir et de ramener les pauvres à leur solitude ("leur responsabilité individuelle") en démantelant du même coup les régulations de l'État-providence (puis de l'État tout court). La stratégie déployée pour parvenir à ce double objectif s'est même donné un slogan : affamer la bête ! (*starving the beast !*). La "bête" bien sûr, c'est l'État, dont le dépérissement sera organisé par un processus méthodiquement conduit d'attrition fiscale : commencer par le priver de ses recettes pour forcer l'ajustement de ses dépenses. »

Effectivement, la grossière instrumentalisation de la dette publique s'inscrit dans la continuation de la démolition de l'État social à la française, étant entendu que ce vocable signifie l'articulation des services publics et de la protection sociale. Le système capitaliste – le modèle fordien –, veillait à ce que la part de la valeur ajoutée accordée aux salariés soit suffisante pour leur permettre de consacrer l'essentiel de leurs revenus à acheter les produits issus de la location de leur force de travail. Le capitalisme financier, surtout depuis que fut prise la décision d'autoriser la libre circulation des capitaux, ne cesse d'exiger des niveaux de rentabilité absolument démentiels sur le capital qu'il translate dans les différents domaines de la sphère productive de la société, ce qui a pour conséquence directe d'accélérer le processus de la déflation salariale et, par effet mécanique, d'amener les « pue la sueur » à goûter aux charmes mortifères de l'endettement pour compenser artificiellement la dégradation de leur pouvoir d'achat.

Le domaine – pourtant immense – de l'économie réelle ne suffisant pas aux requins de la finance pour assouvir l'intégralité de leurs pulsions carnassières, ces bankdits inventèrent des mécanismes extrêmement complexes pour faire pisser davantage de fric aux capitaux qu'ils manipulaient... tout en n'en possédant qu'une simple partie, et tout ça pour les « brillants » résultats que nous savons et surtout subissons !

À supposer que l'on nous demande de résumer brièvement une histoire aussi consternante, nous la résumerions ainsi : jusqu'à la fin des années 1980, tous les salariés étaient pressurés – à des degrés divers et sous des formes variables – par un patron. Concomitamment, l'État protégeait les intérêts des possédants sous prétexte de la nécessité de préserver la paix sociale. À partir des années 1990, le monde de la finance a exhibé de plus en plus fréquemment sa sale gueule pour mieux enfoncer ses crocs dans les richesses que nous produisons. L'État jouait le rôle de vigile pour les patrons ? Fort bien, il continuerait plus que jamais à surveiller la chiourme, mais son appendice gouvernemental améliorerait ses fins de mois en jouant au petit porteur des dépêches des banksters.

La pensée politique plombée par l'économisme

Dire que l'économisme a largement colonisé le champ de la pensée politique est un lieu commun. De cette terrible réalité il ressort que, pour un grand nombre d'esprits – pourtant honnêtes –, les mots PIB, croissance, progrès économique, etc., semblent être les éléments majeurs qui structurent leurs réflexions, puis leurs propositions. Bien qu'ils s'en défendent âprement, grande est leur difficulté à masquer leur nostalgie du capitalisme d'après-guerre en ce qu'il pouvait être caractérisé par une croissance continue et vigoureuse, des droits sociaux consistants et une évolution à la hausse des conditions de vie des travailleurs, à l'exception majeure, précisons-le avec force, des pays dits du « tiers-monde » puisque le pillage de leurs ressources était une des conditions pour permettre la « croissance pour tous » du... seul monde occidental.

Beaucoup de cerveaux – hélas ! – ont fusionné les mots productivisme et progrès. Cette remarque vaut pour une majorité de personnes revendiquant leur appartenance à la gauche, pareillement pour d'autres qui garnissent les rangs des altermondialistes, sans oublier les pourfendeurs des « adeptes du retour à la bougie » que l'on trouve à l'occasion dans la micronébuleuse des libertaires, voire très marginalement – fort heureusement ! – chez les anarchistes.

Urgemment, le camp du travail doit s'opposer frontalement aux différentes mesures d'austérité qu'on veut lui imposer. Toutes ces escroqueries ne sont que des paravents destinés à masquer des offrandes supplémentaires offertes à la cruelle déesse de la compétitivité.

Le camp du travail trouvera des raisons supplémentaires de se débarrasser du système capitaliste lorsqu'il réalisera davantage que le productivisme lui est ontologiquement lié, ce qui, en sus de l'exploitation intensive qu'il exerce sur l'immense majorité des *Homo sapiens*, accélère également le changement climatique et aggrave la crise écologique globale et, par là même, plombe autant le présent que l'avenir du genre humain et de l'ensemble des êtres vivants avec qui nous partageons la même planète.

Au fait, si d'aventure votre chemin vous amène à croiser des experts voulant vous faire accroire que l'avenir sera radieux pour tout le monde si nous nous en remettons tous à la science – nouvelles techniques et/ou technologies –, giflez-les. Probablement ces charlatans vous auront-ils pris pour un *homo œconomicus*, alors que vous êtes un individu qui n'a pas subi de lobotomie et qui a résisté aussi à la machine à décerveler qu'est l'idéologie dominante.

A. S.

Photomontage de Kennard Phillips (KennardPhillips.com).

Tue ton patron – remix

Changement de point de vue

Jean-Pierre Levaray

Ils sont venus, ils sont tous là. Non pas tous, mais presque. Plusieurs m'ont téléphoné pour s'excuser. Même Nicolas m'a contacté. Il m'a juste dit qu'il ne pouvait pas venir, à cause de la date et qu'il avait prévu autre chose avec sa dame. La prochaine fois qu'il me le demande, je ne lui prêterai pas mon hôtel privé. Non mais.

Je l'ai fait exprès de choisir le 24 décembre pour fêter mon départ. Pour voir sur qui je pouvais vraiment compter. En même temps, maintenant, je m'en fous. Je vais avoir d'autres chats à fouetter et un autre milieu à m'occuper.

Je m'aperçois que dans la salle, il y a quelques-uns de mes concurrents directs, certains auraient voulu me voir mordre la poussière. J'ai gagné, tant pis pour eux. J'ai maintenu l'entreprise lors des crises successives et j'ai réussi à conforter notre société dans le haut du panier du Cac 40, c'est quand même pas rien. FFI© est devenue une valeur de référence, aujourd'hui. J'ai de quoi être fier. Bien sûr cela s'est fait au prix de divers abandons et de diverses restructurations, mais changer de méthodes de travail, investir dans des pays émergents et se recentrer sur des marchés porteurs, c'est le B A BA. On est passé de 150 000 collaborateurs dans le monde, à 80 000. C'est plutôt pas mal. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Et puis, voir l'action grimper autant, tripler sa valeur en si peu d'années, ça valait un petit sacrifice.

Ah ! Voici enfin un plateau de coupes de champagne qui passe. Voyons voir ce qu'il donne ce champagne. FFI© en a commandé des caisses, je veux voir où est passé notre argent. Le producteur est un ami, mais j'ai parfois du mal avec sa piquette. Oups. Pas terrible encore cette année. Mais ça m'amuse d'autant plus que tous ces zouaves rassemblés devront boire ça jusqu'à la lie.

J'ai bien fait de choisir La Verrière pour organiser mon pot de départ. Mon « pot de départ », ça me fait marrer. Comme mes prolos lorsqu'ils partent en retraite… Je suis peut-être un peu comme eux. Va savoir. À force de voir leurs représentants syndicaux, je les ai

imités. Non, je rigole. N'empêche que je les ai bien eus aussi, ceux-là.

La Verrière vient juste d'ouvrir, au pied de la tour et je ne pouvais pas faire moins que de les aider à pendre leur crémaillère tout en fêtant mon départ. Je suis encore dans le coup, non ?! Jolies, les guirlandes lumineuses. Ils font de ces trucs maintenant. Et les sapins décorés, c'est pas mal. Ça donne à la soirée un côté kitch qui me va bien, un côté hollywoodien, fin de film à gros budget.

Bon, il faut que j'aille faire la tournée de mes ouailles avant les discours.

La faune des courtisans et des lèche-bottes. Ce sont eux qui viennent à moi les premiers, évidemment. Ils croient vraiment que c'est en étant à mes pieds qu'ils accéderont au vrai pouvoir ? Que des larves. Ils me sourient, se tortillent devant moi. Ils veulent mon bien, croient être l'incarnation du pouvoir parce qu'ils sont déférents envers moi. On ne se rend pas compte mais faire partie de l'élite, ça a des désavantages. Et même si j'ai peu de sympathie pour l'espèce humaine, ce genre de comportement n'arrange pas ma perception. De toute façon, ils sont fichus : s'ils se rebellaient, je les casserai. Leur alternative est quasi nulle.

Mais où sont Bertrand et Charles, mes fidèles, mon équipe, mes hommes de main, ceux sur lesquels je peux compter ?

Ah ! Quelques membres du conseil d'administration. Là, on est en terrain connu. On se côtoie depuis si longtemps. On a la même vision du monde et presque le même costume. On n'a pas besoin qu'on nous raconte des histoires, c'est nous qui avons fait ce que FFI© est devenu. Il faudra que j'invite l'un d'eux à nous rendre visite quelques jours.

Dans tous les cas, je reste membre du CA, pas seulement pour les jetons de présence, mais pour rester aux commandes et mettre la pression sur mon successeur. Ah, il a voulu ma place de PDG, va falloir bosser. C'est lui qui devra fermer les quelques boîtes qui restent implantées en Europe du nord. Ça m'amuse d'avance de savoir qu'il commencera son règne en supprimant des emplois. Il faut pourtant que je me montre avec lui, comme si nous étions complices, comme si nous ne faisions qu'un. Pour l'avenir de FFI©.

Et voilà La Fayette, le représentant des clients, des coopératives agricoles. Le type qui me fait bien sentir que sans lui, sans ses achats de mes phytosanitaires, je serais coulé. Tu parles. Maintenant que je fourgue la moitié des productions en Inde, il peut toujours se la jouer. Il est adipeux et veule, je ne le supporte pas. Il transpire, en plus, dans son costard de parvenu. Et sa rosette de la Légion d'honneur, qu'est-ce qu'il a fait pour l'avoir ? Il faudra d'ailleurs que j'en parle en haut lieu. C'est moi qui la mérite.

Je me défais vite de ce type, mais c'est pour tomber sur pire : Petrovitch est là. Cette fois, j'ai un peu les boules, on a passé des accords et j'ai un peu dépassé les bornes. Ce sont les lois du marché. Il faudra bien que ces ruskofs se mettent au goût du jour. Tout ne se règle pas à coup de flingue. Le marché africain, c'était pour moi. Je vois qu'il sourit d'une façon pas très agréable mais il est courtois. Je m'éloigne.

Si Petrovitch est là, ça veut dire que Kristina est là aussi. Elle faisait partie du paquet-cadeau. Hé oui, qu'est-ce que je disais ? La voici. Trop jolie. Sa robe noire moulante ne cache rien et son décolleté est trop plongeant, mais si elle me colle, comme d'habitude, tout le monde va se dire que je me suis levé une pute des pays de l'Est. Ce qu'elle est. C'est sûr que par rapport aux quelques femmes qui sont là, elle fait tache. Marie n'est pas venue, heureusement. Elle a prétexté les préparatifs du repas de Noël après la messe de minuit, mais je sais qu'elle n'aime pas ce type de soirée.

Kristina se colle à moi. Normalement, je succombe, mais ce n'est pas l'heure. Elle me dit des mots à l'oreille. Normalement aussi, ça me fait de l'effet, mais je me sens regardé. Voilà qu'elle me pelote les couilles. On est tous serrés et personne ne peut voir mais je n'ai pas envie de ça. « Arrête, lui dis-je. Dégage, c'est pas le moment. » Je vois Bertrand qui s'approche enfin pour m'aider. Il va pour la prendre par l'épaule. Kristina se dégage, elle est en colère. Elle fait un esclandre mais Bertrand l'a en main. Allez, du balai. Dommage, quelque part. Je n'aurai sans doute plus le droit à ses petites gâteries sous le bureau maintenant que je vais changer de vie.

Charles, enfin, m'apporte le feuillet de mon discours. Je me dirige vers la tribune, cela n'a que trop duré. Dès que je prends le micro, le silence s'installe. Allez, quelques vannes pour les mettre dans ma poche, un peu d'histoire de FFI©, et mon engagement, et l'état des lieux, et… J'espère que Charles ne m'a pas fait un discours à la Fidel Castro, je n'ai pas que ça à faire. Ah, ça se termine : « Bien sûr, ce que je garde comme souvenir de FFI©, c'est cette véritable aventure humaine au cours de laquelle j'ai croisé des collaborateurs dévoués, professionnels et dignes de confiance. Maintenant je me tourne vers de nouvelles aventures, plus près de ma famille, car cela reste la valeur la plus importante au monde. » Hop, emballé c'est pesé. Applaudissement et tout le tralala.

Après, c'est au tour de mon successeur, je n'ai même pas envie d'écouter les platitudes d'usages, quoique je perçoive dans ses intonations le discours guerrier de mes débuts. Il ira peut-être loin, le petit. Ensuite c'est le ministre de l'Industrie, discours sobre et bien écrit par son nègre. Heureusement que l'autre ministre ne cause pas, il est déjà bourré. Je l'inviterai d'ailleurs bientôt chez moi, pour voir s'il ne tient pas l'alcool ou s'il boit vraiment beaucoup.

Bon, c'est pas que je m'ennuie mais j'ai une messe sur le feu. Je préviens le personnel que dans un quart d'heure c'est basta. Les meilleures choses ont une fin.

Salutations d'usage. Kristina a vraiment disparu. C'est tout de suite que j'aurais eu besoin d'elle. J'ai toujours son numéro de portable, au cas où…

Ça y est tout le monde est parti. À moi de quitter les lieux. J'ai un coup de blues, mais la vie n'est pas finie. J'ai des projets. Dehors, la nuit est glaciale. La Défense est le quartier des courants d'air. Je passe devant la tour FFI©. Elle a quand même de la gueule et c'est moi qui en étais le maître d'œuvre. Chapeau l'artiste. Désormais, en dehors des conseils d'administration, j'essaierai de ne pas trop venir. Je vais avoir mes terres et mes employés à gérer. Je vais aussi m'intéresser à la gestion communale. J'ai des idées là-dessus, pour moi et mes futurs administrés. Mon petit peuple. Mais avant, Marie et moi, nous partons nous ressourcer aux Seychelles, ça ne fera pas de mal.

Voilà l'escalier du parking.

Il fait sombre et je n'aime pas. Je ne me suis pas penché sur le sujet des parkings, j'aurais dû. Un peu flippant, la nuit quand on est seul. Et ce n'est pas les violons de Vivaldi en fond sonore qui vont arranger les choses.

J'atteins mon coupé Mercedes. Je vais m'en débarrasser bientôt. Ce n'est plus dans ma fonction. J'aurais dû m'offrir ce 4X4 Q7 de chez Audi pour Noël. Ce véhicule collera mieux à mon aventure terrienne. Ça en jettera sur mes ploucs.

Clic. Les portières s'ouvrent.

« Pelletier-Raillac, lève les mains. »

C'est quoi ça ? Je me retourne. Un mec, plutôt nerveux me tient en joue. C'est quoi cette connerie ? Il n'a pas l'air à l'aise.

« Pan ! » Putain, ça fait mal. Il m'a tiré dessus. Je ne sais pas ce que c'est mais, aïe aïe aïe. J'ai l'épaule broyée. Qu'est-ce qu'il me veut ce type. En plus, il n'a pas l'air très pro. Il est tombé par terre. C'est Petrovitch qui l'envoie, c'est évident. Jamais je n'aurais dû pactiser avec les Russes. C'est mafia et compagnie. Je les ai eus sur le marché africain, tant pis pour eux. Il faut qu'ils s'y fassent.

Je touche ma blessure. Il y a plein de sang. J'espère qu'il n'a pas atteint le poumon. Je ne pense pas. En plus mon costard est mort.

Le type se lève et vient vers moi, il me tient toujours en joue. C'est quoi ? Je n'y comprends rien. « Casse-toi, connard. »

Il reste là. « C'est Petrovitch qui t'envoie ? Je pensais qu'il s'entourait d'un meilleur personnel. »

Le type à l'air bizarre. J'suis tombé sur un fou. C'est pas possible. Je suis dans un mauvais rêve.

Le type me dit qu'il est un de mes anciens salariés, viré lors du dernier plan. J'y crois pas. Le monde ne s'arrange pas. Je pense que Petrovitch est allé chercher son tueur à l'HP. Ce n'est pas possible autrement.

« Je travaillais pour FFI©, mais vous m'avez licencié… Depuis, ma vie est fichue, alors je veux que la vôtre le soit aussi. »

Des conneries. Mais si c'est le cas, c'est une de ces larves. Un de ces ouvriers serviles qui ne voulait pas se prendre en charge, qui attendait sagement que son salaire tombe tous les mois et qui pète les plombs. Je lui crie : « Moi, je me suis battu pour FFI©, toi tu n'as su qu'obéir. Tu n'es rien. »

Si j'en réchappe, je le tue, c'est clair. Je l'enfermerai dans ma cave, je le ferai souffrir. Il verra qui c'est le boss.

Je savais bien que certains prolos disjoncteraient, il a fallu que ça me tombe dessus.

Voilà qu'il essaie de me causer : « Sans des mecs comme moi, qui font tourner les machines, tu n'existerais pas. »

J'ai chaud d'un seul coup. Il faut que ça se termine. Bertrand m'a toujours recommandé de porter un flingue depuis que je « négocie » avec Petrovitch, cette fois ça va me servir. Il faut juste que je le sorte de ma poche.

« Pan ! »

Il a tiré de nouveau. Je ne sens rien. Juste comme un coup de poing dans ma cuisse droite. Je ne sais pas ce que j'ai. J'ai l'impression de me vider. Putain, la fémorale. Le type me regarde. Il a les yeux noirs. J'ai une vision du cochon qu'on avait saigné chez moi l'an dernier. C'était jour de fête. Mon sang se répand partout. Je vais mourir. C'est pas possible : c'est moi le boss.

J.-P. L.

Affaiblissement syndical et réformes de structure

Éric Vilain

L'AFFAIBLISSEMENT du mouvement syndical est un constat que nous faisons tous mais la question reste posée de savoir si c'est le syndicalisme en tant que tel qui s'affaiblit ou si c'est la politique syndicale des hommes et des femmes qui sont à la tête du mouvement syndical qui en porte la responsabilité.

Le chômage de masse est bien sûr une des composantes qui expliquent l'affaiblissement du mouvement syndical ou, d'une façon générale, de la capacité des salariés à réagir aux atteintes à leurs droits acquis. La déréglementation de l'économie encouragée par les gouvernements successifs – qui n'étaient pas tous de droite, rappelons-le – n'explique pas à elle seule l'incapacité du mouvement syndical à réagir contre cette déréglementation.

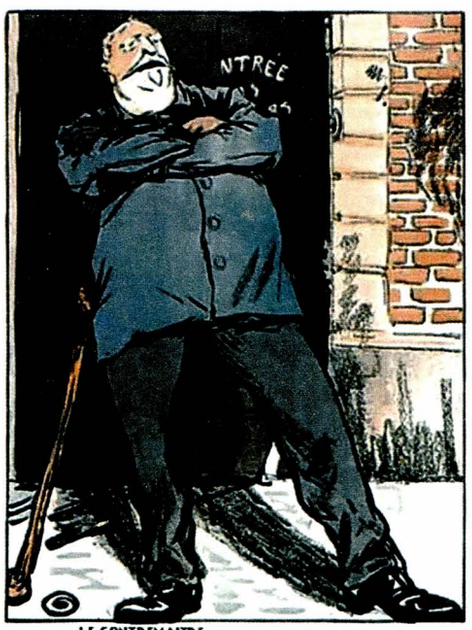
Nous examinerons la question à travers les interrogations d'un certain nombre de militants de la fédération CGT du Livre. Nous sommes persuadés que les militants d'autres secteurs d'activité se retrouveront dans le présent texte.

Les craintes que certains militants du Livre éprouvaient concernant les projets d'insertion de la CGT dans l'usine à gaz du syndicalisme européen étaient accompagnées de craintes concernant les projets de la fédération du Livre concernant la restructuration de la fédération au niveau national. Ces craintes n'émanaient pas seulement des militants parisiens, loin s'en faut.

La direction fédérale entreprit des réformes de structure qui devaient permettre d'enrayer la baisse dramatique des effectifs. Comme c'est souvent le cas pour les appareils fortement constitués, la solution proposée ne fut pas un accroissement de la capacité d'initiative « en bas » mais une centralisation au sommet.

L'objectif était de supprimer l'organisation existante de la fédération en dix-sept groupes régionaux, ce qui impliquait la suppression des congrès régionaux, de l'élection des comités exécutifs, des bureaux et des secrétariats régionaux. Dans l'espace qui se trouvait entre les syndicats, au niveau local, et la direction fédérale, au niveau national, les structures intermédiaires démocratiquement élues étaient supprimées. À la place étaient instaurées sept « zones » animées chacune par un délégué membre du comité exécutif national (CEN) : en d'autres termes, les structures intermédiaires élues, qui constituaient l'épine dorsale du fédéralisme, étaient remplacées par des militants désignés par la direction fédérale. Concession à la « démocratie », le nouveau délégué fédéral devait être aidé dans sa tâche par des « collectifs » de département ou de site, etc., dont on ne savait trop comment ils étaient désignés. « Les raisons invoquées pour justifier le changement de statuts ne sont pas sans surprendre un esprit cartésien », commenta Jacky Toublet dans *Cantonade*, le bulletin du Syndicat des correcteurs (n° 193).

Les raisons invoquées pour justifier le changement de statuts ne sont pas sans surprendre un esprit cartésien.



LE CONTREMAITRE
Tas de brutes ! Vous voulez me faire faire la culbute sous prétexte que j'ai culbuté vos femmes !
Grandjouan

« L'objectif visé serait, louable préoccupation s'il en est, d'accroître la vie syndicale dans les entreprises. La modification statutaire adoptée favoriserait cette augmentation générale de la démocratie syndicale parce qu'elle permettrait une "activité décentralisée" de la fédération. Cette version d'une plus grande décentralisation de l'organisation fédérale autorisée par les nouveaux statuts recèle, apparemment, beaucoup d'importance pour la direction de la fédération. La camarade Morel, sans doute afin que l'on comprenne bien, lors d'une intervention d'environ vingt minutes devant le congrès peu convaincu, s'est ingénié à prononcer les mots "décentralisé" ou "décentralisation" toutes les trois ou quatre phrases – une nouvelle illustration de la méthode de persuasion par accumulation » (J. Toublet, *ibid.*).

En fait, « décentraliser l'activité fédérale » ne signifiait pas dans l'esprit des dirigeants fédéraux accorder plus de capacité d'initiative (et plus de moyens) aux syndicats, mais donner à des dirigeants fédéraux plus de moyens d'intervention dans les affaires internes des syndicats.

Jacques Toublet produisit alors une définition de la décentralisation, tirée de plusieurs dictionnaires, qui ne concordait pas du tout avec ce qui était annoncé : « Il n'existe plus de structures intermédiaires élues entre le syndicat local ou d'entreprise et la direction de la fédération : parler, en cette occurrence, de "décentralisation" ou "d'activités décentralisées" ne relève pas du contresens, c'est, pour parler poliment, une contrevérité ! » La « logomachie fédérale », dit encore Toublet, dissimule un projet qui « revient à envoyer dans les régions, rebaptisées zones, des "agents nommés par le pouvoir central", tels les *missi dominici* des Carolingiens, les intendants des Bourbons de la monarchie absolue, les représentants en mission des jacobins, les préfets de l'Empire napoléonien, de la Restauration et des Républiques successives ».

« Comment peut-on prétendre à plus de démocratie syndicale alors que les congrès et les comités régionaux vont être supprimés ? Pour être remplacés par quoi ? Des collectifs réunis par le délégué de zone ? Comment, plus de cent ans après la fondation de la CGT, peut-on sous-entendre que l'informel pourrait être plus démocratique que le formel et le délibératif ? Et les camarades des syndicats de telle ou telle région auront-ils encore le droit statutaire de se réunir entre eux, comme ils l'entendent, ou devront-ils attendre l'autorisation du délégué de zone. Peut-être – qui sait ? – ne pourront-ils organiser une réunion que sous l'œil évidemment fraternel et bienveillant dudit délégué ? »

Un représentant du bureau fédéral déclara au congrès de l'union fédérale des retraités des industries du Livre, du papier et de la communication : a) « Nous avons fait des constats à l'époque dans le sens que des régions fonctionnent, et d'autres pas du tout… » ; b) « La mise en place d'une structure intermédiaire, avec ses élus, ses décisions, n'était pas de nature à confirmer les objectifs d'un syndiqué acteur et décideur, dans un syndicat en lien direct avec sa fédération… »

Supprimons ce qui fonctionne parce que le reste ne fonctionne pas.

Ce qui revenait à dire : supprimons ce qui fonctionne parce que le reste ne fonctionne pas. La remarque du représentant fédéral révèle sans doute l'intention réelle du projet : les structures régionales, intermédiaires, avaient une vie propre ; le comité régional et les élus prenaient des décisions et entravaient le lien direct que la direction fédérale entendait instaurer avec les syndicats locaux.

« On comprend mieux pourquoi la fédération estime nécessaire de travestir cette orientation en prétendant qu'elle veut le contraire de ce qu'elle fait. Le double langage et le jésuitisme sont pourtant l'attitude politique la pire possible au sein des organisations populaires. Ces pratiques, outre l'absence d'éthique qu'elles révèlent, érodent peu à peu la confiance des militants de base et des adhérents envers les dirigeants et les organisations qu'ils incarnent. Or ce sont les hommes et les femmes du rang qui comptent vraiment ; ce sont eux qui comptent parce qu'ils travaillent dans les entreprises et vivent dans les quartiers – sans eux, pas d'organisation syndicale réelle, seulement des fantômes juridiques et des généraux impuissants. »

Les mesures de réorganisation étaient jugées nécessaires, selon la direction fédérale, pour faire face à l'affaiblissement du syndicalisme en général, qui ne se limite pas au Livre. Le mensuel de la fédération, *Impac* (septembre 1999), désigne comme l'une des causes de cette situation la délégation de pouvoir aux commissions paritaires qui aurait contribué à écorner le rapport de forces. On ne semble pas envisager que c'est au contraire l'affaiblissement du rapport de forces qui a diminué l'efficacité des commissions paritaires – une

commission paritaire n'étant « efficace » que lorsque derrière les représentants syndicaux se trouve un moyen de pression effectif.

Il faut, dit *Impac*, « reconquérir le champ syndical » et combattre la remise en cause par le patronat des négociations de branche et des conventions collectives. Il existe un « décalage de plus en plus frappant entre les accords d'entreprise et les conventions collectives » qui doit être combattu afin de faire respecter les conventions collectives là où elles ne le sont pas. Il faut donc une « approche nouvelle de la politique revendicative et du rôle du syndicalisme », approche qui s'oppose à celle des multiples coordinations et « associations éphémères », qui sont condamnées à « disparaître quand colère et mécontentement » sont tombés, tandis que la fonction du syndicat est d'être une organisation permanente. Le rapport d'*Impac* affirme que « le syndicalisme a un rôle durable à jouer » et qu'il doit prendre sa place dans le mouvement social.

La question des coordinations constituées pendant les grèves de 1995 était, aux yeux de la direction fédérale, extrêmement sensible. Les grèves de 1995 avaient été menées sous le signe du métier. Les coordinations, constituées en marge des syndicats, n'avaient le plus souvent été rien d'autre que la forme d'organisation de catégories professionnelles détentrices d'un savoir-faire (infirmières, agents de conduite de la SNCF), dont les syndicats n'assuraient pas correctement la représentation : ces coordinations exprimaient la volonté de nombre de salariés de maîtriser leur lutte, de décider eux-mêmes de leurs mots d'ordre, de parler de leur métier, ce qui n'a pas du tout empêché en même temps une mobilisation intercatégorielle de grande ampleur et la remise en cause des effets de la mondialisation.

Cette mondialisation, ainsi que les contours que prenait l'Europe, lançaient effectivement un défi au syndicalisme.

Cette mondialisation, ainsi que les contours que prenait l'Europe, lançaient effectivement un défi au syndicalisme. Il n'est pas certain, cependant, que les syndicats et les militants se soient montrés incapables d'« apprécier ce que cela supposait de modifications, de changements, de manières de travailler nouvelles » (*Impac*). Il n'est pas certain non plus, contrairement à ce qui est suggéré dans *Impac*, que seule une direction fédérale soit capable de « réfléchir », d'« anticiper », de percevoir les changements et les « modifications dans la société » tandis que les « militants centrés sur leur entreprise » se laissent aller à « l'émotion que la situation sociale du moment ou d'un endroit spécifique suscite ».

Cette analyse reflétait parfaitement la perspective dans laquelle se situait la réforme proposée par la direction fédérale, réforme qui visait à liquider les structures intermédiaires du syndicalisme, lesquelles constituent précisément le fondement du mouvement syndical français. Il y aurait donc les travailleurs cantonnés à leur entreprise, ayant une vision nécessairement étroite, et la direction fédérale, qui a une vue globale. Et rien entre les deux. C'est ce qu'on lit dans *Impac* : « Il est naturel qu'une direction fédérale perçoive des changements, des modifications dans la société et les solutions qu'il faut y apporter pour le syndicalisme, plus tôt que des militants centrés sur leur entreprise. »

Il est certain, dans cette logique, que si on supprime tout ce qui est intermédiaire entre l'entreprise et la direction fédérale, cela réduit d'autant la capacité globale de l'organisation à réfléchir.

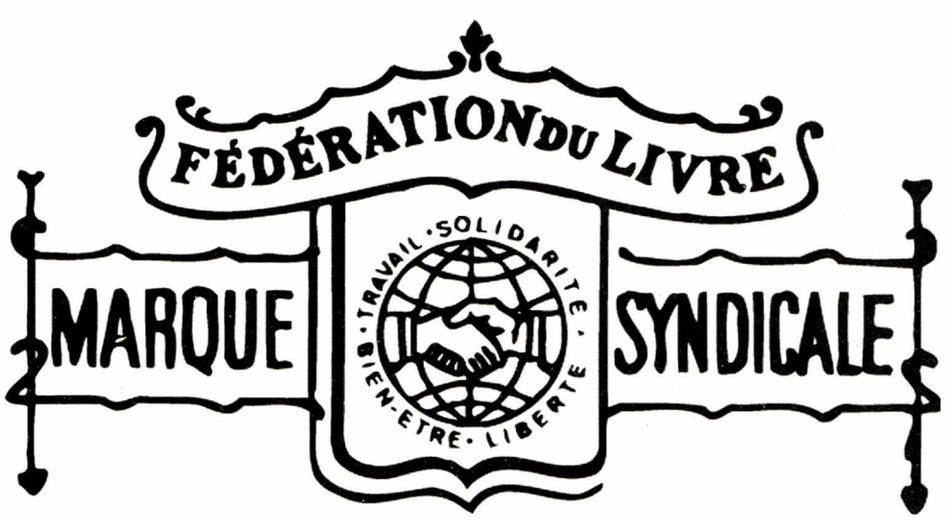
Le syndicalisme serait donc une affaire exclusive d'entreprise. Il n'y a de syndicat que le syndicat d'entreprise. « Nous avons défini à Strasbourg la nécessité d'orienter toute l'activité fédérale prioritairement vers l'entreprise, vers le lieu de travail, vers nos structures d'entreprise », dit un document fédéral. « La reconnaissance du syndicat d'entreprise est une conquête extraordinairement importante s'il fonctionne comme il faut. » Entre l'entreprise et la direction fédérale, il n'y a rien, par conséquent. Pourtant, le syndicat d'entreprise n'est pas du tout une tradition du mouvement ouvrier français, qui est fondé sur le syndicat ayant un fondement géographique, avec des sections syndicales d'entreprise, ce qui n'est pas du tout la même chose. Le mot « section » est parfaitement explicite : une section syndicale est un « morceau » du syndicat dans l'entreprise, le syndicat lui-même ayant une assise plus large, locale ou régionale, englobant plusieurs « sections ». La vision du syndicat ne saurait donc être limitée à l'entreprise.

Entre l'élitisme de type léninien et la démagogie basiste, il y a un moyen terme.

Une tribune libre parue dans le bulletin des correcteurs et consacrée à la critique du projet fédéral conteste catégoriquement que les militants syndicaux aient nécessairement une vision limitée à la sphère locale : « Il y a des adhérents de base tout aussi capables de mesurer les enjeux de la mondialisation, mais qui n'ont tout simplement pas envie de devenir des permanents fédéraux… Sans espérer que chaque syndiqué individuel puisse ou veuille contribuer à une réflexion sur les grands enjeux stratégiques, cette réflexion peut quand même être une œuvre collective dans une organisation syndicale. Entre l'élitisme de type léninien et la démagogie basiste, il y a un moyen terme » (René Berthier, « Comment la Filpac "décentralise" », *Cantonade* n° 193, novembre 1999).

Cependant, la pratique quotidienne tend à un encouragement implicite au localisme. L'accent mis sur la constitution de syndicats d'entreprise conduit à une situation où dans certaines entreprises on a un syndicat avec cinq adhérents (voire moins), ce qui n'a pas de sens. Dans une configuration normale, il y aurait dans l'entreprise une section du syndicat de la ville ; c'est-à-dire que les cinq adhérents en question seraient membres d'une structure plus large qui leur fournirait de la « logistique », et ils seraient forcément moins isolés. Cette situation, dont l'alibi est la « décentralisation » et le « retour à l'activité dans l'entreprise », ne présente d'avantage que dans la perspective d'une volonté d'accroître la centralisation réelle de l'organisation : les petits syndicats se trouvent ainsi complètement dépendants de la fédération. Autre conséquence : l'existence de cinq syndicats d'entreprise dans une même localité à la place d'un syndicat avec cinq sections syndicales présente l'avantage d'une plus grande dispersion politique et réduit les risques de concertation en cas de désaccord sur les orientations fédérales.

Il convient de dire cependant que les modifications de structure proposées par la direction fédérale ne relevaient pas toutes d'intentions machiavéliques et qu'elles étaient en partie parfaitement fondées. Le constat



avait été fait de la modification sociologique de la classe ouvrière ou, pour parler politiquement correct, du salariat.

Il y a moins d'ouvriers, plus d'ingénieurs, de cadres, etc. Il y a également des modifications dans les structures économiques avec la prépondérance des services.

« La démarche unitaire nécessite une implication nouvelle des salariés et des syndiqués dans l'activité du syndicat ; et cela change aussi le fonctionnement du syndicat en lui-même » (*Impac*, septembre 1999).

On a affaire à « des industries et entreprises qui ne sont plus ouvrières dans leur majorité, qui se sont fortement féminisées, dont le salariat est globalement traversé par de multiples organisations syndicales et par de nombreuses diversités ». Il faut donc « s'ouvrir à d'autres secteurs d'activité à culture salariale différente, faire une place aux employés ». Il s'agit aussi de préserver, en quelque sorte, ces populations des modes d'organisation et méthodes d'action des ouvriers ; ainsi peut-on lire : « Nous n'avons pas imposé à ces salariés notre vision des choses inspirée de notre fonctionnement séculaire, mais nous sommes partis de leurs attentes et de leurs volontés. » Les moyens proposés consistaient d'une part à diluer l'organisation, d'autre part à concentrer les décisions.

Gagnera celui qui rassemblera le plus pour peser le plus lourd. Peser plus lourd où ça ?

Selon la Filpac, la question est moins d'organiser que de rassembler : « Gagnera celui qui rassemblera le plus pour peser le plus lourd. » Peser plus lourd où ça ? « Consulter les salariés sur le résultat d'une négociation », peut-on lire, « n'est pas seulement légitime, mais relève d'une volonté politique lourde (*sic*). D'abord, nous disons bien les salariés et pas uniquement les syndiqués. »

On veut nous rassurer, « c'est le syndicat qui est le garant de la démocratie et cela commence par le syndicat lui-même », mais sans doute s'agit-il du syndicat d'entreprise dont on nous vante les mérites.

Le fait qu'un syndicat consulte les « salariés » (c'est-à-dire les non-syndiqués) n'a rien de particulièrement original. Le problème n'est d'ailleurs pas là, mais dans le fait que les syndiqués doivent continuer à être ceux qui déterminent les orientations de leur syndicat, sinon ils peuvent tout aussi bien faire l'économie de leurs cotisations syndicales. Il ne semble pas être fait de différence entre la consultation des « salariés » dans le cadre d'une lutte ou d'une négociation et la définition par les syndiqués de l'orientation du syndicat. Sans doute cette distinction est-elle caduque dans la mesure où les orientations sont définies par la fédération…

Le « choix d'une décentralisation de l'activité fédérale avec pour cible le lieu de travail », « l'octroi de réels pouvoirs d'action et de décision aux structures syndicales sur le lieu de travail », la nécessité de « recentrer notre travail fédéral vers le lieu de travail » sont des mesures qui retiennent évidemment l'attention dans la mesure où il est question de « décentralisation » et de pouvoir de décision à la base, mais il ne s'agit là rien d'autre que de demander aux militants syndicaux dans les entreprises de faire leur travail syndical, et ils n'avaient probablement pas attendu les injonctions de la fédération pour le faire.

La crainte formulée dans les débats sur la « décentralisation » était que l'instauration de délégués fédéraux conduise à liquider de fait toute instance intermédiaire entre l'entreprise et la direction fédérale, ce qui équivalait à une centralisation masquée, qui ne voulait pas dire son nom. On soupçonnait que le discours sur la décentralisation masquait en fait une centralisation quasi totale de l'appareil syndical.

Dans une structure fédérale, les adhérents ne déterminent pas, par un processus référendaire ou identique à celle d'une élection présidentielle, la composition et les orientations de la direction fédérale, ils déterminent les orientations de leur syndicat et mandatent celui-ci pour défendre leurs positions dans les instances fédérales. Le syndicat (il ne s'agit pas ici du syndicat d'entreprise) est donc un intermédiaire entre le syndiqué et la fédération, et cette « intermédiation » est ce qui fait la vie de l'organisation syndicale.

Si cette vie syndicale n'existe pas, c'est qu'il y a des dysfonctionnements qu'il faut régler, mais il n'est pas certain que ce soit en nommant une sorte de « préfet » qu'on réglera le problème. La solution qui est mise en place par la fédération consiste en réalité moins à décentraliser qu'à diluer l'organisation pour ensuite mieux centraliser. (« Comment la Filpac "décentralise" », *op. cit.*)

L'agent de cette centralisation est évidemment le délégué fédéral, nommé par la fédération, et qui est « un dirigeant fédéral prioritairement chargé d'animer l'activité Filpac dans les bassins d'emploi ». Un permanent syndical serait donc mieux placé pour ce travail que les délégués régionaux élus ou les équipes qui animent les unions départementales ou les unions régionales. Cela restait à prouver.

La décentralisation version Filpac consistait en quelque sorte à envoyer un permanent fédéral dans les « structures locales » de la Filpac. Mais si les syndicats, les unions locales et départementales ne sont pas capables d'animer l'activité syndicale là où ils sont implantés, on pouvait se demander à quoi ils servaient, et on ne voyait pas en quoi l'envoi d'un permanent fédéral changerait grand-chose.

D'ailleurs, on ne savait pas très bien ce qu'étaient ces « zones fédérales » que la Filpac voulait instaurer à la place des structures régionales élues. La « zone fédérale », de l'aveu même de la direction fédérale, n'était « pas une structure constitutive de la fédération ». On apprend ainsi que « la définition des contours des zones est très arbitraire et peut évoluer en fonction de nécessités ». Par ailleurs, « l'absence de règles formelles de fonctionnement (par exemple statutaires) ne nuit pas à la mise en place, par les syndicats d'un bassin d'emploi, d'une équipe chargée d'impulser l'activité Filpac ».

Liquider de fait toute instance intermédiaire entre l'entreprise et la direction fédérale, ce qui équivalait à une centralisation masquée.

En somme, un permanent syndical nommé par la fédération allait exercer son autorité sur une zone dont le contour est défini comme arbitraire, et en se fondant sur des règles non statutaires.

Les militants les plus critiques ne purent s'empêcher de penser que l'impasse qui était faite sur les structures intermédiaires de l'organisation visait en fait à accroître le contrôle du centre sur la périphérie, à limiter les fonctions dirigeantes élues et à assurer aux délégués de zone un pouvoir de type préfectoral. Il s'agissait d'une véritable dérive bonapartiste du syndicalisme.

Les « réformes de structure » adoptées par la direction fédérale du Livre étaient destinées à faire éclater les structures syndicales pour les mieux contrôler. La décentralisation masquée équivalait en fait à une centralisation. Un mot sinon nouveau du moins dans une acception nouvelle était apparu : « fédéraliser », « confédéraliser ». Pour le syndicaliste de base, cela signifiait évidemment le contraire de centraliser. Dans la langue de bois bureaucratique, cela signifiait : accroître l'intervention de la fédération, de la confédération dans les décisions des syndicats. La mystification au niveau du vocabulaire n'était évidemment pas innocente.

L'un des enjeux, et pas le moindre, dans cette affaire, était l'insertion de la CGT dans l'usine à gaz du syndicalisme intégré aux institutions européennes.

E.V.

Rengaine

On nous dit qu'tout c'qui brille n'est pas d'or
Et qu'l'av'nir appartient qu'à ceux qui s'lèvent tôt,
Mais la s'maine on trime à remplir leurs coffres-forts
Et au nom du fric, on nous gratte un jour d'repos.

On nous répète qui faut s'serrer la ceinture
Et qu'le temps, c'est pas autre chose que d'l'argent,
Mais pendant qu'les suiffards s'vautrent dans la luxure
Et sèment la colère, on récolte qu'du vent.

C'est toujours la même rangaine,
Faut qu'les sinistres nous tapent une morale ;
Toujours la même tisane mondaine
Mais on s'le fout au cul vot'bréviaire à 2 balles !

On nous saoule avec des « ça ira mieux d'main »,
« C'est la vie » ou l'fameux « l'travail c'est la santé »,
Mais c'est plutôt tais-toi, bosse et crève de faim,
L'placard à plein temps ou la rue pour y crever.

On nous rabâche la patrie et le vice,
L'monde merveilleux d'la mytho raie-publicaine,
Mais c'est toujours sur ceux d'en-bas qu'pisse la justice,
Quand liberté rime avec gaz lacrymogène.

C'est toujours la même rengaine,
Faut qu'les joueurs de flûte nous cassent l'moral ;
Mais on s'en bat d'vot'catéchisme hémorroïdal,
Car un jour, on vous f'ra bouffer vos porcelaines !

LoLo Krokaga

La Bibliothèque rouge

Un projet pour la librairie du Monde libertaire : un espace dédié au partage et à la culture populaire.

DE L'ARGENT, EN DEHORS des poches du patronat, il n'y en a guère. Aussi, temps de crise oblige, nous voulons mettre en place un beau et grand rayon de livres d'occasion, à prix unique et modéré (un euro par livre). Et, temps de crise oblige, nous comptons pour cela sur votre générosité. Si le projet éveille votre enthousiasme, vous pouvez nous donner les livres qui gisent sans espoir d'être jamais relus sur les rayons de votre bibliothèque ou s'empilent dans les cartons d'une cave obscure.

Attention : si nous aimons votre goût pour la littérature de tous les pays, les romans noirs, pour les arts, les sciences sociales, les questions militantes (féminisme, syndicalisme, anarchisme, etc.) ; si nous louons l'esprit éveillé qui vous fait entasser les livres de poésie ou de science-fiction, nous préférons ne rien savoir de votre penchant coupable pour les romans à l'eau de rose et autres séries policières au kilomètre ! Bref, nous espérons un fond de livres de qualité, empreint de préoccupations sociales, dont la liberté humaine serait le pivot. Nous nous permettrons donc de faire une sélection. Les ouvrages « recalés » seront tout simplement donnés.

Alors, pourquoi usurper le nom de « bibliothèque » quand il s'agit d'un simple rayon de livres d'occasion ? Parce que ces livres, nous vous demandons de les *rapporter* quand vous les aurez lus. Oui, de les remettre en circulation, d'offrir à d'autres l'opportunité de les lire. Bien sûr, il n'y a aucune obligation à cela. Le volume acheté par vous devient votre propriété et votre esclave, et le monde marchand vous donne la liberté de l'enchaîner à jamais entre deux serre-livres de fonte. Mais nous, nous aimerions bien vous voir l'enfermer dans votre seule mémoire…

Vous l'avez compris : il s'agit autant d'un soutien à notre librairie, puisque nous prélevons un euro à chaque rotation, que d'une œuvre de culture populaire.

Donc : vous nous *donnez* des livres ; vendus un euro, ils sont lus, puis reviennent, pour une bonne part, dans le circuit. Les trous dans les rangs sont comblés par d'autres dons, qui permettent une amélioration constante du fonds. Les livres qui ne sont pas retenus pour la Bibliothèque rouge (à l'exception des études théologiques, des souvenirs de badernes et autres provocations, qui seront impitoyablement détruits) sont mis gratuitement à la disposition de tous.

Voilà, il ne tient plus qu'à vous pour que cet espace existe !

Max
Libraire au Monde libertaire

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ouvert du lundi au vendredi de 14 heures à 19h30. Fermeture annuelle du 8 au 22 août 2010.

PAVÉ D'ANAR avec SABIA ET MAZOCH KROKAGA

Le droit opposable

Faillite et triomphe du droit

Il ne s'agit plus de vivre, il faut régner.
(*Bérénice*, de Racine)

Otis Tarda

Groupe Louise-Michel

Une condition de l'épanouissement individuel et collectif – la sécurité, la vraie ! – est sans doute d'avoir un abri : hutte, tente, yourte, roulotte pour les populations nomades [1], logement « en dur » pour les sédentaires. Or dans nos sociétés occidentales modernes, la sous-estimation chronique des besoins en logements [2], dans le contexte capitaliste, fait chaque jour davantage de la pénurie une des premières insécurités sociales. Sans-abri [3], mal-logés, personnes sous la menace d'expulsion, c'est en centaines de milliers que se comptent les victimes de la démocratie représentative capitaliste, qui convoque pourtant pour sa légitimité la notion d'État de droit.

État de droit et état du droit

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'esprit des révolutions sociales (qui avaient soufflé depuis un siècle et culminé en Europe avec la révolution espagnole de 1936 ouvrant le conflit armé) a introduit quelques bases sociales dans l'ordre juridique de l'État de droit. Le préambule de la Constitution de 1946 (auquel se réfère celle de 1958) est exemplaire. Il s'inscrit expressément en réponse aux fascismes (« au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir la personne humaine [...] »), et il en déduit une obligation pour la nation de garantir des droits sociaux (travail, action syndicale, gratuité de l'instruction, de la santé, de la formation et de la culture, services publics vus comme « tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité »). Mieux encore que garantir l'exercice de droits, ce texte fait obligation à « la nation d'assurer à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement ». Parmi ces conditions figure bien sûr le logement. Parallèlement, ce nouvel État de droit s'était doté d'outils d'intervention effective : les ordonnances de 1945 sur la réquisition, jamais abrogées. Puis, durant les IV[e] et V[e] Républiques, des textes sont censés avoir

consolidé un droit au logement, jusqu'à la loi du 31 mai 1990 définissant un droit au logement décent et indépendant.

Or, dans les fondements théoriques des démocraties représentatives issues des révolutions politiques des XVIII[e] et XIX[e] siècles, il y a la séparation des pouvoirs et la hiérarchisation des normes. La séparation des pouvoirs, c'est le fait que l'on sépare, dans l'organisation politique d'un corps social, les organes qui font les lois (législatif), ceux qui administrent en exécutant les lois (exécutif) et ceux qui jugent l'application correcte des lois (judiciaire). La hiérarchisation des normes, c'est le fait qu'en haut on trouve un texte fondateur – la Constitution – qui garantit le cadre politique invariant. Suivent les lois instituées par la représentation nationale (le législateur), puis les ordonnances, décrets et arrêtés pris par l'administration (État, régions, départements, communes) pour mettre en œuvre concrètement ces lois [4].

Dans ce cadre, l'État disposait donc *a priori* de l'arsenal juridique le plus fort (droit au logement à valeur constitutionnelle, lois multiples, pouvoirs d'administration maximum : la réquisition). Lorsqu'en 2006 l'action du nouvel abbé Pierre (Augustin Legrand et ses Enfants de Don Quichotte), avec des centaines de tentes le long du canal Saint-Martin à Paris, a remis un énième coup de projecteur sur la question du logement [5], le premier constat aurait dû être celui de la faillite complète de l'État de droit pour garantir les fondements sociaux minimums. À l'évidence, le législateur n'a pas bien légiféré, l'administration n'a pas bien usé de ses pouvoirs et le juge n'a pas sanctionné cette carence grave au droit positif. En soixante ans, le système n'a pas respecté son obligation propre d'« assurer à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement », en l'occurrence le logement, et qui passait aussi par une action de construction à la mesure des besoins (c'est une supercherie que ces droits à des biens ou services dont, en tout état de cause, la pénurie est entretenue).

Les anarchistes ont depuis longtemps fait cette critique de l'État, et du lien avec le véritable objectif des dominants en matière de droit : garantir leur propriété sur les moyens de production (voire de plus en plus les moyens de la vie elle-même). Lorsque Christine Boutin, ministre du Logement, est interrogée sur la réquisition – et alors qu'elle vient d'affirmer le caractère fondamental du droit au logement –, elle répond qu'elle « ne croit pas que les réquisitions soient une solution puisqu'en France le droit de propriété est un droit fondamental [6] ». Autrement dit, la vraie hiérarchie des normes est celle qui place le droit de propriété des dominants au-dessus de tout, droit fondamental ou pas !

Mais c'est la réponse de l'État à cette situation qu'il est ici intéressant d'analyser.

Le mal par le mal

Face à la faillite apparente de son droit, fondement et instrument, que croyez-vous que l'État fît ? Il nous gratifia d'un nouveau concept juridique : le droit opposable (droit au logement opposable ou Dalo, instauré par loi du 5 mars 2007).

Techniquement, il consiste pour les sans-abri ou mal-logés à déposer un dossier justifiant de leur incapacité à accéder à un logement décent ou s'y maintenir. Si c'est jugé recevable en fonction des critères posés, l'État a alors l'obligation de proposer un logement adapté à la personne concernée. S'il ne le fait pas, on peut actionner la justice pour faire condamner l'État à une astreinte financière.

En marketing politique, le droit opposable est délicat à positionner dans la gamme. Par nature, un droit est opposable. Pour rester dans le domaine du logement, lorsque le locataire ne paie pas, le propriétaire peut actionner la justice pour le forcer au paiement ou le faire expulser. Et l'on a montré plus haut que l'arsenal le plus complet existait pour que le droit au logement fût déjà un droit opposable. Définir le produit politique « droit opposable », déprécie donc d'un coup toute la gamme existante des droits classiques, qu'il faut pourtant continuer à vendre en attendant le renouvellement complet par la nouvelle génération. Mais l'enjeu est de taille : c'est la manière même de concevoir les droits positifs, qui va concentrer encore plus les pouvoirs entre les mains de l'exécutif, au sein de l'État, en matière de contrôle social.

Un odieux bonneteau

Le Dalo conditionne désormais l'opposabilité (la nature même du droit) à tout un processus bureaucratique confié au préfet (représentant de l'exécutif au sein de l'État) et non au juge. C'est le préfet qui estime les critères de recevabilité justifiés. S'il refuse, on peut soit recourir à une commission de médiation, soit attaquer le refus devant les tribunaux (on a certes à ce stade un juge, mais l'enjeu est simplement l'acceptation du dossier et non pas directement l'obtention concrète du logement).

Cette première étape constitue un filtre efficace vis-à-vis de gens qui ont majoritairement des difficultés à comprendre et rassembler les justificatifs qui auront l'heur de convenir à l'administration. Les associations concernées avaient évalué à 600 000 les cas éligibles au Dalo [7]. Or en juillet 2009, dix-huit mois après l'entrée en vigueur, 100 000 dossiers seulement ont été déposés. Nul doute que dans l'écart, il y a ceux qui ignorent leurs « droits », ou ceux qui n'en peuvent plus de toujours devoir justifier leur pauvreté auprès des responsables même de cette pauvreté.

Parmi ces 100 000 dossiers à fin juillet 2009, 66 000 ont été traités et 31 000 acceptés. On a donc à la fois un écrémage par les critères (50 % de refus) et un écrémage par l'inertie du traitement (34 000 dossiers – 33 % – en attente de traitement). Or on parle de gens à la rue ou sous la menace d'expulsion, pour lesquels il est difficile concrètement de garder, alimenter et suivre consciencieusement l'état d'un dossier administratif. Clairement, une partie de ces personnes est perdue en route, ou au mieux devra recommencer à zéro dans un autre département où elles auront atterri (car le système est conçu sur la base géographique du département).

Pour les dossiers acceptés, le préfet doit faire des offres avec les moyens dont il dispose : proposer le dossier de la personne à des bailleurs privés, proposer un logement social. On a vu toutefois que la ministre du Logement exclut la réquisition (alors qu'on estimait à 130 000 les logements vacants à Paris en mai 2008). Vu la pénurie de logements et la concentration des problèmes dans les grosses agglomérations, l'action concrète des préfets est limitée. Sur les 31 000 dossiers acceptés à fin juillet 2009, seulement 12 000 ont fait l'objet de propositions.

Pour les 60 % recalés, ils peuvent enfin recourir au juge pour condamner l'État à une astreinte journalière. Début 2009, suite aux premiers recours, le gouvernement a alors fait voter un plafonnement de l'astreinte selon le type de logement demandé. S'agissant de pauvres dirigés vers le logement social, ce ne sont plus jusqu'à 100 euros/jours que les juges peuvent ordonner, mais seulement de 10 à 30 euros/jour selon le cas. L'État s'achète ainsi la possibilité de ne pas agir.

600 000 foyers au départ, et à l'arrivée : rien pour 500 000, un recours hypothétique au niveau de la recevabilité pour environ 70 000, une indemnisation ridicule pour environ 20 000, et un logement accepté (à défaut d'être acceptable !) pour à peine 10 000. Voilà le bilan, côté citoyen, de ce nouveau produit politique du droit opposable, appliqué à une obligation de l'État à valeur constitutionnelle. On n'ose imaginer pour une obligation de degré inférieur…

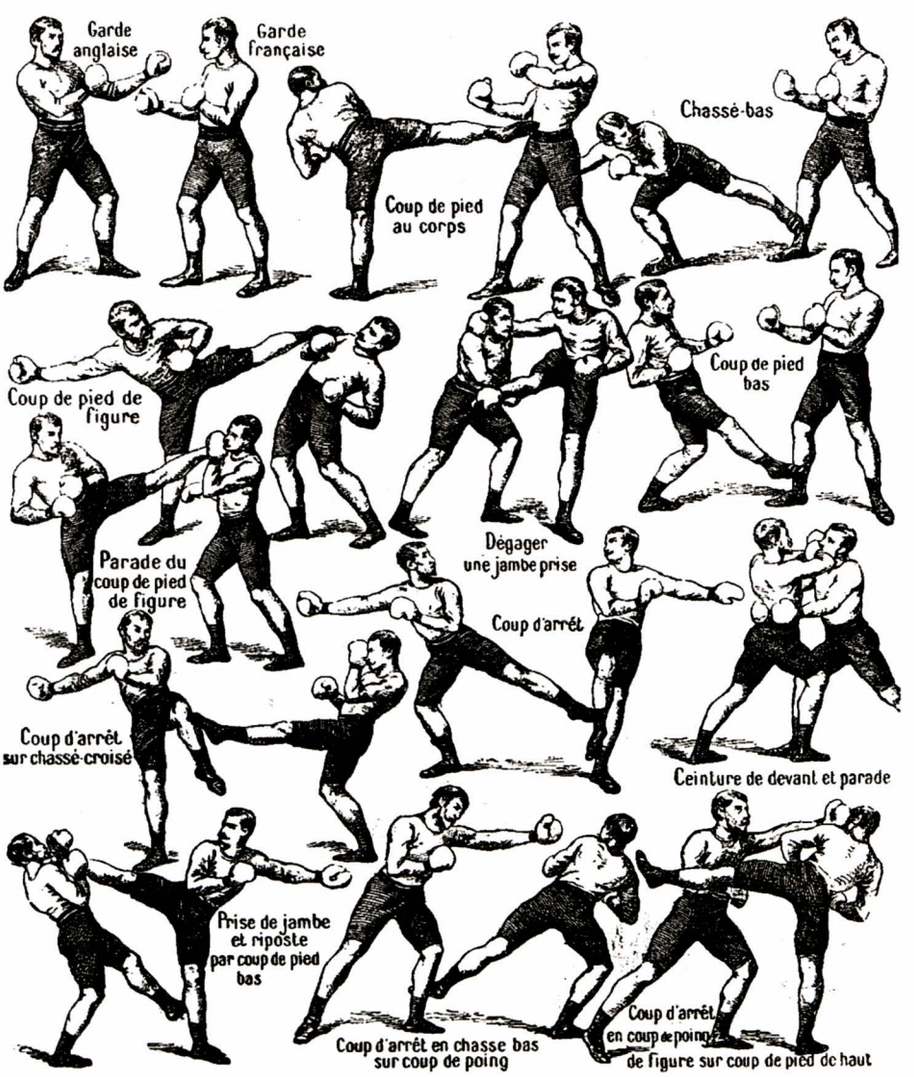
Apartheid social

Côté État, c'est le jackpot. D'une part, on a ramené encore plus des mains du judiciaire à celles de l'exécutif la maîtrise d'un droit fondamental. Les anarchistes n'ont pas une confiance exagérée dans la justice bourgeoise, mais le peu de pression qu'elle pouvait encore exercer (niveau de l'astreinte par exemple) a été neutralisé.

D'autre part et surtout, une autre modification lourde a été apportée en février 2009 : la possibilité pour les préfets en Ile-de-France de proposer des logements dans n'importe quel département de la région. Ce qui explique que sur les 12 000 propositions d'abri précitées, plus de 2 300 ont été refusées par les « bénéficiaires ».

Car le logement social est non seulement insuffisant, mais il est en outre le reflet de la construction spatiale des inégalités [8]. Sur le plan individuel déjà, même pour celui qui vit dans un taudis ou dans la rue, à Paris ou proche banlieue, se voir proposer un loge-

QUELQUES BONS USAGES DU DROIT.



ment au fin fond de la Seine-et-Marne ou au cœur des cités les plus dégradées de Seine-Saint-Denis, n'est évidemment pas un logement « adapté ». Mais sur le plan des mécanismes sociaux à l'œuvre, il faut saisir l'enjeu territorial très fort de la maîtrise des centres pour la classe dominante. Un des aspects de la question de l'immigration qui occulte celle de la classe ouvrière, réside en ce que les seuls espaces urbains centraux encore populaires sont les taudis occupés par les immigrés récents (et notamment sans-papiers), alors que le reste des classes populaires est déjà majoritairement rejeté vers la grande banlieue pour les employés, et les espaces ruraux (qui ne sont plus des campagnes) pour les ouvriers.

Dans cette perspective, le Dalo devient un outil légal que s'est donné la classe dominante pour achever ce processus d'apartheid social, qui lui garantit la maîtrise exclusive des centres pour ses lieux de vie et de décision, sans rien perdre de la maîtrise des périphéries pour les lieux de production.

De quel droit ? [9]

Après l'emprise de l'exécutif sur le législatif (85 % des lois sont proposées par le gouvernement et non par le Parlement, lequel est en tout état de cause inféodé au gouvernement), c'est au tour du judiciaire d'être dépossédé de ses pouvoirs propres. Ainsi, la séparation des pouvoirs comme la hiérarchie des normes sont niées, dans le respect des règles internes du système (le Conseil constitutionnel par exemple n'a jamais rien trouvé à redire). Car ces parties de bonneteau politique ne se font pas contre le droit, mais bien au nom du droit. Le droit opposable, qui devrait apparaître comme la faillite du droit, est en réalité son triomphe. Triomphe de l'État de droit, dont le vaincu une fois de plus est la question sociale, c'est-à-dire une articulation concrète de la liberté et de l'égalité, organisant la création et la répartition des richesses (matérielles et culturelles), pour l'émancipation individuelle et collective, et contre les mécanismes de dominations.

Ces enjeux à l'œuvre dans le droit opposable sont d'ailleurs à resituer dans une évolution de l'approche des institutions publiques, et donc du droit, dont le dernier pas est l'institution du « Défenseur des droits » venant remplacer la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS), la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), le Défenseur des enfants, le Contrôleur général des lieux privatifs de liberté, la Commission nationale du débat public (CNDP), la Commission nationale informatique & libertés, etc., qui ont pu parfois entrouvrir un timide judas sur les injustices et les oppressions de l'État [9].

S'il fallait encore en faire la démonstration, l'on voit ici que démocratie et dictature ne s'opposent pas mais sont deux degrés d'une même échelle : celle de la minorité des oppresseurs vis-à-vis de la majorité des oppressés.

En face, dans le camp de la résistance, on ne peut faire non plus meilleure démonstration de la légitimité de l'action directe comme outil d'intervention. À la lisière, on notera l'initiative du Comité de libération de l'immobilier privé (Clip) qui cherche, sur le modèle germano-suisse du Mietshäuser Syndikat, à articuler des modes d'occupation autogérés à l'intérieur d'une réalité juridique actuelle bourgeoise [10]. L'objet d'un prochain article ?

O. T.

1. Sur le nomadisme, lire Denis Couchaux, *Habitats nomades* (éd. Alternatives, coll. Anarchitecture), ainsi que l'article « Un territoire bâti comme une tente nomade » d'Hélène Claudot-Howad, *Réfractions*, n° 21, 2008. Sur les rapports entre identité(s) et territoire(s), lire l'ensemble du numéro 21 de *Réfractions* (refractions.plusloin.org).

2. Pour une critique technique de la carence des estimations par l'Insee, lire l'article de Patrick Grépinet, dans le numéro du 22 septembre 2006 de l'hebdomadaire *Le Moniteur des Travaux Publics*.

3. Le terme SDF (sans domicile fixe) est pervers. Les vrais SDF sont les grands de ce monde, qui ont plusieurs domiciles : 183 jours minimum en Suisse, ou au Lichtenstein pour justifier du bénéfice des conventions fiscales, tous les quatre matins à Paris, Londres ou New-York, pour y mener leurs affaires, une semaine de-ci de-là aux îles Caïmans pour un point avec le banquier, des vacances en palaces exotiques et protégés, etc. Le sans-abri, lui, n'a pas de domicile. Le désigner comme SDF, c'est être complice de l'inversion du sens des mots, qui est toujours le fait du pouvoir, et c'est colporter la morale bourgeoise stigmatisant l'errance et la pauvreté comme la sanction de l'inconstance et de la faiblesse morales.

4. J'ignore ici volontairement la question des conventions internationales dans la hiérarchie des normes, car il y aurait matière à un article sur ce seul sujet !

5. À noter que la tente, archétype d'un mode de vie nomade, est amenée au cœur des villes, lieux de sédentarité, comme révélateur de l'absence d'abri, mais jamais pour bousculer l'imaginaire et interroger la possibilité de nouveaux nomadismes.

6. Interview dans *Métro* du 15 mai 2009.

7. L'ensemble des chiffres qui suivent est repris des coupures de la presse quotidienne rassemblées depuis janvier 2008.

8. Sur ces questions, lire l'*Atlas des nouvelles fractures sociales en France* de Christophe Guilluy et Christophe Noyé (Autrement, 2006), ou encore le dernier livre de Jean-Pierre Garnier, *Une violence éminemment contemporaine, Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaire* (Agone, 2010).

9. J'emprunte cet intertitre au n° 6 de *Réfractions*, 2000 (*De quel droit ? Droit & anarchie*), qui comme les autres mérite le détour : refractions.plusloin.org.

10. Pour une critique légaliste du Défenseur des droits, lire l'article de Geneviève Koubi, « Recoins constitutionnels : le défenseur des droits », juillet 2008, koubi.fr/spip.php?article117

11. habitatgroupe.org/spip.php?page=article_pdf & id_article = 220

Les livres cités sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Retrouvez les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site federation-anarchiste.org

Sociétés contre l'État

Élan noir

Sans foi, sans loi, sans roi…

« Les Indiens n'ont d'humain que l'apparence et ignorent tout de la civilisation, des arts, de la religion, plus bestiaux que les bêtes qu'ils chassent, plus sauvages que ces étendues où se déchaînent les éléments et où ils errent plutôt qu'ils n'habitent, créatures de Satan [1]. » Cette vision brutale des « primitifs » par la « civilisation » européenne du XVIIe siècle a laissé place à une ethnologie évolutionniste, notamment marxiste, plus compatissante à l'égard de ces sociétés, « enfance de l'humanité » : l'absence d'un État qui dit le bien commun et l'impose, montre leur incomplétude, dixit le « matérialisme historique », véritable théologie de l'histoire.

Pourtant, dès le XVIe siècle, alors que les Indiens découvrent armes et croix que portent mercenaires et missionnaires, La Boétie [2] montre qu'il y a rupture radicale entre l'ère de la liberté et celle de l'État, qu'il appelle l'« Innommable », impliquant la servitude. Plus récemment, dans les années 1970, l'anthropologue Pierre Clastres [3], familier des Indiens guayaki et guarani, affirme que les sociétés « primitives » n'ont pas d'État car elles refusent la division entre dominants et dominés, ce sont des sociétés *contre* l'État. Ainsi le « chef » a un devoir de « porte-parole », mais sa parole ne sera écoutée que si elle exprime le point de vue de la société comme totalité une. B. Traven [4] rapporte plaisamment la symbolique liée à la fête d'investiture d'un chef indien, choisi pour un an : assis sur son trône, il s'adresse dignement à la communauté, qui plaisante et se réjouit ; son postérieur dénudé est posé sur une chaise percée, placée au-dessus de braises rougeoyantes, afin de lui rappeler « qu'il n'est pas installé pour se reposer, mais pour travailler pour le peuple » ; les cicatrices dont il hérite sont la marque de l'honneur d'avoir été choisi, mais aussi le soustraient à la tentation de se faire réélire. De son côté, Marshall Sahlins [5] avait expliqué que le « mode de production domestique » primitif fonctionne comme une machine antiproduction, hostile à la formation de surplus, condition nécessaire à l'instauration d'un pouvoir séparé. Des sociétés ont fait le choix de fonctionner sans État et sans marché.

Démocratie directe en zone rurale

Pour beaucoup, ces « bons sauvages » ne méritent que la « repentance » pour le passé et l'« écotourisme » pour le présent. Mais quelle surprise de voir des Indiens tseltals, tsotsils, choles, tojolabals, mames, zoques sortir de la forêt lacandon en 1994 ! Depuis, plusieurs centaines de milliers de paysans du Chiapas, malgré la répression et les vautours des multinationales, ont entrepris de se gouverner eux-mêmes. Ainsi dans chaque commune autonome, qui regroupe plusieurs villages, l'assemblée choisit le conseil de la commune, ceux ou celles qui vont remplir les diverses « *cargas* » (charges) pour deux ans : services non rémunérés, utiles à la communauté (santé, éducation, alimentation, culture, information, justice, etc.). Ces mandats sont révocables.

La coordination des communes autonomes est réalisée par un « conseil de bon gouvernement » qui se réunit au « *caracol* », centre de chacune des cinq régions zapatistes, où se trouvent également coopératives de production, cliniques, écoles, centres culturels, etc. Chaque commune y est représentée par un ou deux délégués, tournant rapidement (quelques semaines) parmi les conseillers communaux. Cette rotation permet d'éviter toute dissociation avec la vie

locale, où les décisions sont prises au consensus. Cette conception non spécialisée [6] des tâches collectives risque de désorienter l'« occidental », adepte de l'efficacité, devant la « lenteur » de certaines prises de décision, qui permet pourtant de laisser le temps de s'informer, soupeser les avis, élaborer collectivement une solution obtenant l'adhésion de tous. Dans tous les domaines, les activités se répartissent entre le local et le régional : agents communautaires de santé, microcliniques, cliniques, écoles primaires, secondaires, formation d'enseignants, etc. Les différences de développement entre communes sont compensées par la région.

Pour les zapatistes cette forme de gouvernement collectif, basée sur une démocratie directe issue des « us et coutumes » communautaires, n'est pas destinée aux seuls peuples indiens et s'adresse « à tous les peuples du monde ».

Démocratie directe en zone urbaine

En 2006, des centaines de milliers d'insurgés ont défié l'État [7], dans la « Commune d'Oaxaca », montrant la relation très étroite qui subsiste entre la population pauvre des villes et le monde indien. Beaucoup d'habitants des « *colonias* » (quartiers populaires) viennent des communautés indigènes. Quand, en ville et dans les gros bourgs, tout ce qui rappelle le pouvoir (mairie, administration, police, etc.) est occupé et fermé, c'est la tradition de l'assemblée comme instance de prise de décision et d'initiatives qui le remplace.

Pourtant, dès le début de l'explosion sociale, une trentaine de dirigeants d'organisations mettent en place un front unique, structure « provisoire » de coordination. Mais l'investissement des « *colonias* », des « barricadiers », des peuples indiens impose la mise en place de l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca (Appo) qui comptera jusqu'à 1 500 délégués. De vives critiques s'y élèvent contre ceux qui se présentent comme les leaders devant les caméras et qui ne goûtent ni la recherche du consensus ni la participation collective à la prise de décisions. « En s'engageant de façon autonome, un peu comme la Commune de Paris, qui reste le symbole de ce type d'organisation à la base des gens eux-mêmes [8] », les habitants ont rapidement pris confiance, ont communiqué entre eux et « ont retrouvé le goût d'une vie sociale libérée de la servitude, des hommes du pouvoir et de la politique [9] ». Ainsi les centaines de barricades deviennent un espace autonome, un lieu de convivialité, de cohabitation quotidienne, la colonne vertébrale de l'insurrection.

Malgré une répression féroce, les espoirs d'émancipation n'ont pas disparu ; dans les « *colonias* » se développent boulangeries collectives, jardins communautaires, lieux de discussions. Pour préserver l'autonomie du mouvement, Vocal (Voix oaxaquègne construisant l'autonomie et la liberté) est créé en mars 2007. David Venegas rappelle que « ce mouvement horizontal et assembléiste s'adresse à l'ensemble des peuples de l'Oaxaca, des peuples indiens, des travailleurs, des paysans, l'ensemble de tous ceux et de toutes celles qui luttent et rêvent d'un monde meilleur où aient leur place tous les mondes ».

Le monde doit changer de bases

L'autonomie traditionnelle, qui constitue l'essence du mode de vie indien, prend aujourd'hui une autre dimension, par l'adaptation d'une identité politique et sociale anticapitaliste, la recherche d'alliances nationales et internationales, la plus grande participation des femmes et des jeunes, le développement de réseaux multiethniques. Rubén Valencia, membre de Vocal, souligne que « face à la chute des idéologies, du socialisme collectiviste au capitalisme individualiste, certains ont commencé à s'intéresser à cette idée, la communalisation des moyens de production, ce que pratiquent un grand nombre de peuples depuis plus de cinq cents ans ». En « Occident », toutes les tendances de la « modernité politique » se sont employées à nous convaincre que la seule forme possible de l'intérêt commun est l'État. Pourtant, seule une organisation politique fondée sur l'autonomie des communes locales, sur leur capacité à se fédérer, peut permettre notre émancipation. Des tentatives sont déjà apparues en Europe : conseils (ouvriers, paysans, quartiers, villes), en Russie en 1905 et 1917 avant que le parti bolchevik ne les vide de leur substance, en Allemagne, Hongrie, Italie entre 1918 et 1923, en Catalogne et Aragon en 1936-1937.

Raoul Zibechi [10] montre que des mouvements sociaux forts entraînent la désarticulation de la centralisation étatique et l'adoption de formes d'organisation ne créant pas de nouvel appareil bureaucratique. Il observe qu'en Amérique latine, à partir des pratiques et des luttes des communautés indigènes, une culture politique horizontale se diffuse dans de nouveaux groupes sociaux. De même, David Graeber [11], anthropologue américain, relève que les principes anarchistes traditionnels – autonomie, association volontaire, autogestion, entraide, démocratie directe – jouent un rôle important dans les mouvements radicaux du monde entier.

Toutes ces alternatives anarchistes en actes, si elles se développent et se fédèrent, renverront le capitalisme et l'État dans les poubelles de l'histoire.

E. N.

Manifeste Vocal (extraits)

Nous sommes des individus autonomes, des collectifs libertaires, des lieux autogérés, des antiautoritaires, des organisations magonistes, des collectifs zapatistes, des groupes anarchistes, des barricadières et des barricadiers, des membres de l'Appo et des adhérents à l'Autre Campagne.

Nous nous préoccupons de maintenir notre mouvement social fidèle à ses principes d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis des partis politiques, revendiquant l'assemblée souveraine comme la manière la plus juste et la plus harmonieuse de nous comprendre, de nous organiser de façon autonome et de nous autogouverner, où les accords ne se fondent ni sur la prédominance de la majorité sur la minorité ni sur aucune autre façon d'imposer son point de vue comme celle communément exercée par le pouvoir de ceux d'en haut, mais bien dans une relation de respect mutuel entre toutes les composantes du peuple.

Dans cet espace, nous luttons pour la construction, le renforcement et l'alliance des autonomies, nous considérons en effet l'autonomie des peuples, des groupes, des collectifs, des individus, des organisations comme une alternative réelle d'opposition à l'actuel système de gouvernement autoritaire.

1. Nancy Delanoë, *L'Entaille rouge*, Albin Michel, 1996.

2. « Il y a trois sortes de tyrans. Les uns régnant par l'élection du peuple, les autres par la force des armes, les derniers par succession. Ceux qui sont élus par le peuple le traitent comme un taureau à dompter, les conquérants comme leur proie, les successeurs comme un troupeau d'esclaves. »

3. *La Société contre l'État*, Éditions de Minuit, 1974.

4. *Indios*, 1931 (éd. fr., Christian Bourgois, 1990).

5. *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1972.

6. « Tous nous avons été gouvernement. »

7. Georges Lapierre, *La Commune d'Oaxaca*, Rue des Cascades, 2008.

8. Miguel, membre du Cipo (Conseil indigène et populaire d'Oaxaca), organisation indienne d'esprit libertaire

9. David Venegas, membre de l'Appo et de Vocal.

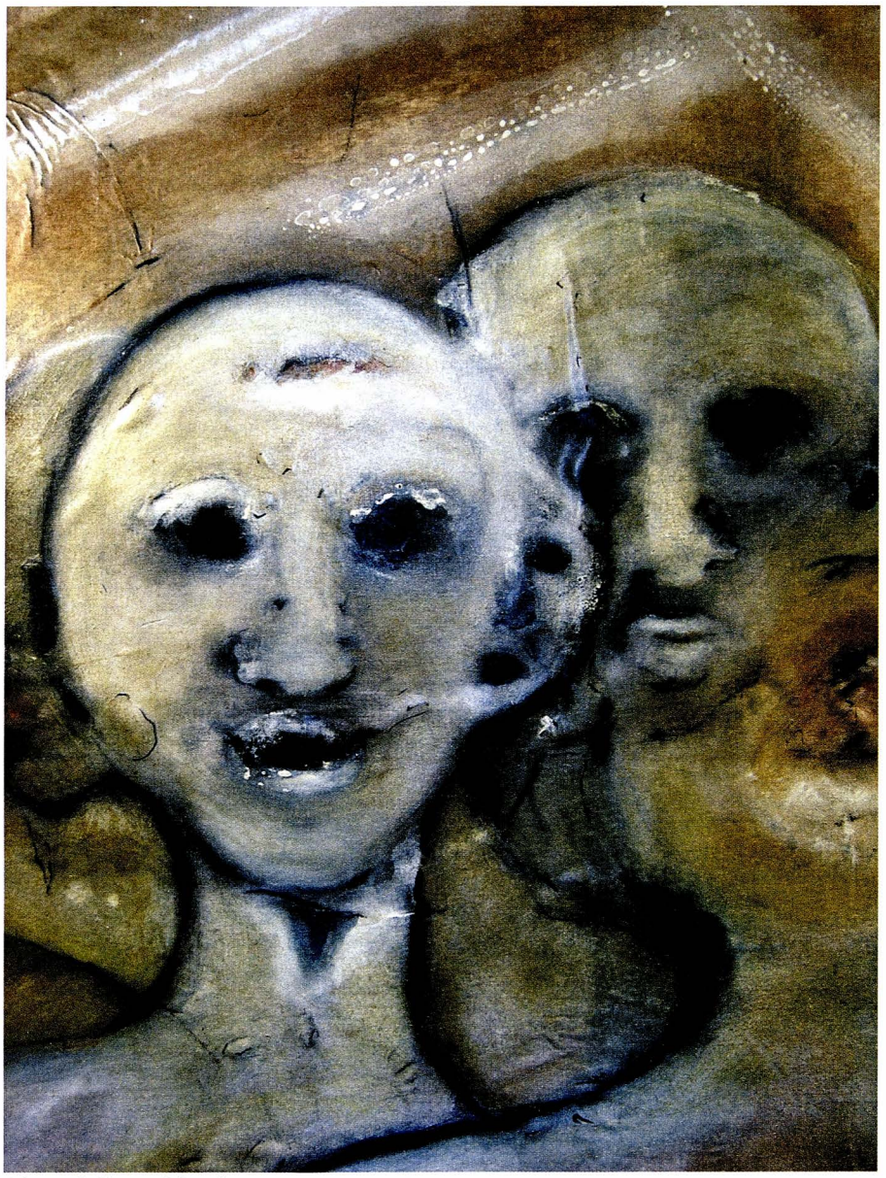
10. Raoul Zibechi, *Disperser le pouvoir*, L'Esprit frappeur, 2009.

11. *Pour une anthropologie anarchiste*, Lux éditeur, 2006.

Pour une désobéissance civile généralisée

André Bernard

Cercle Jean-Barrué



Peinture de Hugues Grimard.

L'INSOUMISSION INDIVIDUELLE surgit comme le premier pas vers la désobéissance collective. « Je me révolte, donc nous sommes », écrivait Camus. Encore faut-il savoir que toute insoumission coûte et faut-il accepter d'en payer le prix. Avoir une opinion sur le monde et sur l'injustice qui y règne peut être sans conséquences. Une opinion n'est pas une conviction profonde, elle peut être tue ; la conviction exige un passage à l'acte ; une cohérence entre l'idée et le geste est requise ; et le passage à l'acte devient porteur de futur ; il nous fait toucher du doigt le possible. C'est ce qu'enseigna une insoumission à une guerre coloniale, acte fondateur, qui a déblayé la route.

•

Nous, les anarchistes, du moins se disant tels, ne sommes pas les plus forts dans le combat social ; nous sommes même très démunis face à l'État, face au capital, face aux puissances d'argent, face aux médias, face au monde de la culture ; et ces puissances nous imposent leurs lois, leur domination, leurs idéologies.

Nous résistons, bien sûr, mais difficilement, car nos ennemis ont d'énormes moyens de contrainte pour, si nécessaire, s'imposer à la fin par les armes ; armes de plus en plus sophistiquées et efficaces. Il est déjà bien loin le temps où les « fusils Chassepot faisaient merveille ». La technique a beaucoup progressé.

Est-il donc bien raisonnable, judicieux, de chercher l'affrontement sur ce terrain de la violence, avec les mêmes armes – quand bien même nous pourrions nous les procurer et voudrions nous servir de certaines – ; terrain où nous sommes sûrs de perdre, où, dans le passé, nous avons toujours perdu.

Et, si nous tenions la victoire avec ces mêmes armes que nos adversaires, serions-nous encore nous-mêmes ? Ne deviendrions-nous pas ceux que nous combattons ?

•

Depuis un peu moins de cent ans, l'action non violente a émergé dans les pratiques sociales. Action dont l'une des sources – du moins pour les Européens – est le petit texte de La Boétie qui le premier mit l'accent sur la servitude volontaire des peuples ; suivi d'un autre petit texte, celui de H. D. Thoreau, montant d'un cran, qui témoigna que l'on pouvait se refuser à cette soumission, que l'on pouvait désobéir ouvertement à la loi et assumer publiquement, devant l'opinion, cette désobéissance.

Plus près de nous, des libertaires, femmes et hommes, ont touché du doigt cette idée d'action : on peut citer Virginie Barbet ou Voltairine de Cleyre, mais aussi Han Ryner, Pierre Ramus, Barthélemy de Ligt et bien d'autres. Ce filon a été négligé ; sans doute que les temps n'étaient pas mûrs ou que les esprits étaient encore encombrés de notre glorieux passé.

On sait – et on ne sait quasiment que ça – que l'anarchisme s'est illustré avec éclat, durant certaines périodes, dans l'emploi de la

violence et quelquefois du terrorisme. Ainsi, le grand public, travaillé par une presse aux ordres, n'a voulu voir dans l'anarchisme qu'explosions, déchaînements et fureurs. D'ailleurs, nous-mêmes, n'avons-nous pas un certain plaisir à nous faire craindre par la masse moutonnière des humains ? Or c'est ce grand public, cette opinion qu'il nous faut conquérir…

La non-violence, en tant que telle, comparée à l'anarchisme historique, est venue un peu plus tard sur la scène historique ; elle a précisé sa pratique en marchant et en hésitant sur sa dénomination : résistance passive, non-résistance, etc. Mots malheureux s'il en est ! Actuellement, le terme de « désobéissance civile » semble prendre le dessus avec en arrière-fond un souci de non-violence.

Pour autant, on ne sait pas toujours très bien de quoi on parle, on hésite sur le sens du vocabulaire, on ergote… À raison !

En effet, les entités « violence » et « non-violence » ne sont pas des absolus – du moins pour ceux qui veulent éviter une pensée dogmatique –; l'une n'est pas toute noire quand l'autre serait toute blanche ; il y a entre ces deux notions ce que certains nomment des « zones grises » (Jacky Toublet parlait par exemple de zones de violence de basse intensité) ; oui, il faut reconnaître qu'il y a une gradation de valeur de la non-violence vers la violence, et vice versa, et qu'il reste à s'entendre sur ce que l'on veut faire dire aux mots.

•

Dans les années 1960-1970, la question de la « révolution non violente » était à l'ordre du jour dans les milieux du pacifisme radical, surtout anglo-saxon : on publiait sur le sujet. Puis la mode changea. On se ravisa sur les bienfaits du chambardement : les révolutions communistes étaient passées par-là, l'exercice du pouvoir « révolutionnaire » conduisait au désastre malgré l'opposition de courants plus libertaires ; même résultat avec les indépendances nationales qui se transformaient en régimes militaires en tous genres ; au bout, le désappointement ; l'absence de liberté n'amenait pas pour autant la justice sociale.

Aujourd'hui, on ne croit plus au Grand Soir, ou presque plus ; on le craindrait même pour ses conséquences…

La non-violence est-elle une alternative ?

La non-violence radicale porte l'anarchie en elle, pensent certains, mais le tout-venant de la non-violence ignore ou rejette un anarchisme synonyme pour eux de violence.

En attendant mieux, les milieux non violents s'orientent vers des activités d'éducation, de culture, de résolution non violente des conflits divers, etc., se confrontant ainsi à une réalité quotidienne du champ social. On améliorera les relations au sein de la famille, de l'école et du quartier, mais il n'est plus question de changer radicalement la société capitaliste, il ne s'agit que de « vivre autrement » dans un monde « inchangé ». Il ne s'agit que d'aménager le monde tel qu'il est.

Si la majorité des non-violents ne sont pas révolutionnaires, pour autant, de leur côté, les anarchistes ne sont pas tous des partisans de la révolution.

•

Les diverses actions de désobéissance civile, relativement circonscrites, dont les médias rendent compte (faucheurs, enseignants, etc.) nous questionnent par leur mode d'action directe : ces militants ne cherchent pas d'intermédiaires, leur voie n'est pas parlementaire et ils s'engagent physiquement tout en endossant les suites.

Et sans doute ces actions sont-elles la cause d'un problème qui resurgit : la non-violence peut-elle offrir des perspectives radicales ? Ou bien : la non-violence peut-elle s'ouvrir sur un horizon révolutionnaire ?

Peinture de Hugues Grimard.

Et puis, dans le même temps, on peut se demander aussi ce que l'on entend par « révolution », sachant maintenant que toute révolution n'est pas souhaitable.

La portée de l'action serait sans doute plus à rechercher dans l'esprit des acteurs qu'inscrite dans l'action, ainsi que nous le dit Guillaume Gamblin dans *Silence*, n° 380 de juin 2010. Et, par ailleurs, on sait d'expérience que l'action transforme les acteurs et que la lutte devient un terrain éducatif pour une approche révolutionnaire. Ainsi, toute lutte partielle non violente nécessiterait une réflexion pour définir cet horizon de radicalité.

Il faut dire que la non-violence dans sa pratique classique fait en général un choix stratégique d'objectifs précis, plutôt modestes mais atteignables : ainsi la poignée de sel de Gandhi recueillie dans l'océan et contrevenant à une loi. C'est le système du levier : on trouve le point sensible et on appuie…

« Les OGM mènent tout droit au cœur du monopole des multinationales, de la domination économique sur le politique, de la brevetabilité du vivant, par extension du droit de propriété ! » Oui, nous sommes au cœur de la radicalité.

Cependant, de ce point de départ jusqu'à la révolution, il y a du chemin à parcourir…

•

Une rupture positive, soudaine et globale, est-elle possible actuellement ? Sans doute pas. Mais qui peut en jurer ? Nous avons connu quand même quelques surprises historiques : mai 1968, la chute du mur de Berlin, etc.

Les militants ouvriers à la pointe du combat ont longtemps placé leurs espoirs dans la « grève générale », pas la « grève générale d'un jour » pour quelques réformettes, la « grève générale », vraiment générale, sans durée préétablie et qu'ils nommaient « expropriatrice et gestionnaire ». Les temps ont changé, certes ; mais, cette porte bouclée, nous pouvons entrer par la fenêtre, en nommant autrement la lutte, en nous adaptant à la réalité du jour, en remplaçant la « grève générale » par la « désobéissance généralisée ».

S'il est certain que nous n'atteindrons jamais totalement la société de nos désirs, toute avancée même limitée nous donnera des forces, et chaque nouvelle victoire affermira notre confiance.

Tous nos prédécesseurs n'opposaient pas les réformes à la révolution ou, pour parler comme Élisée Reclus, ne voyaient pas de contradiction entre « l'évolution et la révolution ».

Le danger, c'est de se satisfaire trop vite d'un résultat partiel et de s'en contenter. Et rien ne dit que tous les non-violents aient des désirs révolutionnaires. Il est sûr que la plupart n'en ont pas : ils s'arrêteront donc en chemin, ils se contenteront des miettes démocratiques car ils pensent la démocratie perfectible et préférable au chaos. C'est un moindre mal en attendant… Ça se discute, et cela ne nous empêchera pas de critiquer cette démocratie « représentative ».

En fait, il nous faut sortir d'une conception figée de l'idée de révolution plus ou moins sanglante avec un « avant » où règne l'injustice et un « après » correspondant presque à nos vœux. Or l'anarchisme, ensemble malléable qui peut s'énoncer sur des registres à l'infini dans l'espace et le temps, se prête à cet *aggiornamento* à condition de n'en rien renier.

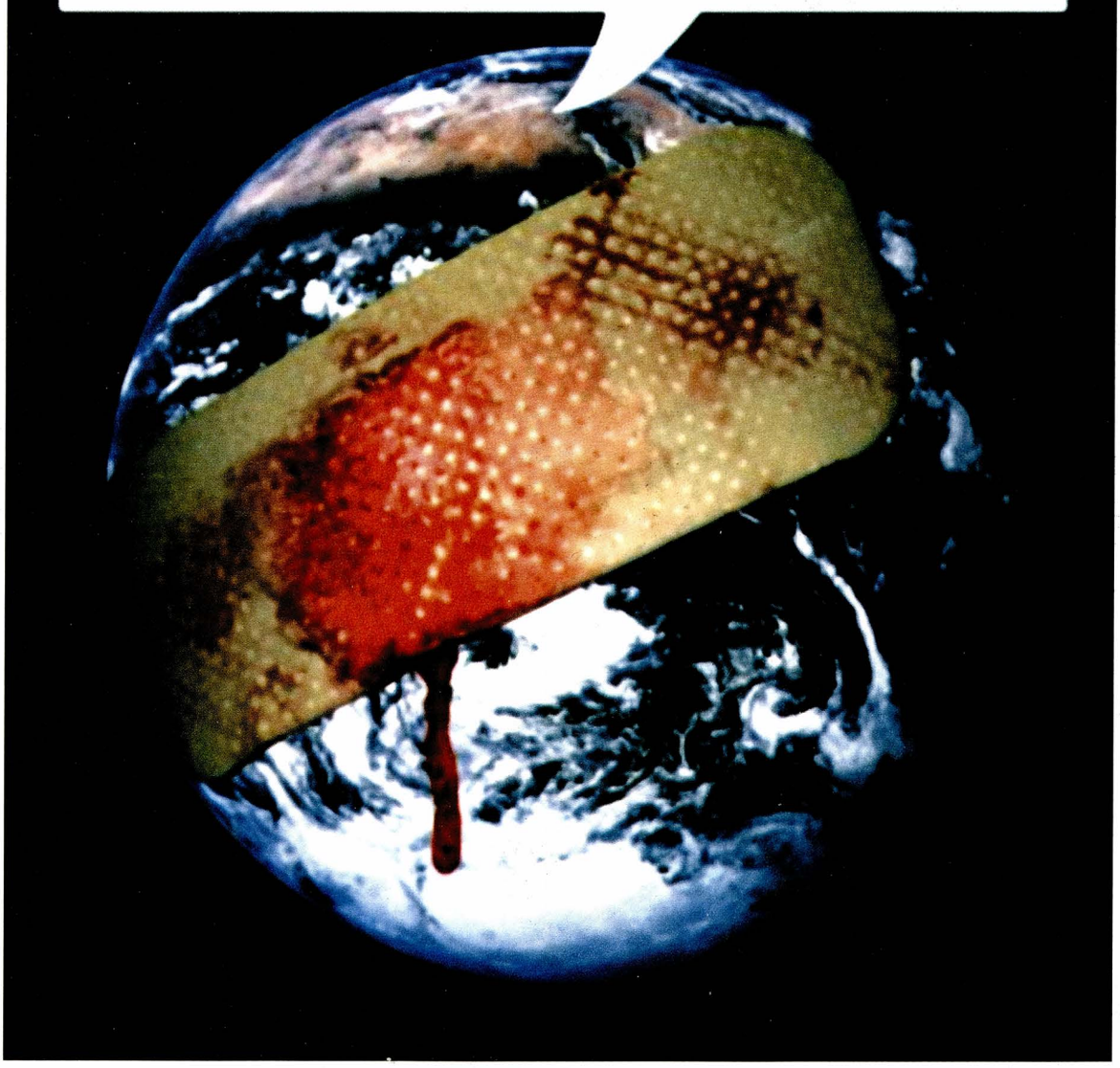
Sans aller si loin, sans recherches historiques ou philosophiques, simplement en adoptant une démarche expérimentale sans *a priori*, des militants anarchistes se sont lancés dans l'action non violente. On essaie : la démarche est quasiment scientifique.

La pratique de l'action non violente ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des coups à prendre, de la prison à subir et des vies à donner. Évidence.

De ce côté-là, rien ne change ! A. B.

Effondrement ou détournement ?

L'île et l'idéologie catastrophiste



Philippe Pelletier

LES PROBLÉMATIQUES de surpopulation, de manque de ressources et de ruine ont été récemment traitées par l'essayiste américain Jared Diamond. Son ouvrage intitulé *Effondrement* dégage cinq facteurs provoquant l'effondrement d'une société [1] :

1. Des dommages environnementaux.
2. Un changement climatique.
3. Des voisins hostiles.
4. Des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux.
5. Les types de réponses apportées par la société selon ses valeurs propres.

Diamond fonde sa réflexion sur des exemples majoritairement insulaires (Île de Pâques, Pitcairn, Henderson, Tikopia, Islande, Groenland, Haïti, Madagascar, Japon…). Il ne prend que quelques cas sur les continents (Montana, Anasazis, Rwanda, Chine, Australie…).

Malgré quelques contre-exemples comme celui de Tikopia (Mélanésie), l'impression

A MORT SARKOLÉON
L'EMP'REUR DES CONS
#
!!!
OUIIII
L'HA
EAT THE RICH
RIRI
SLO
GOMÉ
TOMA SICKART
JOKO
KROKAGA
AURÉLIO
NETTO

SATAN BITE!
CE NAIN FAIT FÜHRER...
UMP
POLICE

générale qui se dégage d'*Effondrement*, c'est que plus l'île est petite, plus elle est fragile, que plus une société vit sur une petite île, plus elle est menacée par la dégradation écologique. En outre, la multiplication d'îles en difficulté, d'effondrements locaux, d'espaces insulaires réels ou métaphoriques (le Rwanda pris comme exemple), déboucherait sur l'effondrement global. Mais un tel raisonnement est contestable.

Prendre l'effondrement de petits espaces souvent situés dans le passé et l'appliquer à de vastes sociétés continentales contemporaines – pour ne pas dire à la société mondiale/globale – constitue un changement d'échelle à la fois dans le temps et dans l'espace. Mais le passage de l'un à l'autre est-il pertinent, est-il même démontré ? En réalité, Jared Diamond ne le justifie pas vraiment, ce qui pose problème. C'est comme si on analysait la situation d'une petite ville de province et qu'on la calquait sur une mégalopole, sans dire comment ou pourquoi. Cela n'est pas sérieux. Le monde n'est pas l'addition de petits écosystèmes insulaires.

Jared Diamond, de la sociobiologie au catastrophisme

L'approche particulière et contestable de Jared Diamond s'explique. En tant que biologiste, il a travaillé sur la biogéographie insulaire avant son best-seller. Il s'appuyait sur la théorie de l'équilibre dynamique insulaire proposée par l'écologue Robert MacArthur et par le sociobiologiste Edward O. Wilson. Cette théorie, qui utilise un modèle mathématique expliquant l'évolution des espèces en milieu insulaire, a d'abord été saluée par les écologues lors de sa création dans les années 1960, puis de plus en plus critiquée, y compris parmi ses premiers adeptes. Dans *Effondrement*, Jared Diamond n'en parle pas, mais son addition d'îles pour faire un ensemble participe de la même méthode.

Ses arguments sur l'isolement et l'éloignement insulaire sont toutefois édulcorés. Diamond insiste davantage sur le troisième facteur, l'échange avec une métropole et/ou d'autres sociétés. Son analyse d'Hispanolia, île coupée en deux avec des destins si différents entre Haïti et la République dominicaine, échappe ainsi au déterminisme géographique ou écologique.

Jared Diamond fut un partisan de la sociobiologie. Cette théorie, incarnée par l'un des auteurs de la théorie de l'équilibre dynamique insulaire, Edward O. Wilson, considère que les gènes déterminent largement, sinon totalement, le comportement des individus et des sociétés. Pour Wilson, « les gènes tiennent la culture en laisse ».

Dans *Effondrement*, Jared Diamond ne se réfère pas à la sociobiologie. Il se montre plus nuancé, et moins déterministe, que dans certains de ses ouvrages antérieurs comme *De l'inégalité parmi les sociétés* (2000), traduction incroyable et hautement significative du titre anglais de *Guns, germs, and steel* (1997).

La méthode d'additionner les îles pour faire un ensemble ressemble également à la fallacieuse conception de « l'empreinte écologique », formulée notamment par Wackernagel et Rees. Celle-ci raisonne en effet sur le module à la fois statistique et conceptuel des États-nations comme constituant autant d'îles, module parfois rétro-appliqué à une simple commune. Elle ignore les échanges existant entre les économies dites nationales ou les communes. Elle fonctionne stupidement sur le principe de l'île autosuffisante. Outre des problèmes méthodologiques sérieux (sur la prise en compte des forêts et des océans, par exemple), elle donne ainsi des résultats curieux puisque grâce à sa grande superficie, le Brésil dispose d'une empreinte écologique positive, contrairement à Singapour.

L'île de la fin des temps

La notion de « surpopulation » présente dans *Effondrement* ainsi que dans la théorie de MacArthur et Wilson pose problème. La « démographisation » de la question sociale est en effet lourde de nombreuses dérives, comme on le sait depuis Malthus. On peut même dire que l'île constitue le prototype du raisonnement malthusien centré sur l'espace fini dans tous les sens de ce terme, condamné à l'asphyxie par manque de ressources propres ou mauvaise gestion de celles-ci, et sur la négation de tout échange économique ou de la possibilité d'améliorer le rendement des ressources en question. Pourtant, on peut parfaitement inverser le raisonnement ainsi que la politique menée.

Plus largement, les petits espaces insulaires constituent les objets privilégiés et idéaux de la théorie catastrophiste écologiste qui est l'un des nouveaux avatars de la pensée dominante. Fondée sur des interprétations variées de constats scientifiques, minimisant ou niant même les débats parfois houleux entre scientifiques, y compris sur la question du « réchauffement global », celle-ci renvoie à la diffusion actuelle de diverses prophéties (prétendu effondrement du capitalisme, choc des civilisations, décadence de l'Occident, fin des utopies…).

De filiation religieuse (le Déluge, l'Apocalypse de Jean, le messianisme, le millénarisme…), même sous une apparence laïque, elle cultive la confusion des responsabilités (celle du simple citoyen étant mise sur le même pied que celle des grandes entreprises ou des gouvernements), la culpabilisation et la peur, la peur dont on sait depuis longtemps qu'elle n'est pas forcément conseillère et qu'elle est l'attribut des régimes dictatoriaux.

Le mythe de l'île engloutie

L'île est sous les projecteurs des problématiques environnementales actuelles. Nul n'ignore en effet les menaces pesant sur les îles plates ou coralliennes menacées par une montée des eaux qui aurait été provoquée par le « réchauffement global ». Pour plusieurs observateurs, la violence et la fréquence accrues des typhons se jetant sur les îles tropicales obéiraient aux mêmes causes.

Le niveau d'alerte est même placé très haut comme le révèle un titre récent de la presse : « Climat : le cri d'alarme des États insulaires, à l'Onu, l'alliance qui regroupe quarante-deux petites îles [Aosis, Alliance of Small Islands States] a qualifié de "génocide silencieux" les effets du réchauffement[2] ».

L'incertitude ou la simple prudence scientifiques sont souvent balayées. L'évaluation des modifications du niveau de la mer au cours du XX^e^ siècle oscille pourtant entre centimètres et millimètres selon les chercheurs (de 10 à 20 cm selon le Giec). Les prévisions sur sa future élévation varient selon plusieurs centimètres (de 9 à 88 cm selon le Giec pour la fin du XXI^e^ siècle). Certains affirment que quelques centimètres seulement suffiront à la catastrophe. D'autres répondent que les tempêtes et les tsunamis sont bien plus dangereux. Les premiers rétorquent que la violence de ceux-ci est précisément liée au « réchauffement global ». Quelques-uns rappellent que le niveau de la mer varie nettement selon les endroits, et que s'il augmente actuellement dans certaines régions (océan Pacifique occidental, océan Austral), il diminue dans d'autres (Pacifique central et oriental, mer Baltique), notamment dans les régions nordiques à cause du rebond glaciaire[3].

La plupart des plages du monde subissent actuellement une érosion plus forte qu'avant, car privées d'un apport habituel de sédiments désormais stockés en amont par des barrages de plus en plus nombreux[4].

Les littoraux de certaines îles coralliennes semblent gagnés par la montée de la mer, mais les causes de ce phénomène peuvent être multiples et complexes. La destruction de la barrière corallienne ou la construction de certains aménagements ont en effet des conséquences négatives à plus ou moins long terme. À Tuvalu, le corail a été exploité pour construire des pistes d'atterrissage, des digues et une dizaine d'autres projets au cours de la Deuxième Guerre mondiale. La population, en croissance constante (2 000 habitants en 1980, 4 500 en 2004), a en outre ponctionné des roches. Les experts et les observateurs sont en désaccord pour y évaluer l'évolution du niveau de l'océan, et sur les causes[5].

C'est toujours l'autre qui a tort

Pour masquer une négligence locale dans la gestion de la ressource, il est alors tentant d'en appeler à une responsabilité globale comme le « réchauffement climatique » ou « El Niño ». Saufatu Sapo, Premier ministre de Tuvalu, déclare ainsi en 2003 que le réchauffement de la planète constitue une menace qui s'apparente à une « forme de terrorisme lente et

insidieuse ». Les médias évoquent désormais les « réfugiés climatiques » et les « naufragés de l'archipel de Tuvalu[6] ». Certes, les habitants de Tuvalu émigrent de plus en plus, vers la Nouvelle-Zélande par exemple, mais la croissance démographique et le manque de terres en sont probablement aussi responsables que l'ampleur des hautes marées.

Aux Maldives, dont le président Abdul Maumoon Gauyoom est à l'origine de l'Aosis, les tempêtes et les tsunamis ont causé de nombreux dégâts, mais une élévation significative du niveau marin n'y est pas avérée. Cela n'empêche pas tel reportage de titrer « Une peur bleue, l'archipel des Maldives menacé par la montée des eaux », et malgré les preuves du doute qu'il fournit lui-même[7] !

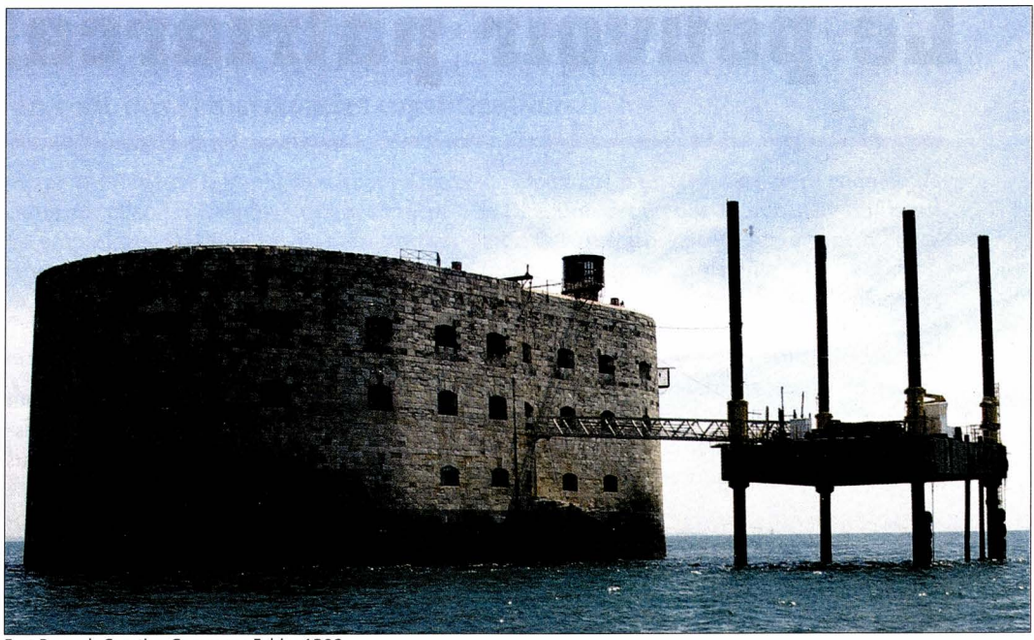
Sous l'angle du catastrophisme, l'île serait donc à la fois un modèle et une victime. D'île-laboratoire utopique et bienveillante au XVIIIe siècle (les expérimentations et protections de Pierre Poivre et des physiocrates) ou au XIXe siècle (élaboration des théories de Darwin ou de Wallace à partir des écosystèmes insulaires), elle deviendrait la sentinelle alarmiste du XXIe siècle pour le développement durable. L'engloutissement des Seychelles, des Maldives ou de Tuvalu ne ferait que préfigurer une nouvelle eschatologie.

Une réflexion politique qui tourne court

Jared Diamond ne va pas toutefois jusqu'au bout de sa logique[8]. Certes, il affirme à un moment que « le destin d'une société est dans ses propres mains et dépend substantiellement de ses propres choix » (p. 341). Mais il donne lui-même suffisamment d'exemples prouvant que le destin en question est surtout dans les mains d'un petit groupe de dirigeants, et que celui-ci n'est même pas entièrement libre de choisir car il est pris dans une logique de compétition pouvant l'amener à sa propre perte.

Si ce dernier constat est particulièrement valable dans les petites îles (Pâques…) ou dans certains autres cas (le jusqu'au-boutisme de Hitler ou des militaires japonais, par exemple), le destin des uns comme des autres n'enlève pas le triomphe d'un vainqueur, ou d'un groupe de vainqueurs, qui impose à son tour sa logique au monde. L'île ne disparaît pas, contrairement à l'Atlantide ou à Mu, autres mythes prégnants dans le discours environnemental catastrophiste. Elle se recompose. L'île effondrée de Pâques aboutit ainsi dans l'escarcelle des colonisateurs européens, puis du Chili.

Le court-circuit du raisonnement politique de Jared Diamond est patent dans son exemple du Montana. Là, il décrit très bien les dégâts causés par la pollution issue de l'activité minière, les problèmes causés par la déforestation, il évoque même l'appât du gain, les difficultés sociologiques entre anciens et nouveaux arrivants, le refus des uns comme des autres de procéder à une véritable planification du sol ou des activités économiques.



Fort Boyard, Creative Commons Fabien1309

Mais il n'explore pas la piste de la propriété privée et d'une démocratie atomisée comme causes tant locales que globales de cette situation. À la place, il se contente de stigmatiser les revenus « extérieurs » (*sic*) qui font vivre une grande partie des habitants du Montana (Sécurité sociale, Medicare, Medicaid, etc., p. 106-107). Et il glose sur l'absence de conscience environnementaliste chez l'homme, un discours biaisé et interclassiste bien dans l'air du temps.

Effondrement et Koh-Lanta

Considérer la société insulaire comme un acteur unique et atomisé, livrée seule à son milieu, sans connexions avec le reste du monde et sans contradictions internes, est réducteur. Cette approche n'est pas nouvelle.

On la trouve dans la littérature occidentale dès le XVIIIe siècle. Elle culmine avec ce qu'on peut appeler le « syndrome de Robinson Crusoé » où, pour survivre, l'individu doit tout faire, tout choisir, tout gérer, tout seul en un lieu donné, où il doit dédaigner l'indigène, ou bien composer avec lui, pour reconstituer sur place et à l'identique un monde européen, malgré les difficultés ou la stupidité d'un tel projet.

Elle recoupe l'idéologie libérale de l'*homo œconomicus* souverain et atomisé, constituant autant d'îles personnelles dans l'archipel du marché tout puissant guidé par la « main invisible ».

On la retrouve sans peine dans les émissions de ladite « télé-réalité », comme *Koh-Lanta* en France ou *Survivor* dans le monde anglophone, ou encore *Lost*. Ces émissions sont obsédées par une posture social-darwiniste entre « gagnants » et « perdants », quasi naturalisée par la fusion que constitue le « groupe » opposant une espèce à une autre, de surcroît colorié à la limite subliminale du racisme (les Bleus contre les Rouges, par exemple), avec une préférence pour les îles tropicales beaucoup plus glamour. L'évolution de la série *Lost* vers un message biblique lourdingue confirme la dimension eschatologique sous-jacente au discours catastrophiste insulaire.

On comprend que le livre de Jared Diamond, surfant sur tous ces thèmes, a fait un tabac dans les médias avides de sensations, dans les milieux scientifiques pratiquant la surenchère catastrophiste et dans des milieux militants qui ont « oublié » son passé sociobiologiste. Le tout baigne dans une vulgate ambiante qui s'entête à poser des diagnostics souvent incomplets et des solutions inappropriées. L'anarchie des météores mérite mieux que les gourous ou les croyants. P. P.

---

1. Diamond Jared (2006) : *Effondrement, comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris, Gallimard, 652 p., éd. or. *Collapse, how societies chose to fail or succeed*, 2005.

2. *Le Monde*, 23 septembre 2009, p. 4.

3. La fonte des grands glaciers préhistoriques provoque dans les régions concernées une dilatation de la croûte terrestre, comme un élastique, dont les effets sont encore perceptibles, croûte qui s'élève donc par rapport à la mer. Cazenave Anny (2006) : « Les variations actuelles du niveau de la mer : observations et causes ». *L'Homme face au climat*, Édouard Bard dir., Paris, Odile Jacob, 450 p., p. 85-101.

4. Paskoff Roland (1998) : *Les littoraux, impacts des aménagements sur leur évolution*. Paris, A. Colin, 260 p.

5. Allen L. (2004) : « Le réchauffement n'engloutira pas les îles Tuvalu mais… ». *Courrier International*, 726, p. 56.

6. *Le Monde*, 10 juin 2008, p. 3.

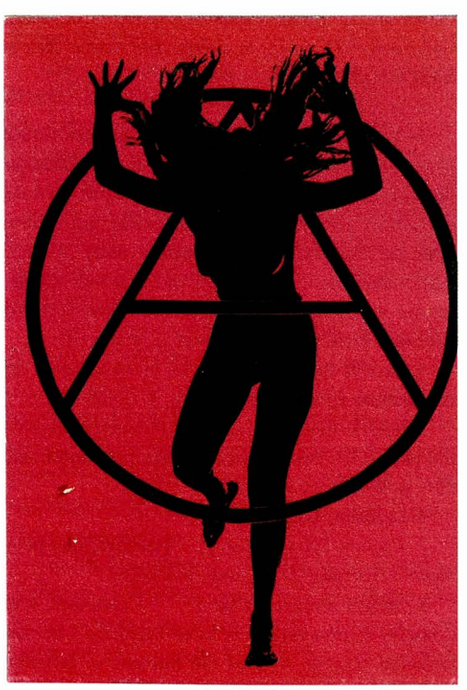
7. Cachon Sylvie (2002) : « Maldives, une peur bleue ». *Télérama*, 2744, août, p. 18-21.

8. Smith Richard (2005) : « Capitalism and Collapse : contradictions of Jared Diamond's market meliorist strategy to save the humans ». *Ecological Economics*, 55, 2-1, p. 294-306.

Le pouvoir patriarcal

Thomas Lancelot

et Sigrid Gérardin



Qu'est-ce que le pouvoir ? Qui le possède ? Qui l'exerce ? Écartons d'emblée la première question de nature philosophique pour nous concentrer sur les deux autres. Qu'il s'agisse de la politique, de la religion ou de l'économie en France et dans le monde, le pouvoir a été et est quasi exclusivement occupé par des hommes. Aucune société, de la préhistoire à nos jours, ne peut revendiquer avoir eu une ou plusieurs femmes détentrices de ces trois pouvoirs de manière synchronique – rappelons qu'il est dorénavant prouvé que les sociétés dites matriarcales relèvent du mythe. Cette exclusion, formelle ou non, des femmes des pouvoirs n'a pourtant été questionnée que très récemment et si l'énoncé – le pouvoir est toujours entre les mains des hommes – peut aujourd'hui être formulé sous la forme d'une évidence, c'est grâce aux conquêtes féministes. En effet, avant que n'émerge officiellement le débat sur la parité en 2000, la classe politique française était composée à 95 % d'hommes. À cette période, trente conseils généraux ne possédaient aucune femme. Cela ne posait strictement aucun problème. Il était dans l'ordre naturel des choses que les femmes ne s'occupassent pas de la chose publique.

Le paradoxe français préexistait à ce débat car le pays qui se revendique de l'universalisme et de la démocratie n'a vu aucune contradiction dans l'exclusion des femmes du suffrage universel. La chercheuse Juliette Rennes a remarquablement mis en lumière cette controverse d'égalité sous la IIIe République où l'argumentation antiféministe se recompose de façon permanente pour justifier le refus de l'égalité des sexes. Au nom notamment de la nature féminine, notion pourtant radicalement incompatible avec la valeur de l'égalité, les républicains antiféministes s'appliquent à interdire aux premières femmes l'accès aux professions de prestige [1]. Il a fallu la lutte des féministes pour s'émanciper et obtenir l'égalité des droits et désormais pour rendre visible l'insuffisance criante de cette égalité formelle. Plus de dix ans après la controverse sur la parité, le constat sur la place des femmes en politique demeure accablant. Mieux, ce constat en politique se double désormais d'un constat encore bien plus affligeant sur la place des femmes dans le monde du travail et notamment dans les lieux de pouvoir des entreprises [2]. En politique, des mesures constitutionnelles ont été prises pour augmenter le nombre de femmes. Sans grand effet.

Ce n'est pas une part supplémentaire du gâteau qu'il faut réclamer, c'est la recette qu'il faut changer.

En économie, une des préconisations du rapport remis en juillet 2009 sur la question de la représentation des femmes dans les conseils d'administration et de surveillance des sociétés et des entreprises publiques, et plus largement dans les instances de décision, vise aussi à augmenter le nombre des femmes jusqu'à 40 %. Ça a déjà commencé. La semaine dernière, l'épouse du ministre du Travail, gestionnaire de la première fortune de France, est entrée au conseil de surveillance d'Hermès. La belle affaire ! Ces timides avancées – un peu plus de députées et de patronnes – réjouissent-elles les féministes ? Rien n'est moins sûr puisque l'horizon des luttes féministes reste l'abolition du pouvoir patriarcal et non son accommodement, même à la sauce égalitaire. Combattre pour l'abolition de l'institution du mariage plutôt qu'à son extension aux couples de même sexe !

Toutefois, en l'état actuel des choses, la revendication égalitaire demeure le levier le plus efficace pour transformer l'ordre sexiste même si cette égalité doit se comprendre comme l'égal accès aux postes les plus sexistes et les plus répressifs : armée, police, CRS, ou encore la Légion étrangère encore interdite aux femmes… Des théologiennes catholiques qui se disaient féministes ont même réclamé en 1982 qu'on ordonnât des femmes. Pourquoi pas une papesse puisqu'ont bien existé des abbesses ? Au nom de quoi les femmes s'interdiraient-elles d'accéder aux postes et aux fonctions très lucratives de politique et de l'entreprise ? D'ailleurs, l'actualité vient nous rappeler opportunément que certaines ne se privent pas de profiter et de faire profiter de leurs privilèges. Telle secrétaire d'État prête son luxueux logement de fonction à ses frères. Telle ancienne ministre cumule sa retraite de parlementaire (4 000 euros), ses indemnités de conseillère générale (2 000 euros) et le paiement d'une mission de

9 500 euros mensuels sur « les conséquences sociales de la mondialisation ». Il y a fort à parier qu'être gouverné par une présidente de la République ou être dirigé par des pédégères ne bouleversera pas le pouvoir patriarcal. Aussi la formule féministe des années 1970 reste-t-elle toujours d'actualité : ce n'est pas une part supplémentaire du gâteau qu'il faut réclamer, c'est la recette qu'il faut changer.

Les pouvoirs politique et économique ne sont en réalité que la toute petite partie émergée de l'iceberg patriarcal. Celle-là même que l'on a mis tant de temps à voir. Restent les neuf dixièmes de la partie immergée, celle qui constitue le fondement du pouvoir patriarcal, à savoir le travail domestique accompli par les femmes à titre gratuit pour le plus grand profit des hommes. À notre sens, c'est l'une des conquêtes les plus méconnues du mouvement féministe. La découverte de ce territoire de l'oppression patriarcale est décisive. Comme l'existence et la fréquence de la violence domestique contre les femmes mises en lumière cette dernière décennie, l'inégalité de la répartition du travail domestique n'était pas vue comme un problème. Pour mettre à jour ces faits, une énergie féministe considérable dut être déployée. Comme pour les faits de la violence masculine, il faut des chiffres qui établissent les inégalités dans le travail ménager et parental au sein du couple hétérosexuel.

Il y a fort à parier qu'être gouverné par une présidente de la République ou être dirigé par des pédégères ne bouleversera pas le pouvoir patriarcal.

Avec sa coutumière ironie, la sociologue Christine Delphy rappelle dans l'introduction de son dernier recueil d'articles que « pour collecter les chiffres, il faut d'abord penser, sur la foi d'indices qualitatifs, que ce phénomène existe : pourquoi calculerais-je la quantité de neige tombée dans le Vaucluse si je suis convaincue qu'il n'y neige jamais, qu'il ne peut pas y neiger ? [3] ». La conquête féministe a été de rendre visible une inégalité qui s'inscrivait dans l'ordre naturel des choses.

Le texte majeur en France qui a mis en lumière l'économie politique du patriarcat est son article intitulé « L'ennemi principal [4] ». Son analyse démontre que le travail domestique et l'élevage des enfants reposent quasi exclusivement sur les femmes et que ce travail non rémunéré est effectué gratuitement, contre rien, au profit des hommes. Le fait que les femmes françaises soient entrées massivement dans le salariat ne change strictement rien à l'affaire. Pour mémoire, rappelons le retard considérable pris par le législateur français à libérer les femmes mariées de l'autorisation de leur époux pour exercer une activité professionnelle alors qu'elles représentaient, dès avant l'adoption de la loi de 1965, presque la moitié de la population active. Si la femme travaille, écrit Delphy, « non seulement son emploi ne la dispense pas du travail domestique mais il ne doit pas nuire à ce dernier. La femme n'est donc libre que de fournir un double travail contre une certaine indépendance économique ». C'était il y a quarante ans !

L'image du « nouveau père » et de la « paternité contemporaine » ou encore l'idéal de partage égalitaire des tâches de soins et d'éducation sont des remarquables mystifications.

Les dernières enquêtes nous permettent de faire le point sur l'évolution des comportements et la répartition du travail au sein des couples. Surprise ? Presque rien n'a changé. En 1998, une enquête de l'Insee avait déjà établi que 80 % du travail domestique était encore assuré par les femmes.

Deux ans plus tard, une autre enquête de la Direction des études du ministère du Travail montrait que trois pères sur quatre n'effectuaient aucune tâche parentale au quotidien, quel que soit le nombre de leurs enfants et que le travail parental – une quarantaine d'heures par semaine – reposait aux deux tiers sur les mères [5]. La dernière étude du même organisme datant de 2002 établit que le temps passé par un enfant, seul avec son père, est de 4 h 22 par semaine, alors qu'il est de 29 h 25 pour la mère [6].

L'enquête de Danièle Boyer sur les pratiques des pères bénéficiaires de l'Allocation parentale d'éducation (un homme éligible sur

100 contre une femme sur 3 a recours à ce dispositif) montre que même chez ces pères au foyer, si l'on assiste à une meilleure répartition du travail parental, les rôles ne sont pas pour autant inversés : ils ne s'investissent pas dans la sphère domestique qui repose sur leurs épouses pourtant salariées [7].

Enfin, en 2005, une étude menée par l'Ined et l'Insee [8] permet à nouveau d'évaluer la participation des pères au travail parental. Même si on observe des nuances dans la nature des tâches, les chiffres de l'inégalité de l'implication parentale n'ont pas varié d'un iota.

L'image du « nouveau père » et de la « paternité contemporaine » ou encore l'idéal de partage égalitaire des tâches de soins et d'éducation sont des remarquables mystifications, dont les entreprises aidées par leurs amis publicitaires raffolent pour vendre tel ou tel produit, qui viennent occulter la persistance de la division sexuelle inégalitaire du travail domestique.

Comment la classe politique quasi exclusivement masculine arrive-t-elle à se faire passer pour féministe dans les médias et l'opinion ?

Malgré l'égalitarisme des discours, la tradition patriarcale continue à gouverner les habitudes familiales : les mères assurent le quotidien et l'intimité, les pères les sorties et les jeux. En 2009, les hommes tirent toujours profit du travail domestique gratuit accompli par les femmes. Comble du paradoxe, en jouant sur la coexistence de systèmes juridiques européens et français qui juxtapose un principe général d'égalité de droit et des mesures spécifiques compensant des inégalités de fait (par exemple avec les lois sur les retraites des mères fonctionnaires), ils parviennent même à retourner les politiques d'égalité entre les sexes à leur profit [9]. Si on comprend aisément pourquoi les hommes ont intérêt à profiter du travail gratuit des femmes (stratégie du « travailler moins pour gagner plus »), on peine à identifier la stratégie du comment.

Comment, depuis ces dernières décennies, les hommes arrivent-ils à occulter cette partie immergée de l'iceberg patriarcal ? Comment la classe politique quasi exclusivement masculine arrive-t-elle à se faire passer pour féministe dans les médias et l'opinion ? Par quel tour de magie parvient-elle à nous faire prendre des vessies pour des lanternes ? La réponse est assez simple, en employant les deux artifices des magiciens : l'illusion et la prestidigitation.

Le premier fabuleux tour d'illusion consiste à nous faire que croire que la France est autant le pays des droits de l'Homme (avec un grand H) que le pays des droits des femmes, de l'égalité des sexes et de la mixité. C'est l'effet du discours performatif dans la rhétorique politique. Aux yeux de l'homme politique français, le fait d'énoncer le principe d'égalité fait advenir cette égalité dans la réalité. Un peu comme les panneaux signalétiques au bord de la route qui vous annonce que la Normandie est le pays des pommes. Parce que c'est écrit, il faut croire que c'est vrai. Si donc la devise républicaine – Liberté-Égalité-Fraternité – est écrite sur tous les frontons de nos monuments, c'est que ça doit être forcément vrai. Si au nom de l'égalité des sexes et de la liberté des femmes, l'homme public s'indigne de l'asservissement des femmes arabes, africaines et musulmanes, c'est qu'il doit nécessairement croire dans les valeurs qu'il proclame. Sommes-nous seulement tenus de croire à la sincérité des hommes politiques sur leur engagement féministe ?

Le second tour de prestidigitation consiste à nous faire détourner le regard de notre sexisme pour l'orienter ailleurs. C'est un stratagème efficace très en vogue ces dernières années qui peut se résumer ainsi : le pouvoir patriarcal sévit « là-bas », dans les pays arabes et africains, en Iran et en Afghanistan ou chez nous mais seulement en banlieue chez les hommes et les femmes originaires de « là-bas [10] ». Alors qu'il ne sévit pas « ici », pas « chez nous », pas dans la République française.

Dans un ouvrage collectif justement intitulé *La République mise à nu par son immigration* dirigé par Nacera Guénif-Souilamas [11], la sociologue démontre comment le combat antisexiste dissimule mal un racisme vertueux ou encore comment la violence masculine sert à « noircir les uns pour blanchir les autres » pour emprunter la formule extraite du même livre à Delphy. Au fond, le problème du patriarcat pour les hommes français – avec le soutien paradoxal de certaines féministes, il est vrai –, c'est le foulard islamique hier et la burqa aujourd'hui, ce n'est pas le pouvoir patriarcal bien de chez nous. T. L. et S. G.

1. Juliette Rennes, *Le Mérite et la nature. Une controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Fayard, 2007.

2. *Rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*, réalisé par Brigitte Grésy, inspectrice générale de l'Action sanitaire et sociale à la demande du ministre du Travail, des Relations professionnelles, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville. Publié en juillet 2009.

3. Christine Delphy, *Un Universalisme si particulier. Féminisme et exception français, 1980-2010*, 2010.

4. In Christine Delphy, *L'Ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, 1998.

5. Anne-Marie Devreux et Gérard Frinking, *Les Pratiques des hommes dans le travail domestique. Une comparaison franco-néerlandaise*, Paris, CSU-CNRS et DARES-ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 2001.

6. Anne Bustreel, « Les facteurs de l'implication du père dans la garde des jeunes enfants », in Nathalie Coulon et Geneviève Cresson (dir.), *La petite enfance. Entre familles et crèches, entre sexe et genre*, L'Harmattan, 2007.

7. Danièle Boyer, « Le congé parental peut-il promouvoir l'égalité entre hommes et femmes », in Nathalie Coulon et Geneviève Cresson (dir.), *op. cit.*

8. Carole Brugeilles et Pascal Sébille, « La participation des pères aux soins et à l'éducation des enfants. L'influence des rapports sociaux de sexe entre les parents et entre les générations », *Politiques sociales et familiales*, n° 95, mars 2009.

9. Anne-Marie Devreux, « « Le droit, c'est moi ». Formes contemporaines de la lutte des hommes contre les femmes dans le domaine du droit », *Nouvelles questions féministes*, vol. 28, n° 2, 2009.

10. Il faut écouter les témoignages involontairement hilarants de certaines personnalités « qui s'engagent » recueillis dans le DVD de l'association Ni putes ni soumises, *Itinéraire d'un combat*, MK2 doc, 2004.

11. Éd. La Fabrique, 2006.

La démocratie participative

Entre détournement et inachèvement

Je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez, ils décident.
(Slogan anarchiste)

Jean-Pierre Garnier

Aujourd'hui, la démocratie participative est devenue un symbole promu officiellement comme une avancée dans le droit octroyé aux citoyens de prendre réellement les affaires de la Cité en main. Mais ce qui est promu ainsi rencontre des limites, qui pourraient – on verra plus loin pourquoi j'utilise le conditionnel – se résumer en deux mots : détournement et inachèvement.

Dans bon nombre de cas, l'expression populaire a été instrumentalisée, voire domestiquée par les municipalités. La plupart des conférences, assemblées et autres réunions « citoyennes », pour ne rien dire des conseils de quartiers ou des « budgets participatifs », sont organisées de telle sorte que les participants soient conduits à donner des avis « constructifs », acceptant les termes de la question posée, collaborant, au même titre que les « experts » chargés de la formuler, à la production de l'étiquette « acceptabilité », un nouveau label de qualité pour les « projets innovants ». Cette manipulation a été d'autant plus aisée que les « dispositifs » induisant la bonne volonté et la soumission – penser dans le cadre institutionnel et conceptuel où l'on vous dit de penser – sont beaucoup plus faciles à mettre en place, pour les « autorités » ou les « responsables », et surtout moins risqués, que ceux qui permettraient de poser les questions qui gênent.

Dans d'autres cas, malgré des efforts louables pour que l'intervention des citoyens dans la prise de décision soit plus effective, la démocratie participative telle quelle est mise en œuvre donne une nette impression d'inachèvement. D'abord, parce que les thèmes ou les objets du débat restent confinés dans le localisme et, s'agissant de l'aménagement urbain, dans le spatialisme, alors que l'origine des problèmes à traiter se trouve la plupart du temps « ailleurs », c'est-à-dire à d'autres niveaux géographiques et dans des domaines autres que spatiaux. Ensuite, et ceci explique peut-être cela, parce que le peuple, c'est-à-dire – je vais dire un gros mot – les classes dominées, reste largement en marge des politiques publiques censées l'inclure et l'impliquer. À tel point que certains parlent, à propos de ce retrait ou de cette réserve populaire, d'une « démocratie de l'abstention ». Réponse du berger à la bergère à cette « démocratie sans le peuple » dont le philosophe italien marxiste Domenico Losurdo, pour ne mentionner que lui, a pointé depuis longtemps les tenants et les aboutissants.

Cette non-participation de la majorité des citoyens citadins n'a pourtant guère de quoi étonner, si l'on y réfléchit bien. « Qui participe ? Qui ne participe pas ? Et pourquoi ? », se demande-t-on souvent dans les cercles de réflexion inféodés aux détenteurs du pouvoir. Une question, qui permettrait pourtant de répondre aux autres, brille par son absence : participer à quoi ? À la prise de décisions ou aux mécanismes mis en place pour faire participer ? Ce n'est pas exactement la même chose.

Affirmer, comme le font certains sociologues ou politologues, que « la question de

la mobilisation dans la démocratie participative est un enjeu essentiel tant pour les acteurs de la démocratie participative que pour les chercheurs », laisse entendre que ce n'en est apparemment pas un pour les gens qui ne sont ni des acteurs ni des chercheurs. Laissons de côté les chercheurs. Qui sont les « acteurs » ? Des élus locaux, des représentants de l'État central, des fonctionnaires territoriaux, des professionnels de l'urbanisme, de l'architecture ou du logement, des « bailleurs sociaux » ou des gestionnaires d'équipements collectifs, éventuellement des responsables associatifs – éventuellement. Bref, des gens qui, à un titre ou à un autre, et d'une manière ou d'une autre « font » la ville, qu'il s'agisse de son développement, de son organisation ou de sa gestion. Et ils ne sont pas les seuls. Bien que non comptabilisés en matière de démocratique participative – on les retrouve sous la rubrique PPP (partenariat public privé) –, d'autres acteurs, locaux ou non, pèsent d'un poids non négligeable – pour user d'une litote – sur la dynamique urbaine : ceux que l'on désignait il n'y a pas si longtemps, de façon euphémique et valorisante à la fois, sous l'appellation de « forces vives », pour ne pas dire « capitalistes ». Ce qui conduit à une interrogation sacrilège : « La ville » est-elle vraiment « l'affaire de tous », comme on se plaît en haut lieu, et notamment dans les hôtels de ville, à le faire croire ?

Ce slogan, que l'on me permettra de juger démagogique, est destiné à faire oublier que ladite ville est, jusqu'à plus ample informé, avant tout – j'allais dire surtout – l'affaire de quelques-uns. À savoir les décideurs publics (État, municipalités, hauts fonctionnaires, directeurs d'établissements publics, technocrates de l'urbanisme et de l'aménagement, etc.) ou privés (managers de firmes multinationales ou d'oligopoles de la grande distribution, dirigeants de sociétés, patrons d'entreprises, promoteurs, constructeurs et spéculateurs en tout genre, etc.). Autant dire que la ville est aussi l'affaire des hommes (ou des femmes) d'affaires, pour qui la ville est une bonne affaire et qui y font des affaires.

Dès lors, que vont pouvoir bien faire les « simples citoyens » dans cette affaire, si l'on peut dire ? Quel rôle veut-on leur faire jouer ? Celui d'acteurs supplémentaires de second rang ? Voire de figurants ? Pour quelle(s) raison(s) se creuse-t-on – passez-moi l'expression – le citron à vouloir « impliquer », comme on dit, à tout prix « ceux qui sont aux marges de l'espace public et d'ordinaire éloignés des processus de décision » ? En sachant fort bien qu'ils resteront tenus à l'écart desdits processus pour peu que lesdites décisions concerneront des questions importantes voire essentielles, non seulement pour ceux qui les prennent, mais aussi pour ceux qui les subissent. Des questions qualifiées parfois de « sensibles » dans la mesure où l'acceptation populaire n'est pas gagnée d'avance, et sur lesquelles engager un débat public non truqué risquerait de susciter le conflit, voire le refus. D'où la « clôture sociologique du système politique local », déplorée par quelques observateurs critiques [1].

On peut admettre que des acteurs institutionnels, élus locaux en tête, puissent considérer que « la question de la participation populaire est fondamentale ». Mais ils ont une curieuse manière d'expliquer, eux-mêmes ou par la bouche ou l'écran d'ordinateur de leurs chercheurs, en quoi et pourquoi. Affirmer, par exemple, que « pour être à la hauteur de ses ambitions d'inclusion politique et assurer sa légitimité, la démocratie participative a besoin de toucher un public large et diversifié », c'est tout simplement verser dans la tautologie. Car cela revient à affirmer que la démocratie participative a besoin de faire participer un maximum d'habitants. Les « ambitions » et la « légitimité » invoquées en l'occurrence sont-elles bien celles de la démocratie participative ? Ne seraient-elles pas plutôt celles des autorités qui s'échinent à la mettre en œuvre… ou en scène ?

Ce slogan, que l'on me permettra de juger démagogique, est destiné à faire oublier que ladite ville est avant tout – j'allais dire surtout – l'affaire de quelques-uns.

Bien qu'il se garde de remettre en cause le principe de la « démocratie participative » et la visée politique inspirant sa mise sur orbite idéologique, un sociologue très en cour dans les allées du « pouvoir local », définit très bien ce qu'il convient de penser des « expériences » supposées la concrétiser « sur le terrain », comme on dit : « La démocratie participative s'apparente à une série d'exercices de communication dans lesquels l'enjeu réel est bien plus de signifier l'intention de faire participer que de faire participer réellement. La posture est ici beaucoup plus importante que le contenu. Avant d'être un nouvel art de gouverner, la consultation pourrait n'être qu'un nouvel art de communiquer [2]. »

Cela renvoie à ce que l'on a baptisé « crise de la représentation », à la fameuse « fracture civique » devenue fossé entre gouvernants et gouvernés. Sinon, parler de la légitimité de la démocratie participative signifierait que c'est elle-même en tant que formule et formulation [3], en tant que label de communication – pour ne pas dire de propagande –, qui aurait besoin d'être légitimée, pour redonner en retour une crédibilité à une démocratie – que je ne qualifierai pas de bourgeoise pour ne pas paraître simpliste – de plus en plus discréditée parmi le peuple.

Certains regrettent ainsi que la démocratie participative « ne soit pas une composante standardisée du fonctionnement démocratique ». J'ai envie de dire : heureusement ! On a vu, en effet, ce que cela donnait avec la démocratie représentative, devenue de plus en plus formelle, comme l'avait prévu Marx, au fur et à mesure de son institutionnalisation. Et la « décentralisation » n'a rien arrangé, renforçant la mainmise du maire, du conseiller général ou régional et de leurs affidés sur l'espace politique local, convertis en fiefs régis par le clientélisme de caciques se réclamant de l'onction du suffrage universel.

Chacun sait – même s'il est de bon ton de faire mine de l'ignorer – que la promotion de la démocratie participative, au plan idéologique, comme en pratique, au travers des procédures et des procédés présentés sous ce label, a précisément pour finalité de pallier la crise de la démocratie représentative, et non de l'ériger en alternative. Ce qui équivaudrait, si l'expression avait un sens autre que pléonastique – a-t-on déjà entendu parler, dans les discours autorisés, d'une démocratie où la participation du peuple serait expressément bannie ? –, à opter pour la démocratie directe. *Horresco referens*, me voilà en train de remettre sur le tapis l'idéal communiste honni.

Je sais bien que la dynamique où s'inscrit ce que l'on dénomme démocratie participative « se différencie du caractère contestataire des mouvements sociaux des années 60 et 70 [3] ». Nous ne sommes plus à l'époque, celle où les Trente glorieuses brillaient de tous leurs feux, et où une minorité de gauchistes nantis pouvait se permettre de tirer à boulets rouges contre la « société de consommation ». Et où, parmi les mots d'ordre révolutionnaires, figurait en bonne place celui d'autogestion.

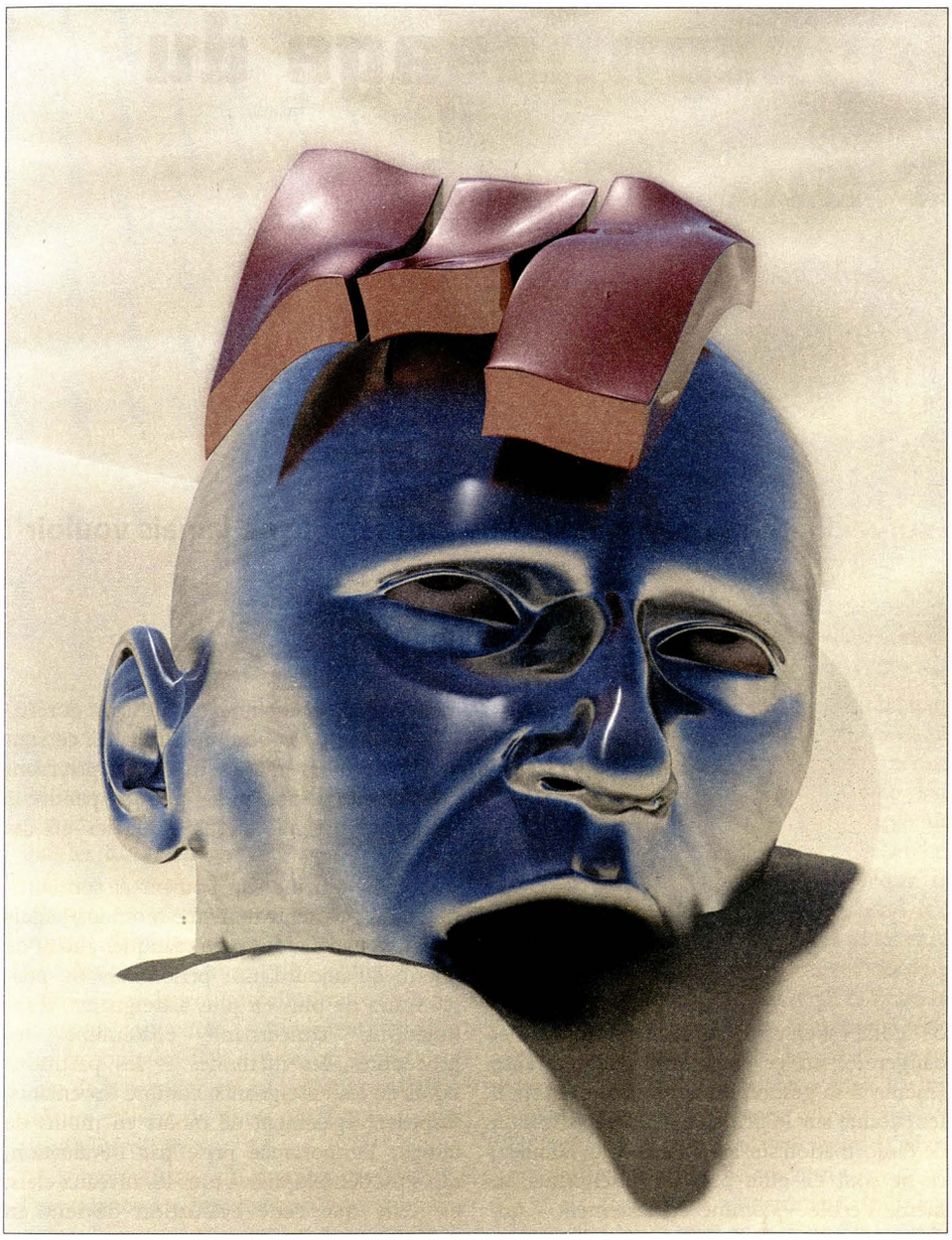
Néanmoins, en tenant compte du contexte général actuel – actualité qui risque de durer et d'empirer –, caractérisée par un double processus de décomposition sociale et de dévastation écologique, je proposerai de recadrer le débat sur la participation à partir de trois questions :

1° Est-il interdit d'essayer d'agir localement sur des facteurs globaux, et, en particulier, de réarticuler la « question urbaine » (ou « écologique ») à la « question sociale », c'est-à-dire à la remise en question du type de société qui est la nôtre et de son inscription spatiale ?

2° Peut-on envisager la « mobilisation populaire » autrement que dans son acception et sous sa forme « militaire », c'est-à-dire où l'« engagement » des citoyens ne résulterait que de l'appel de ceux d'« en haut » à ceux d'« en bas » ? Où « la parole », en d'autres termes, ne serait pas quelque chose que l'on « donne », mais que l'on « prend » ?

3° Conçue comme un « risque » pour la démocratie participative, la démocratie directe ne pourrait-elle pas en être plutôt le parachèvement, c'est-à-dire à la fois la fin et le dépassement, au profit de la démocratie tout court ?

Irréalisme ? Utopie ? Les mobilisations populaires auto-organisées, animées par des collectifs de militants sur les sujets les plus



divers ont pourtant déjà fait la preuve de leur capacité à éveiller les consciences, à développer les aptitudes, à imaginer des projets (ou des contre-projets), à résister et à mettre sous pression les pouvoirs en place pour obtenir ce que ceux-ci n'auraient jamais accordé de leur plein gré.

On aura sans doute compris qu'à mes yeux, la démocratie participative n'est ni détournée, ni inachevée. Comme s'il ne resterait plus qu'à la remettre dans le droit chemin, ou, comme l'avance le sociologue social-libéral Pierre Rosanvallon à propos de la démocratie en général, c'est-à-dire telle que définie dans la philosophie politique bourgeoise, parce qu'elle n'aurait pas vocation à être achevée – ce ne serait pas, en effet, « une réalité dont la finalité serait acquise une fois pour toutes indépendamment du contexte social et historique dans lequel elle est pensée [4] ». Ce qui autorise à dire n'importe quoi à son propos, comme c'est devenu l'habitude, entre autres, à Sciences Po. Aussi peut-on continuer à prétendre « démocratiser la démocratie », comme le proclament sans rire certains politiciens ou idéologues, tâche sans fin qui n'est pas sans évoquer celle que les dieux avaient infligée à Sisyphe, encore que rien n'oblige ceux qui s'y emploient à persévérer, si ce n'est leur fonction ou leur métier.

Avec le syntagme « démocratie participative », on a affaire, au plan linguistique, comme j'y ai précédemment fait allusion, à un pléonasme qui, comme c'est souvent le cas dans la novlangue des discours autorisés, cumule la négation et la dénégation.

La négation, c'est un constat : on reconnaît implicitement l'évidence, à savoir que la démocratie, au sens initial, c'est-à-dire originel et plein du terme, ne peut exister dans le système représentatif, à plus forte raison dans le système capitaliste, tous deux oligarchiques. À ceux qui pourraient encore en douter, je conseille de lire un récent numéro de la revue *L'Expansion*, publication bourgeoise s'il en est, mais qui a le mérite, comme cela arrive souvent lorsque les bourgeois s'adressent à leurs pairs, d'appeler cyniquement les choses… et les gens par leur nom. Le gros titre qui figure sur la couverture devrait se passer de commentaires : « Ceux qui ont le pouvoir à Grenoble [5] ». Un dossier intéressant sur la cinquantaine de personnalités politiques, économiques et scientifiques qui gouvernent – au sens de gouvernance, ce pseudo-concept importé de la novlangue managériale – la « métropole » grenobloise. On peut déduire facilement de cette liste l'identité de ceux qui n'ont pas le pouvoir à Grenoble : l'immense majorité de la population. Ce qui vaut pour Grenoble vaut évidemment pour toutes les autres agglomérations urbaines.

Quant à la dénégation, c'est le refus et le rejet de ce que ce constat implique : on feint de croire qu'il pourrait en aller autrement au prix de quelques ajustements institutionnels opérés à l'initiative ou avec l'aval de ceux-là mêmes pour qui l'avènement éventuel d'un pouvoir véritablement populaire ne saurait être une promesse, un idéal ou rêve, mais bien un cauchemar. Ne signifierait-il pas, en effet, le dépérissement, voire l'effondrement de leur propre pouvoir ? Venant d'eux, la « démocratie participative » ne peut donc être pas autre chose qu'une démagogie participative.

Comme le relève le sociologue Mathieu Rigouste, elle revient à faire sous-traiter le contrôle de « la population » – des « citoyens », en novlangue étatique –, celle qui appartient aux couches les plus dominées et exploitées, par « la population elle-même », « éduquée », de préférence, pour ne pas dire formatée, ces citoyens au-dessus de tout soupçon de complicité avec l'ordre établi, que seraient les « militants » associatifs, censés représenter les aspirations émancipatrices d'une « société civile » dont on oublie de signaler qu'elle est bourgeoise [6]. En réalité, sous couvert d'œuvrer au « changement social », ils ne militent, consciemment ou non, que pour assurer la continuité de cette société en renouvelant les modalités de la domination.

J.-P. G.

---

1. Michel Kœbel, *Le Pouvoir local ou la démocratie improbable*, éditions du Croquant, 2006.

2. Luc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Seuil, 2008.

3. M.-H. Bacqué, Y. Sintomer, A. Flamand, H. Nez, *La Démocratie participative inachevée. Genèse, adaptations, diffusions*, coédition Adels-Yves Michel, 2000.

4. Pierre Rosanvallon, *La Démocratie inachevée*, Gallimard, 2000.

5. *L'Expansion*, n° 753, juin 2010.

6. Mathieu Rigouste, « Entretien », *Article XI*, 10 novembre 2009.

L'école et l'apprentissage du non-pouvoir sur sa vie

Laurent Ott

Ce retour de l'autoritarisme, de la surveillance et de la pénalisation qui semble ne jamais vouloir en finir.

QUAND ON PENSE À L'ÉCOLE, surtout actuelle, on est d'abord frappé par ce retour de l'autoritarisme, de la surveillance et de la pénalisation qui semble ne jamais vouloir en finir.

En effet, le processus paraît interminable, qui, par des faits divers soigneusement sélectionnés et médiatisés, amène sans cesse à l'annonce du durcissement de la surveillance et de la pénalisation dans les établissements scolaires ; rien que cette année, on ne compte pas les textes et réformes qui se sont accumulés pour réduire les droits des enfants à l'école (textes sur les délits d'intrusion, mise en place de portillons électroniques, équipes mobiles de sécurité, annonce de formation à la sécurité pour les enseignants).

Dans un premier temps, on peut donc souligner l'apprentissage du pouvoir à l'école comme une tendance à rencontrer le pouvoir des institutions, sous forme de pénalisation et de surveillance des comportements. L'école filtre, l'école surveille depuis des décennies ; d'abord avec Vigipirate, d'une façon bien plus marquée avec les caméras de surveillance à venir, les policiers référents, etc.

L'école surveille, l'école intimide, l'école impose ; elle emploie toute son énergie à maintenir à l'extérieur tout ce qu'elle refuse de voir ou prendre en compte : le quartier, la cité, les parents, les problèmes psychologiques, personnels, affectifs, sociaux et politiques ; elle espère compter, dans cette voie, sur l'assentiment au moins passif des enseignants qui peuvent, faussement, se sentir rassurés d'autant de protections, sans songer que ce besoin de protection vient justement signer la perte de leur reconnaissance.

Mais le gouvernement souhaite doter l'école d'encore plus de pouvoirs et d'en faire en quelque sorte le fer de lance d'une ambitieuse politique, non pas d'éducation, mais de surveillance des populations. C'est bien dans ce sens qu'il faut interpréter la nouveauté et l'importance d'un fichier comme Base Élèves ; ce fichier est en effet radicalement nouveau et dangereux en ce sens qu'il est centralisé (même si sa gestion est académique) et qu'il fonctionne sur le principe de la dépossession de l'information sur les enfants et les familles ; ce ne sont en effet plus les enseignants, ni même l'école – comme établissement – qui détiennent les données d'informations nécessaires sur les élèves et leurs familles mais les fichiers centralisés qui font désormais référence. Pire, le personnel enseignant, le plus proche de l'élève, ne gère aucune donnée, mais « informe » un fichier central qu'il ne lui restera plus qu'à « solliciter » pour connaître… celui qui est en face de lui. L'information devient donc « descendante » et échappe désormais au contrôle et à la gestion des acteurs réels de l'école (les parents, les enfants et les enseignants).

Bien entendu, la vocation de ce fichier est d'être évolutif et partageable – notamment avec les collectivités locales –, ce qui le rend à terme extrêmement dangereux, même si en l'état (pour rassurer l'opinion publique), il est réduit à très peu d'informations.

L'école – en tant qu'institution cette fois – prend donc sur les familles un réel pouvoir d'information ; elle les capte, les contrôle et peut les utiliser à tout moment contre elles ; les modifications apportées récemment à la loi de 2007, annoncées par Sarkozy, pour rendre « enfin » effectives les retenues sur les allocations familiales des parents « défaillants » montrent bien cette nouvelle mission dorénavant confiée à l'Éducation nationale : ce sont les inspecteurs d'académie qui pourront directement saisir le préfet pour suspendre le versement des allocations familiales en cas d'absentéisme.

L'école affirme son pouvoir et son autorité, mais pourtant, au même moment, jamais les enseignants n'ont paru manquer autant de liberté qu'aujourd'hui ; prisonniers de programmes de plus en plus astreignants, d'injonctions concernant également les procédures, les méthodes et les partitions horaires, les enseignants, comme les enfants, disposent également de moins en moins de temps ; l'importance prise par l'évaluation, qui s'est démultipliée à tous les niveaux clefs, est telle que cette évaluation devient en quelque sorte une nouvelle gouvernance ; par leur centralité officialisée, les statistiques qu'elles permettent sur les classes, les niveaux, les comparaisons entre enfants, dans et hors les établissements, ces évaluations impactent maintenant non seulement les élèves mais aussi les enseignants et les établissements dont l'image est dorénavant contrôlée à partir de critères extérieurs ; du coup, l'évaluation en France, de simple outil, devient l'objectif essentiel du travail scolaire ; il est vraisemblable que cette tendance actuelle aille encore s'accentuer dans les années à venir : la préparation aux évaluations va prendre la place des véritables enseignements et apprentissages qui seraient utiles et importants.

Le pouvoir de l'école échappe ainsi à ses acteurs ; bien entendu, les parents sont encore particulièrement visés ; certes, les réformes récentes « d'assouplissement de la carte scolaire » et d'autres mesures invoquent sans arrêt l'objectif d'augmenter « la liberté de choix des parents » ; de même, l'école est volontiers présentée aux parents comme un « service », ce qui suppose (comme pour tout service) qu'on puisse s'en plaindre ou faire

Cirque du soleil.

jouer la concurrence. Les parents, non pas acteurs, mais « usagers » d'école, sont ainsi encouragés à la conflictualité permanente avec les enseignants et les administrations ; ils ne gagnent dans la réalité aucune liberté parce que les forces en présence sont évidemment inégales et ce ne sont que les parents les plus favorisés qui peuvent réellement construire ou trouver des alternatives pour leurs enfants. Pour les autres, la liberté de « choix » s'avère n'être qu'un leurre, une illusion ; ce n'est pas étonnant, tout choix est justement par définition le contraire de la liberté, car le choix suppose de la passivité vis-à-vis d'options définies ailleurs et hors de notre portée ou de notre possibilité d'agir.

L'apprentissage du pouvoir que constitue l'expérience scolaire démontre aux parents, et particulièrement aux parents pauvres, l'infériorité de leur posture vis-à-vis des institutions ; ce sont elles qui définissent et commandent leurs interventions, et déterminent l'étendue de leur participation ; dans le cas des enfants en difficulté scolaire, qui relèvent désormais tous de la législation sur le « handicap » (loi de 2005), les parents deviennent signataires de contrats qui les engagent à trouver des solutions à de multiples problèmes ; à eux de coordonner les aides, de faire le taxi, de financer des déplacements, des accompagnements, de répondre présents à de nombreuses convocations ; et évidemment, pour tout cela, il n'est tenu quasiment pas compte de leur propre réalité sociale (obligations de travail, temps de transport, moyens financiers, absence de mutuelle, manque de disponibilité, fatigue, séparations, conflits, maladie ou handicap des parents) sauf si cette réalité peut être invoquée à leur encontre pour stigmatiser leur « manque de disponibilité » ou bien la faiblesse du cadre éducatif qu'ils peuvent offrir à leurs enfants.

L'expérience scolaire constitue ainsi curieusement une expérience de dépossession de tout pouvoir pour tous les acteurs qui devraient justement en avoir à l'école : les parents, les enfants et les enseignants. Il semble qu'aux uns comme aux autres, la tendance lourde actuelle dénie toute liberté et que ce déni constitue une condition commune que le pouvoir cherche à dissimuler ; on préférera dans les médias, par exemple, expliquer la perte de liberté d'un groupe par l'abus d'un autre. Ainsi, si les enseignants ne se sentent pas libres d'enseigner comme ils le souhaitent, ce serait la faute aux élèves, qui abusent, dont le comportement serait inacceptable. En bref, les élèves auraient trop de libertés… On retrouve bien ici cette vieille conception bourgeoise et individuelle de la liberté qui ne peut se représenter la liberté des uns que **contre** celle des autres.

Cela fonctionne évidemment tout aussi bien entre les parents et enseignants ; aux uns et aux autres, on fait ressentir que la limitation de liberté de l'autre groupe pourrait accroître celle de son groupe. Bien entendu, il n'en est rien. Toutes ces libertés ou plutôt tous ces dénis de liberté sont solidaires et la régression des uns entraîne la chute des autres.

L'école n'apprend pas le pouvoir mais son renoncement ; tout à l'école nous pousse à la dépossession de tout pouvoir d'agir. Le climat de peur de tout risque qui s'installe, soigneusement entretenu, encourage à limiter au maximum les déplacements, l'expérimentation, la responsabilisation, l'autonomie et l'apprentissage du risque par les enfants. Ainsi, les initiatives s'autocensurent, les projets se formatent selon des modèles « standards » et sans valeur.

Tout concourt à encourager les parents à se cantonner hors de l'école et à guetter la faute, le litige, la procédure.

Tout concourt à refuser à l'enfant une éducation digne de ce nom et à le laisser vivre dans la plus grande solitude, à l'extérieur de l'école, et sous forme de dangers les expériences dont il a besoin et qu'on lui refuse.

Face à la dépossession du temps de l'école par les programmes et l'évaluation, de son espace par les mesures sécuritaires et de prétendus protection et contrôle des personnes, il existe pourtant une autre voie qui se proposerait de donner du pouvoir aux acteurs.

Il s'agit évidemment d'en passer d'abord par la réappropriation de l'école, de son espace et de son temps. C'est un acte fondateur qui permet d'affirmer des libertés nouvelles ; cette école est à nous, à tous ces acteurs ; il nous revient à nous de l'organiser et de lui donner vie.

Ce temps, cet espace, nous allons nous donner le pouvoir de les aménager pour les mettre au service d'une autre entreprise d'émancipation.

L'école doit pouvoir devenir le lieu de ce « nous », qui permet également le « je » dans la négociation et le conflit nécessaire.

De cette appropriation initiale, tous les pouvoirs découlent et surtout ceux qui rentrent pleinement dans le champ de l'école : le pouvoir d'écrire, de parler, de s'organiser, de construire, de produire, de prendre des décisions et de les tenir.

Cette voie pour l'école est ouverte et connue, c'est celle de la pédagogie Freinet, mais les acteurs qui s'y emploient sont de plus en plus menacés, notamment par leur propre hiérarchie, mais aussi souvent par l'extension du pouvoir municipal dans les domaines du social, de l'éducation et de la sécurité.

Seule une nouvelle alliance des acteurs peut mettre en échec l'actuel recul des libertés et de l'apprentissage des pouvoirs à l'école ; chaque fois qu'une école s'ouvre aux parents, se détermine de l'intérieur, reconnaît et valorise la pleine participation des enfants et de tous ses acteurs, chacun apprend en même temps à retrouver du pouvoir sur soi, à développer ses capacités et à en faire des outils d'émancipation. L. O.

L'expert et le citoyen

Au Moyen Âge le prêtre disait au bon peuple quels étaient le « vrai Dieu » et la « vraie foi ». Il n'était pas question à l'homme du peuple d'avoir la moindre initiative dans ce domaine. Les « docteurs de la foi » pourvoyaient à toutes les situations et répondaient à toutes les interrogations. Aujourd'hui, les choses ont-elles si radicalement changé ? On est en droit de se le demander…

Le règne de l'expert

L'expert ! Ah l'expert ! Mais qui est l'expert ? Comment ça, vous en êtes encore à poser cette question ? Mais enfin, vous n'y pensez pas… L'expert ne se définit pas, il est ! L'expert c'est comme la cellule d'aide psychologique, il existe, et ne saurait pas ne pas exister. Il est plus qu'une mode, il est une institution. De même que la cellule d'aide psychologique est censée réparer les dégâts, l'expert est celui qui va expliquer ce qui les a produits.

S'il ne s'en tenait qu'à cette fonction, encore aurait-il, dans un certain nombre de domaines, une réelle utilité… Mais l'expert aujourd'hui, c'est plus que ça. Son champ de compétence a largement dépassé celui de la technique stricte. Son champ d'intervention a accompagné en réalité l'élargissement de celle-ci.

La « technique », en effet, à l'image de la religion autrefois, a pénétré tous les domaines de la vie sociale. Il s'agit d'une explication des phénomènes, parfaitement extérieurs aux êtres humains. Alors que les voies du Seigneur sont impénétrables, les secrets de la technique ne sont pénétrables que par les experts.

L'expert est le « sésame ouvre-toi » de tous les phénomènes car lui seul a la clé… ou sait où la trouver. L'expert ne connaît qu'un seul égal, le « contre-expert », lui-même expert, et lui seul habilité à aller à l'encontre du premier… Ce qui est généralement le cas. L'un et l'autre vont d'ailleurs de concert, sinon aux mêmes conclusions, la vérité serait multiple.

Technique et marchandise

La marchandise a tout envahi, ou du moins est en passe de tout envahir, la technique prend le même chemin… et les deux font la paire. Ainsi aujourd'hui, nous avons des experts en tout, y compris là où on les attend le moins. Certes, dans les domaines techniques, ce qui n'est pas choquant, et même logique (encore que ! Voyez la catastrophe AZF !), mais on en trouve aussi, et c'est beaucoup plus problématique, dans les sciences moins exactes, en particulier dans les sciences sociales… Et c'est actuellement en économie que les experts « excellent ».

L'économie, cette branche de la science sociale qui a toujours nourri un complexe d'infériorité à l'égard de ses « sœurs », les sciences exactes, a trouvé avec l'économie de marché le champ inespéré de la réalisation de ses fantasmes originels : la rationalité, l'objectivité, bref la scientificité.

Le marché a fourni le substrat théorique, et pratique, de cette mutation inespérée. Ses mécanismes ont été érigés en lois universelles incontestables et auxquelles chacun doit fidélité. Les experts sont les gardiens du temple de la marchandise, ils officient dans les médias et guident le « bon peuple » dans la juste voie. Leur parole est incontestable et ne saurait être contestée par le vulgaire, entendez, vous et moi.

Et la citoyenneté dans tout ça ?

Là est la vraie question. Soyons clairs ! Si l'économie se réduit aux mécanismes du marché et aux réflexes purement rationnels de l'*homo œconomicus*, alors, il n'y a plus place dans notre société pour le citoyen… C'est un peu comme si on demandait au peuple de se prononcer régulièrement sur l'intensité de la gravitation ou les fluctuations du champ magnétique terrestre.

Pourtant, c'est exactement cela qui se passe.

D'un côté, nous avons les experts porte-parole des économistes « officiels », et les politiciens, qui expliquent doctement ce qui est et ce qui devrait être. Leur qualité d'« expert » interdit à quiconque de remettre en question leur diagnostic et leurs prévisions. Ils savent, eux… D'un autre côté, nous avons le citoyen à qui on demande d'exprimer son opinion sur les mêmes questions traitées par l'expert.

Question : quel sens peut avoir l'opinion du citoyen face à la parole de l'expert ?

De deux choses l'une, ou bien le citoyen et l'expert sont d'accord sur le diagnostic et les mesures à prendre, et dans ce cas pas de problème ; ou bien ils ne le sont pas, et là se pose la question « lequel des deux a raison ? ».

En principe, dans une démocratie, c'est le citoyen qui a le dernier mot. Or ce n'est pas du tout ce qui se passe dans la réalité. Des exemples ? Le Traité constitutionnel européen rejeté par les citoyens manipulés par les experts et politiciens pour le faire adopter. Le système des retraites déclaré inadapté par les experts. Les services publics, déclarés non rentables par les experts. Les banques en faillite, sauvées par les experts financiers, etc., etc.

Autrement dit, toute décision importante, engageant l'avenir de la vie sociale, les conditions de vie actuelles et celles des générations futures, est entre les mains des politiciens et de leurs experts. Le citoyen qui n'est pas d'accord passe pour un imbécile et un incompétent. Son opinion est nulle et non avenue. Son opinion n'a de sens que si elle est conforme à l'avis des experts. Autrement dit, ce ne sont pas les citoyens qui décident, mais les experts, les élections n'étant qu'un prétexte pour donner l'illusion de la démocratie.

Ainsi, la réalité sociale est mise en « coupe réglée » par les experts. L'avis du citoyen n'a aucune espèce d'importance, puisqu'il ne sait pas, seul l'expert sait. Or l'expert raisonne suivant les lois du système marchand : rentabilité, compétitivité et non bien sûr en fonction des besoins et aspirations de la population. De toute manière, lui seul sait quels sont les besoins et les aspirations… À quoi bon les exprimer puisqu'elles sont intégrées dans les modèles mathématiques des experts ?

On peut désormais en conclure que la citoyenneté est morte, victime de la technicisation de la vie sociale, de la prise de pouvoir de fait de l'expert au détriment du citoyen et de la démission politique de celui-ci. La société, et ses mécanismes de fonctionnement, sont beaucoup trop complexes pour les laisser à l'appréciation du peuple. Celui-ci a besoin de personnes compétentes, d'experts qui sauront lui dire quels sont ses besoins et leurs limites et qui sauront prendre les décisions adéquates.

La démocratie est morte, place au règne d'une aristocratie d'experts, de gens « compétents » qui sauront dire au peuple ce qui est bon pour lui… C'est d'ailleurs exactement ce qui est en train de se passer. Mais surtout n'oubliez pas d'aller voter pour cette « élite », dans un système qui se veut démocratique les apparences de la légitimité doivent être sauves.

Patrick Mignard

Dans les bois

Photos : D'jo

Thierry Perissé

Faut pas qu'j'arrête de penser. Non, faut pas… Dis, tu vas m'aider ?

Tiens, voilà la nuit qui s'amène.

J'aime la nuit, j'vois plus ce qui se passe, mais je devine tout. Y'a qu'à écouter.

T'entends le vent dans les arbres ? Et le bruit des bagnoles au loin ? Y'en a plein, ça doit être l'heure de pointe.

Depuis le temps que j'suis là, j'en ai repéré des bruits. Le chant des oiseaux surtout, c'est fou comme y'en a. Comme des sifflets, des longs, des courts, des rauques, des insolites et d'autres harmonieux. J'les connais pas mais je les imagine, ils se parlent entre eux. À cette heure-là, ils chantent pas, mais moi je les entends. Toi aussi ? Un vrai concert dans ma tête. Écoute ! Ah c'est beau ! Continuez, vous arrêtez pas. Encore, encore. Y'en a plein maintenant. C'est bon…

Tiens te voilà toi ! Sale corbac, j't'aime pas, tu me fais mal aux oreilles. J'entends plus les autres. Sale bête, barre-toi !

C'est quoi ce cri ? Ah une pie… qui jacasse. Oui jacasse, c'est comme ça qu'on dit. Y'en que pour elle, elle parle trop. Elle aussi, elle fait mal à la tête. Ferme-la ! Fermez-la !

T'es toujours là ?

Eh ! Me laisse pas !

On parlait de quoi déjà ? Des oiseaux ? Des bruits ? De la nuit ? oui, c'est ça, de la nuit. Je te disais que j'aime la nuit. Y'a plus personne qui se promène. Personne pour me faire chier. Toute façon, du chemin, ils peuvent pas me repérer, je suis trop loin et bien caché.

Mais leurs clébards, c'est pas pareil. Tu te souviens la dernière fois quand je suis rentré ? Tout était saccagé là-dedans, l'étagère renversée et ça sentait la pisse. Sont pas capables de les surveiller. C'est pas moi qu'aurait laissé faire un truc pareil. Les chiens, je sais les dresser.

Sonny, il en faisait pas des conneries lui. Pourtant il était costaud le Rottweiller. Quoi ? Qu'est-ce que tu dis ? C'était un berger allemand ? Sonny ? Non, tu déconnes… Ah ouais ! Le Rottweiller, c'était Tango alors, autant pour moi. C'est que, des chiens, j'en ai eu pas mal. M'en faudrait un maintenant, tu sais, je serai plus tranquille. Qu'est-ce que tu racontes ? Sonny il a mordu une gamine ? Et il avait pas de muselière ? C'est pour ça que les flics ils me l'ont pris ? Ouais, c'est vrai, j'avais oublié. Il était imprévisible le Sonny, mais quand j'étais là, il m'obéissait au doigt et à l'œil…

Je vois encore l'ombre des arbres sur le sol. Tu crois qu'ils vont venir les écureuils ? Je les aime pas, les supporte plus. Veulent bouffer tout ce que j'ai. Sont pourtant mignons, tout gris avec cette rayure marron sur le dos. Tu trouves pas, toi, qu'il y en a trop ? Font des petits comme des lapins. Sont si nombreux que les roux, y'en a plus. J'aime bien les roux, ils sont encore plus beaux que ceux-là. Sauvages aussi… comme moi. Tu te rappelles de celui qui venait rôder ici ? Avec le temps, j'aurais pu l'apprivoiser, il m'aurait tenu compagnie. Il venait toujours près du chêne creux quand le soleil caressait ses feuilles. Impossible de voir d'où il arrivait. Pourtant je le guettais. Il m'observait de ses yeux noirs espiègles. Comme il était beau assis sur ses pattes arrière. J'avais envie de le caresser. Pas toi ? Ça fait un bail que je l'ai pas vu.

Qu'est-ce que tu dis ? C'est à cause des rayés, il a eu peur ? Ouais, y'en a vraiment trop. Comment ils sont arrivés là ? Y'en avait pas avant. C'est qui ces connards qui les ont fait venir ?

Faudrait que j'aille en ville, le réchaud, il est vide. Au Leader Price, ils en ont. Demain… ouais demain. Le matin, c'est là qu'il y a le moins de monde. Ça serait bien ça…

Mais non, y'a l'autre con de vigile qui va me dire de déguerpir, et tous les autres qui vont me mater comme un monstre.

Tiens, je vais boire un coup. L'en reste pas beaucoup non plus du pinard. Ah ! Si je pouvais rester ici tout le temps, j'aurais pas besoin de retourner en ville, Y'a tout ce qui faut ici. Regarde ! J'ai des châtaignes, des pommes, et de l'eau aussi, l'eau de l'étang. Bon des fois, elle me donne mal au bide, ça me fait comme des crampes, mais on s'y fait.

Et puis il y a les champignons, en ce moment, y'en a partout.

Tu dois te demander pourquoi j'en mange pas. Ben, c'est que je les connais pas, à part les girolles et les trompettes de la mort. Mais dans le coin, y'en a pas beaucoup.

Et puis, il y a les plantes. J'en ai bouffé pas mal jusqu'au jour où j'ai cru y passer. Mon estomac se tordait dans tous les sens et j'ai pas arrêté de dégueuler.

Tu sais, faut s'y connaître, c'est vachement dangereux. Y'a que dans les films qu'on voit des gars vivre dans la forêt, en autonomie comme on dit.

Je me rappelle, quand j'étais jeune, j'avais vu Rambo au cinéma. Une brute épaisse avec son couteau entre les dents qui vivait comme une bête féroce.

Quoi ? Qu'est-ce que tu dis ? Bientôt c'est l'hiver et il n'y'aura plus rien à bouffer ici ? Pas faux

J'ai mal au dos. C'est à cause de ce foutu matelas, il est trop défoncé.

Mais c'est rien à côté de mon pied. Tiens, regarde, ça s'est infecté. Pas beau à voir. Bon allez, ça passera. Je remets la chaussette, la couverture par-dessus…

Putain, qu'est-ce que j'ai eu la trouille. Il faisait un bruit pas possible. Tu sais, comme je dors pas bien, j'entends tout. Un grognement terrible. Je suis sorti, je voulais pas qu'il défonce tout. J'ai pris le bout de bois que je garde au cas où. J'ai vu son ombre et j'ai attaqué en poussant des cris. Je sais qu'ils ont peur des hommes. Mais j'avais pas vu la souche, c'était la nuit. Je me suis relevé, il était plus là…

Je lui en veux pas, au fond, lui et moi, on est pareil. Des solitaires… Y'a quand même une différence, lui, c'est dans sa nature, moi, j'ai rien demandé.

Mais pourquoi je dis ça ? Voilà que je commence à raconter des conneries… à force d'être tout seul. Non, je veux pas être comme lui, je veux pas vivre comme un animal !

T'es toujours là ?

Je t'entends plus.

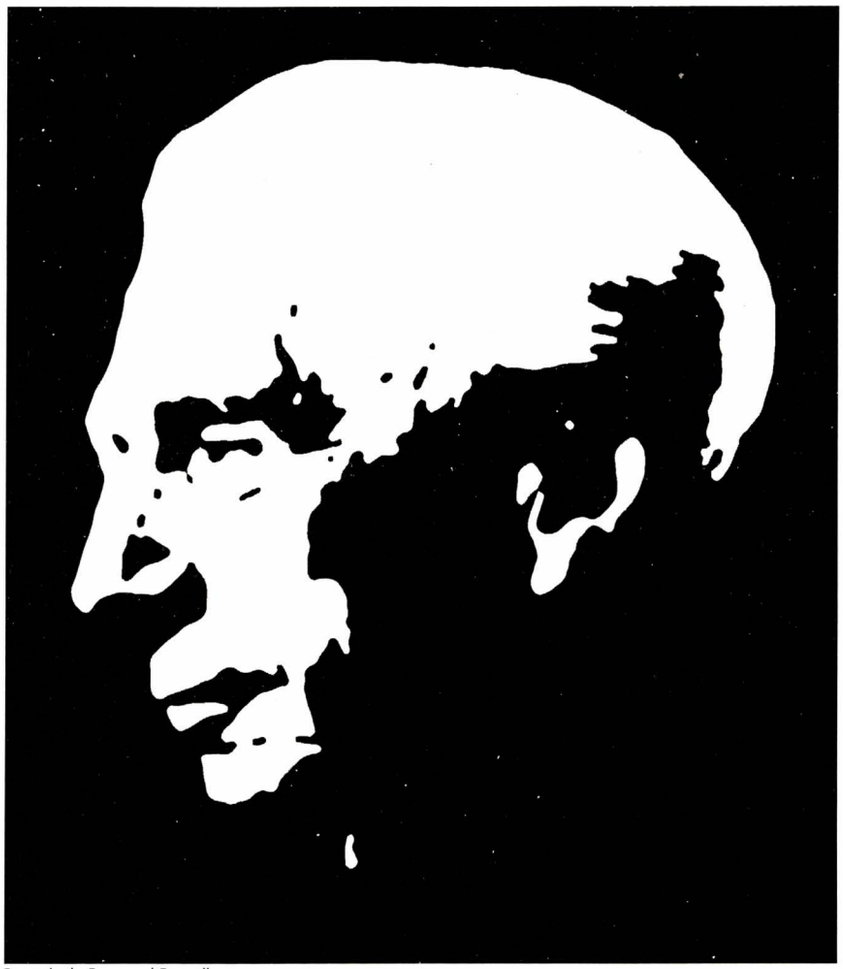
Pourquoi tu réponds pas ?

M'abandonne pas !

T. P.

Ce que je pense savoir du pouvoir

Normand Baillargeon



Portrait de Bertrand Russell.

L'ANARCHISME, J'EN CONVIENS, n'est absolument pas une idéologie politique monolithique et ce qu'on recouvre sous ce nom est traversé par de nombreux courants de pensée et de militantisme, qui ne sont d'ailleurs pas toujours entièrement convergents. J'ai sur ces questions mes préférences et mes convictions, et on les découvrira dans ce qui suit.

Deux présomptions fondatrices…

Ceci dit, il me paraît néanmoins plausible de soutenir que l'un des apports majeurs de ce vaste ensemble, tant à la pensée politique qu'à l'action militante, concerne cette exigence que l'anarchisme fait sienne d'aborder tout pouvoir avec une présomption de suspicion et d'illégitimité. La célèbre formule « Le pouvoir est maudit » résume bien cette idée. Son indispensable et complémentaire contrepartie est une autre présomption, mais cette fois favorable, à l'endroit de la liberté, présumée être, disons jusqu'à preuve du contraire, moralement et pragmatiquement préférable.

… et leurs corollaires

Ces deux présomptions sont fondamentales et fondatrices. Elles sont aussi, je pense, logiquement reliées à deux autres idées corollaires qui leur confèrent toute leur substance, à tous le moins chez les anarchistes en qui je me reconnais le plus volontiers.

La première idée, liée à la présomption d'illégitimité du pouvoir, conduit à exiger de tout pouvoir qu'il se justifie et fasse la preuve de sa légitimité, faute de quoi il devient nécessaire de le combattre. À mes yeux, le *cogito* de l'anarchiste, son point de départ, serait donc quelque chose comme : « Je pense, donc je lutte. »

La deuxième idée est liée à la présomption favorable envers la liberté dont on encourage le déploiement. Or, celui-ci se fait nécessaire-

ment de manière progressive, au fur et à mesure du dévoilement de l'illégitimité des multiples formes que prend le pouvoir : cela conduit à prendre, modestement, acte de l'historicité et de la progressivité de nos analyses et conclusions, et de ce programme théorique et militant qui nous invite à débusquer les pouvoirs illégitimes et à les combattre.

Il y a plus – à tout le moins et encore une fois chez ces penseurs et militants en qui je me reconnais le plus volontiers. C'est qu'il me semble que cette tâche consistant à débusquer en les forçant à se légitimer toutes les formes de pouvoir, d'autorité, de domination, à lutter contre elles tout en étant pleinement conscient du caractère historique et progressif de la reconnaissance de ses formes illégitimes, tout cela suppose ce que j'appellerais – en employant un mot désuet – de la vertu, mais en lui adjoignant, on verra bien vite pourquoi, l'adjectif « épistémique ».

Vertus épistémiques de l'anarchisme

Pour commencer, l'idée même de demander des justifications suppose de vouloir et de pouvoir donner des raisons, d'en accepter certaines, d'en juger d'autres inacceptables et de dire à chaque fois pourquoi ; bref, le concept même d'anarchisme présuppose ceux de débat, de raison(s), d'échange rationnel, d'autonomie de la pensée et d'esprit critique.

Outre que cet anarchisme ainsi conçu s'inscrit dans le vaste héritage rationaliste des Lumières, il me paraît que la revendication de ces vertus épistémiques a l'immense avantage d'éviter à qui les pratique de sombrer dans deux écueils qui sont catastrophiques pour un projet politique.

Le premier est l'écueil nihiliste, auquel on aboutit en posant *a priori* qu'aucun pouvoir ne peut jamais se justifier. Je pense qu'une part de la pensée politique contemporaine, et pas seulement chez les anarchistes, a succombé à cette déplorable tendance irrationaliste et relativiste.

Le deuxième est l'écueil individualiste et isolationniste, auquel on aboutit si on renonce à échanger, à écouter, à tenter de convaincre.

Bakounine a dit à ce sujet des choses qui restent fort justes et je lis dans le passage qui suit (dans *Dieu et l'État*) une description de certaines de ces vertus que j'appelle épistémiques : « S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité du cordonnier ; s'il s'agit d'une maison, d'un canal ou d'un chemin de fer, je consulte celle de l'architecte ou de l'ingénieur. Pour telle science spéciale, je m'adresse à tel savant. Mais je ne m'en laisse imposer ni par le cordonnier, ni par l'architecte, ni par le savant. Je les écoute librement et avec tout le respect que méritent leur intelligence, leur caractère, leur savoir, en réservant toutefois mon droit incontestable de critique et de contrôle. Je ne me contente pas de consulter une seule autorité spécialiste, j'en consulte plusieurs ; je compare leurs opinions, et je choisis celle qui me paraît la plus juste. »

La deuxième présomption dont j'ai parlé plus haut et le fait que nous ne reconnaissons que progressivement les formes illégitimes de pouvoir (que l'on songe seulement à ceci que pour les meilleurs militantes et militants d'il y a quelques générations à peine, diverses formes de l'oppression des femmes, des sexes, des cultures, des races étaient insoupçonnées et invisibles) appellent elles aussi des vertus épistémiques. Elles doivent en effet nous inciter à la plus grande modestie et par la reconnaissance de notre faillibilité nous interdisent toute forme d'arrogance.

Une conclusion s'impose ici, que bien d'autres militants ont tiré avant moi, est que l'anarchisme, dans sa recherche et sa mise à jour progressive de formes illégitimes de pouvoir, dans sa lutte pour leur abolition, est indissociable d'un projet à la fois culturel et pédagogique de perfectionnement individuel et collectif affinant dans la discussion et les luttes notre sensibilité aux formes illégitimes de pouvoir.

Ce travail aidera d'abord à découvrir que des types de pouvoir, en certains cas insoupçonnés, sont illégitimes ; mais il devrait aussi aider à imaginer par quoi on peut les remplacer, à donner le goût de ce combat et la conviction qu'il peut être victorieux.

Nous avons beaucoup accompli sur tous ces plans depuis que l'anarchisme est apparu sur la scène de la pensée et du militantisme politiques, disons pour faire court il y a quelque deux siècles. Le meilleur de ce que nous avons accompli l'a été, si je ne m'abuse, par la mise en œuvre de ces vertus dont je parle.

Mais notre plus grand défi reste celui que nous n'avons pas encore pu relever et qui nous est encore et toujours posé par les institutions économiques : il s'agit pour nous de proposer à la discussion et à la pratique des institutions crédibles pouvant remplacer celles dans lesquelles nous produisons, consommons et allouons nos ressources et qui sont essentiellement totalitaires et entièrement illégitimes, afin de les remplacer par des institutions incarnant des formes de pouvoir que nous tenons aujourd'hui pour légitimes. Il nous faut pour cela des structures de luttes ouvertes, inclusives, accueillantes et favorisant ce développement organique de la liberté dont on ne peut fixer à l'avance où il nous conduira, des structures où « ce ne sont pas seulement les idées de l'avenir qui sont créées, mais sa réalité effective elle-même » (Bakounine).

Dans la poursuite de ce projet, j'en fais le pari, les vertus dont j'ai parlé trouveront, une fois de plus, amplement de quoi prouver qu'elles sont indispensables. N. S.

Portrait de Michel Bakounine.

Imagination & pouvoir

« Je peux, donc je suis ! »

Roger Dadoun

« L'IMAGINATION AU POUVOIR » s'est révélé être un des slogans les plus séduisants qu'ait produits le mouvement de mai 1968. Il a été repris en de multiples occasions et – paradoxalement, mais il fallait s'y attendre – par ces mêmes potentats que visaient les révoltés, tandis que, parmi ces derniers, meneurs et orateurs les plus en vue et parfois quelques militants bien causants le détournaient et l'exploitaient pour leur propre compte, témoignant sur ce point, à si bien s'y reconnaître et s'y retrouver quant aux voies conduisant au pouvoir, d'une fertile imagination. Le slogan fonctionnait comme un performatif, parole devenue acte : ceux qui l'avaient imaginé et affiché trouvaient effectivement place en bonne et lucrative position en des lieux privilégiés de pouvoir : journalisme, université, radio et télévision, édition, politique, recherches et missions en tous genres.

Imaginer : création ou folie ?

L'expression associant « imagination » et « pouvoir » est, à vrai dire, lourde d'ambiguïté. La signification « manifeste » que met en lumière le slogan envisage l'imagination comme une faculté de création, d'ouverture, de liberté, de fantaisie – à peu près l'équivalent de la notion de « créativité » dont notre temps se goberge ; elle serait comme telle en mesure de résister et de damer le pion aux détenteurs du pouvoir, aux « assis », à l'*establishment*, aux notables, aux riches, à ceux qui n'ont d'autre objectif que de préserver et durcir leur domination, de conserver et d'accroître patrimoine, privilèges et profits. Dans cette perspective créatrice, qui était celle des « manifestants » de mai 1968, « l'imagination au pouvoir » a pour vocation et fonction de subvertir le pouvoir et de l'abattre, pour lui substituer une vision et une politique de libération, de grandissement et d'accomplissement de l'individu.

Contre cette conception qu'on qualifierait globalement de « progressiste », et qui constitue un des ressorts de la pensée anarchiste, se dressent et presque toujours dominent des figures de l'imagination qui nous entraînent dans une direction radicalement différente : Pascal dit d'elle qu'elle est « maîtresse d'erreur et de fausseté », Malebranche y voit « la folle du logis », qui contrarie par ses « folies » le travail de la raison, Sartre lui consacre deux essais, et la tient pour une puissance opposée au réel, attachée à le faire disparaître, le dérober, le « néantiser » comme il adore dire – elle fonctionne ainsi à l'opposé de ce que le psychiatre Pierre Janet considérait comme une fonction supérieure de l'esprit humain, la « fonction du réel ».

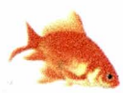
Puissance et « fonction de l'irréel »

Il apparaît clairement que des notions telles qu'« imagination » et « pouvoir » couvrent des champs tellement vastes, la première dans le domaine du psychisme individuel, le second dans le domaine des organisations collectives, qu'elles échappent aux définitions même les plus extensives. À plus forte raison lorsque, d'une part, on analyse les rapports fondamentaux, conflictuels et complices, que ces deux « puissances » tissent entre elles, en entrelacs déroutants, affolants et d'autre part si l'on considère la manière dont l'imagination travaille, avec une force d'entraînement irrésistible, au sein des collectivités, orientant ou déjouant les jeux et enjeux du pouvoir, et la manière parallèle avec laquelle, par ailleurs, le pouvoir peut être exalté, idolâtré, conservé, entretenu, ou dégradé, arraché, renversé et anéanti par le biais des mises en scène, tantôt fastueuses et spectaculaires, tantôt odieuses et souterraines, de l'imaginaire.

Au sens strict, l'expression « l'imagination au pouvoir » ne veut rien dire – mais de toute façon, il n'y a pas, en l'occurrence, de sens strict. L'imagination n'a de « stricte » que sa définition académique traditionnelle en « faculté de l'âme » – alors qu'elle est l'âme elle-même (le psychisme, les « états d'âme », conscients et inconscients) envisagée dans l'une de ses activités les plus intenses et les plus dynamiques, qui intègre, non seulement les sensations, perceptions et images qui lui donnent son contenu spécifique, mais aussi les rapports de ce dernier avec le réel, interne ou externe. L'imagination exerce une « fonction de l'irréel » en relation intime avec le réel. La raison sans imaginaire est à peu près impensable, et même les mathématiques, système de rationalités abstraites, traînent avec elles un imaginaire implicite, qui reste en suspens, en réserve ou refoulé – mais elles parviennent néanmoins à se payer, étonnant symptôme, une espèce de « retour de refoulé » en proposant des nombres dits « imaginaires » et autres constructions analogues (pourraient en témoigner, sur ce plan, les travaux de ces penseurs « dépressifs » que furent Cantor jonglant avec les alephs ou de Gödel avec les anges et démons). L'imaginaire, enfin, est tout gorgé d'émotivité, ces deux fonctions s'enchevêtrent à l'infini, elles sont, l'une pour l'autre, support, résonance, véhicule, mise en forme – vases en permanence communicants et s'exhaussants.

Lécher le cul au fantasme

Les révoltés style mai 1968 – je parle ici, non des « meneurs » nominés, mais des « sentinelles perdues » qu'évoque Kropotkine dans *L'Esprit de révolte*, qui, à leur manière, discrète, sont toujours à l'œuvre – peuvent difficilement revendiquer « l'imagination au pouvoir ». C'est une contradiction dans les termes : une « imagination », entendue comme inventivité, ouverture, liberté, qui parviendrait « au pouvoir » et s'y installerait, et en jouirait (suprême jouissance que celle du pouvoir, à tous les niveaux), se renierait elle-même. Ce qui, de fait, se produit à tout moment : les « imaginatifs », créateurs, artistes, écrivains, poètes, dès lors qu'ils franchissent les seuils de la notoriété, des institutions et des hauts revenus, en viennent, sans exception ou presque, à figurer en serviteurs zélés, larbins et amuseurs du pouvoir, lequel fait preuve d'assez d'imagination pour les caresser dans le sens d'un poil déjà bien courbe et lustré, il suffit le plus souvent d'un petit-déjeuner ou d'un dîner, d'un hochet culturel, d'une plate formule « civilisatrice », ou « mission », « commissariat », strapontin diplomatique – de quoi, vraiment et tristement, se poiler !



L'une des plus graves illusions de l'esprit de révolte est de croire qu'elle a le privilège de l'imagination (on ajouterait aussi bien : du « cœur »). Un démontage psychanalytique révélerait sans trop de difficulté ce qui, tramé dans l'inconscient, anime et entretient une pareille croyance. On oublie trop à quel point l'imagination, et les structures psychiques en général, ont partie liée avec le pouvoir, et que même, pour l'essentiel, ce sont les structures imaginaires qui servent d'assises et de tremplin pour l'accession au pouvoir, son exercice et son triomphe. Le nazisme est peut-être la plus « affabulante » construction imaginaire que l'histoire ait connue : rien de ce qui relève de l'imagination, en quelque domaine que ce soit, n'a pu échapper à son emprise et ses délirants usages : mythologies, légendes, fables, productions littéraires, musicales et philosophiques, et ces symboles à grosses bottes (celles qui piétinent un visage humain, dirait Orwell) que sont la terre, le sang, la race, la nation, et la perception même de l'espace (espace « vital ») et du temps (le Reich « millénaire »), pavent des voies stratégiques pour défilés de masse, kollossales, martiales ou folkloriques festivités qui sont très concrètement de l'imaginaire incarné, incorporé, « terroirisé » (terreur antée en terre). Des milliers de corps, réduits à l'état de molécules identiques, se fondent et disparaissent dans une figure massive, drapeau, salut, icône, qui les ingère, les exalte, les fait exulter au plus profond d'eux-mêmes – monstrueuse fantasmatique, où l'« un pour tous » devient et fusionne en un un tous qui est un (le peuple Un), où le « tous pour un » devient et fusionne en un (le Führer) qui est tous (le Reich), dans des accès de délire collectif, de « folie » panique mécaniquement encadrée, tirée au cordeau d'une raison qui a perdu tout repère humain, et cabotine en un spectacle qui est l'Obscène même (la raison léchant le cul au fantasme !). Ce rapport de la masse et de l'un a été traité

par maints auteurs : le Chef et la Masse chez Freud, « masse en fusion » chez Sartre, l'« homme-masse » chez Ortega y Gasset, « Masse et Puissance » d'Elias Canetti, etc.

De « Ni dieux ni maîtres »…

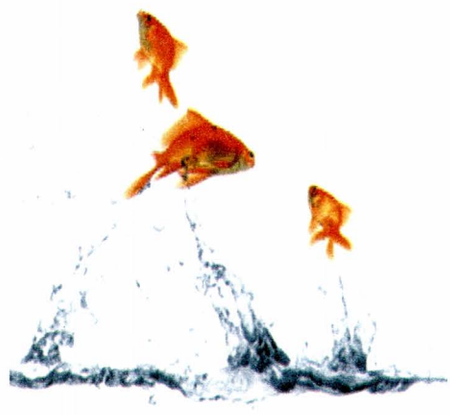
D'où vient ce pouvoir du pouvoir ? Ici encore il semble légitime de parler d'illusion à propos de l'idée tout à fait commune selon laquelle le pouvoir tend à se concentrer systématiquement dans une tête unique qui le monopolise. Fabulistes, historiens, politologues et philosophes en ont fait leurs « fortes têtes » – l'« homme fort », comme il est convenu de dire. Je dirais plutôt : des hommes « forcés », forcés dans leur nature d'homme, poussés en force vers la tête (tête et phallus sont appareillés) par tout ce qui n'est pas eux et qui vers eux converge : les communautés (masses) avant tout, la leur et celle des autres (rôle des « ennemis ») ; et, à l'intérieur du groupe, ceux qui sont eux-mêmes poussés par la force des pulsions, le sexe, l'emprise, la mort, leurs propres fantasmes, et qui ont besoin d'un masque (latin *persona*), d'une Personne gonflée à la fascination (latin *fascinum*, charme, maléfice, membre viril), derrière laquelle s'avancer masqués, qui puisse servir à la fois de pôle d'attraction et de couverture, et, arrachant chaque sujet au réel, à cette basse et vile terre, le tirer, avec tout son potentiel pulsionnel, vers le haut, vers quelque Très-Haut, qui retraite ce potentiel et le renvoie aux sujets hallucinés sous forme de substance imaginaire et de semblant fantasmatique. Les figures de Pharaons et de Rois divins encombrent ainsi les artères du pouvoir – sources de cette espèce d'athérosclérose religieuse provoquée par les lourds et gras dépôts de l'imaginaire. Défilent ainsi, sous notre regard extatique ou médusé, surfant sur tant de cultures, ces noms célèbres : César, Alexandre, Tamerlan, Gengis Khan, Hannibal, Cromwell et, érigées fétiches, toutes ces têtes d'affiche historiques et actuelles – nous avons pu et pouvons toujours voir à l'œuvre les Franco, Mussolini, Hitler, Staline, Mao, Pol Pot, Hussein, et un Castro qui persiste et saigne son peuple, et un Ahmadinejad ou un Kim Il Sung qui à froid l'étranglent, avec quelques autres tueurs de même acabit (on se plaît à dire, curieusement, qu'« ils soufflent le chaud et le froid »).

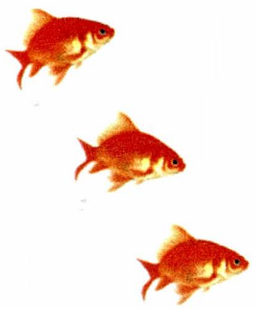
Mais aussi « fortes têtes » soient-ils, ces Personnages, gonflés à une « fantacharismatique » bonne à tout cabotinage et embobinage, s'acharnant à faire toujours tant et plus que de raison, il importe de voir qu'ils ont avant tout vocation anthropologique à produire des images pieuses et hallucinatoires, à susciter des explosions affectives, à alimenter des délires meurtriers, qu'à véritablement éclairer les causes profondes, les enchaînements déterminants, le « vécu existentiel », comme on dit, des événements, et les constructions et inventions concrètes qui font l'histoire de l'humanité en tant qu'humanité. (À la différence des « historiens prudhommesques » attachés à chanter les « gloires », des penseurs libertaires de l'histoire tels que Péguy ou Kropotkine nous proposent de pertinentes orientations.) Prétendus « hors du commun », dans le crime, l'aventure ou l'impulsion créatrice, tous ces êtres ont en commun cette caractéristique, nécessaire et suffisante : ils se dressent (statues et monuments à l'appui) en maîtres, et ils se veulent dieux (ou substituts du dieu, ou son prophète exclusif, ou inscrits dans sa filiation directe, de corps, de droit ou d'esprit). On conçoit alors, face à pareil tableau, trônant dans la vision de l'historien comme du politicien ou du philosophe, que devrait prévaloir plus que jamais la formule incontournable de l'anarchie : « Ni dieux ni maîtres » – seraient-ils, ces dits dieux et maîtres, issus et formés de la plus terreuse terre humaine.

… à « Je peux, donc je suis »

Ce qu'on peut tenir pour à peu près assuré, c'est que le sujet humain, l'individu, cette singularité vivante qui demeure, quoi qu'il arrive, la seule chose irrécusable qui soit au monde – l'individu apparaît comme l'ultime et primordiale réalité où puisse se loger la racine de tout pouvoir. C'est pourquoi la plupart des penseurs anarchistes, de Stirner à Kropotkine et Reich, en ont fait le nerf de l'action et de la réflexion : action individuelle, réflexion personnelle et critique, existence concrète d'un soi libre et autonome envers et contre tout, pratique primordiale de l'éducation, remise en cause permanente de la participation à tout pouvoir ou organisation quels qu'ils soient.

Se pose alors ce problème, constat dressé de longue date et de manière particulièrement poignante par le jeune ami de Montaigne, Étienne de la Boétie, dans le *Discours de la servitude volontaire*, ou le *Contre'Un* (1576), que nous pourrions formuler en ces termes : d'où vient que des êtres humains conscients (*homo sapiens*), volontaires (*homo volens*), actifs (*homo faber*, *homo laborans*), résistants (*homo nolens*), créateurs (*homo ludens*), vivant en commu-





nauté (*homo politicus*), se soumettent avec une telle docilité, et passivité, et même avec zèle, à la « tyrannie », à la domination de quelques-uns, d'un petit nombre et, ultimement, d'Un seul ? Divers facteurs ont été évoqués et analysés, qui restent toujours actifs, décisifs et valables. La Force, en tout premier lieu, sous son aspect tant physique que spirituelle : ainsi ont pu se constituer des castes militaires, disposant d'instruments de répression et de destruction, et fondant leur pouvoir sur le meurtre, la peur et la terreur, et des castes sacerdotales, manipulant, sur un registre semblable, croyances et émotions en exploitant des images et figures tissées d'illusions : idoles, fétiches et avatars en tous genres de l'invisible, de l'indicible et de l'impensable (quelle imagination !), tels que divinités, anges, démons, et autres entités qu'une psychanalyse rationnelle exacte n'a guère de peine à renvoyer aux nuées aristophanesques. Une organisation spécifique des espaces de vie, de travail et de croyances n'a pas peu contribué à servir d'étayage et de pérennisation aux exercices de pouvoir. Les techniques de production et d'échanges, les systèmes économiques, les constitutions et appareils juridiques, les modes d'éducation, de transmission et d'information ont tous, en proportions diverses selon les cultures, contribué, par la force, la ruse, le mensonge et en rivalisant d'imagination, à instituer, entretenir, assurer le triomphe des types les plus divers de Pouvoir.

Mais quelles que soient les armes utilisées, brutes ou sophistiquées, incendiaires ou à feu doux, pour crimes individuels ou massacres, les pouvoirs qui y recourent ne parviendraient pas à leurs fins s'ils ne trouvaient quelque écho, répondant, ou assentiment, le plus souvent inconscient, dans quelque noyau logé à la racine même de l'être individuel. C'est à ce dernier qu'appartient donc le dernier mot. Il n'est pas sûr que ce soit le bon ni le juste mot – mais il nous paraît exprimer une intuition psychologique élémentaire universelle, ainsi déployée : tout sujet a incontestablement conscience de soi, il se pense, par le seul fait de se nommer et de dire « je », et nous tenons là la formule célèbre de Descartes, « Je pense, donc je suis ». Mais on est en droit de penser que le « je pense » lui-même (qualité éminente du sentiment d'être) est porté par une force ou une énergie plus élémentaire, plus primaire, native si l'on peut dire, c'est-à-dire naissant avec l'être lui-même et l'animant et le soutenant tout au long de l'existence. Cette énergie n'est rien d'autre, et rien de moins, qu'un pouvoir être – c'est-à-dire, dans sa forme fruste, brute, réduite à l'essentiel : un pouvoir. La notion philosophique susceptible d'éclairer un tel pouvoir avec le plus de vigueur et de pertinence est celle du *conatus* (mot latin qui signifie « effort ») de Spinoza, penseur anarchiste dans la plénitude du terme (« maudit », a-t-on dit) : le *conatus* est un effort de l'être pour « persévérer dans son être ». Proposition saisissante et limpide, que chacun saisit, et qui saisit chacun, dans son être propre. Mais peut-être reflète-t-elle un peu trop une certaine joie spinozienne et la confiance dans la vie de l'auteur de *L'Éthique* et du *Traité théologico-politique*. On mettra donc l'accent sur « effort » plutôt que sur « persévérer » – « effort » indiquant une potentialité, une possibilité, rendue par le verbe « pouvoir » au sens, le plus élémentaire et néanmoins densément énergétique, du terme.

Ce qui nous conduit à proposer cette formule exprimant une intuition originaire, fondatrice peut-être de la structure humaine : « Je peux, donc je suis. » Séquence qui pourrait aussi bien être inversée : « Je suis, donc je peux. » Toutes deux désignent l'expérience irréductible de tout être humain : l'être comme effort et potentialité, toujours en quelque façon à distance et en décalage par rapport aux puissances externes. Il nous paraît que c'est cette expérience-là, cette intuition-là (à la fois le « Je peux » et le « Je suis ») qui mérite d'être prise en considération, en tant que racine irréductible d'autonomie, dans les rapports entre pouvoirs et individu. Dès que l'homme éprouve et prononce (entendant au plus profond de lui-même) ces paroles : « Je suis », « Je peux », il se trouve amené, agissant en vertu autant de sa structure caractérielle que des exigences du milieu et de la conjoncture historique, soit à abonder dans le sens des pouvoirs établis, avec lesquels il croit se sentir en connivence et auxquels il délègue son « pouvoir », et c'est alors « servitude volontaire » et aliénation et complicité, soit à revendiquer son être propre et son pouvoir propre, espace au sein du Moi où se retrancher, et ressort radical et vital de la résistance du sujet et de l'esprit de révolte.

R. D.

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

02 Aisne

Groupe Kropotkine
Athénée libertaire
& Bibliothèque sociale
8, rue de Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@no-log.org
Permanence les 1er, 3e, 5e jeudis du mois de 18 heures à 21 heures.
Tél. 03 23 80 17 09

04 Alpes-de-Haute-Provence

Liaison Alpes-de-Haute-Provence
Daniel Adam, BP1
04190 Les Mées
d.adam@libertysurf.fr

05 Hautes-Alpes

Groupe GEL-05
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritimes

Liaison Antibes
c/o Le Monde libertaire

07 Ardèche

Groupe d'Aubenas
c/o CESA, BP 15
01170 Villeneuve-de-Berg
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

12 Aveyron

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP, BP 2
12400 Montlaur

13 Bouches-du-Rhône

Groupe Germinal de Marseille
c/o Publico
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
c/o Publico
germinal@federation-anarchiste.org

14 Calvados

Groupe de Caen
c/o Le Monde libertaire
fa-caen@no-log.org
facaen.zeblog.com

17 Charente-Maritime

Groupe Nous Autres
c/o ADIL, BP 3
17350 Port d'Envaux

18 Cher

Liaison Bourges
c/o Le Monde libertaire

19 Corrèze

Groupe José-Fortuny
c/o Le Monde libertaire

21 Côte-d'Or

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe La Mistoufle
c/o Les voix sans maître, BP 8,
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon
Permanence le mercredi de 20 heures à 23 heures au 6, impasse Quentin.

22 Côtes-d'Armor

Groupe Jean-Souvenance
c/o CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 Creuse

Groupe Arthur-Lehning
c/o Alayn-Dropsy
9, Rizat
23270 Ladapeyre
Tél. : 05 55 80 64 00
alayn.dropsy@yahoo.fr
anarchie23.centerblog.net

24 Dordogne

Groupe Drapeau noir Périgord
c/o ADCS 24
Le Bourg
24290 Saint-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
dnp.lautre.net

Liaison Emma-Goldman
(Périgueux)
c/o Le Monde libertaire
emma.goldman@no-log.org

25 Doubs

Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL, BP 121,
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
lautodidacte.org

Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25000 Besançon
lautodidacte.org

26 Drome

Groupe La Rue râle (Saint-Marcellin-Royans)
c/o Le Monde libertaire
laruerale@no-log.org
vercors-libertaire.blogspot.com
Vente du *Monde libertaire* le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10 h 30 à 12 h 30.

27 Eure

Groupe d'Évreux
c/o Le Monde libertaire
evreux.fa@gmail.com
FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 Eure-et-Loir

Groupe de Chartres
Abbayes de Saint-Brice
1, rue Martin-Auval
28000 Chartres
Permanence chaque 1er et 3e vendredis du mois de 20 h 30 à 22 heures.
fa.chartres@gmail.com

30 Gard

Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR, BP 25018
30903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

32 Gers

Liaison Gers
c/o Le Monde libertaire

33 Gironde

Cercle Jean-Barrué
c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

35 Ille-et-Vilaine

Groupe La Sociale
Local La Commune
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
contact@farennes.org
farennes.org

Librairie associative La Commune
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
Ouverte le mercredi et samedi de 14 heures à 18 heures.

Groupe La Digne Rage
ladignerage@yahoo.fr
anartoka.com/la-digne-rage/portal.php

38 Isère

Groupe du Vercors
c/o Le Monde libertaire
fa.vercors@no-log.org
fa.vercors.free.fr

Groupe La Rue râle (Saint-Marcellin-Royans)
c/o Le Monde libertaire
laruerale@no-log.org
vercors-libertaire.blogspot.com
Vente du *Monde libertaire* le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10 h 30 à 12 h 30.

39 Jura

Groupe Lucio
c/o La maison du peuple
12, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
groupelucio@altern.org

42 Loire

Groupe Nestor-Makhno de la région stéphanoise
Bourse du travail, salle 15 bis,
cours Victor-Hugo
42028 Saint-Étienne Cedex 1

45 Loiret

Groupe Gaston-Couté
c/o Le Monde libertaire
gastoncoute@no-log.org
yagoa.fr/loiret-libertaire

51 Marne

Liaison Marne
c/o Le Monde libertaire
fa51@no-log.org

52 Haute-Marne

Liaison Haute-Marne
c/o Le Monde libertaire

54 Meurthe-et-Moselle

Liaison Nancy
c/o Le Monde libertaire

56 Morbihan

Groupe libertaire Francisco-Ferrer
Cité Allende, boîte 19
56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
anars56.over-blog.org

Groupe libertaire
René-Lochu
6, rue de la Tannerie
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
anars56.over-blog.org

57 Moselle

Liaison Voline
Sarrebourg
c/o le Monde libertaire
hyppolite.hector@gmail.com

Groupe de Metz
Association culturelle libertaire,
BP 16
57645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

63 Puy-de-Dôme

Groupe Abel-Paz
c/o Le Monde libertaire
abelpaz.fa@laposte.net
anarsixtrois.unblog.fr

67 Bas-Rhin

Groupe de Strasbourg
c/o ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41017
67027 Strasbourg Cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON, BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 Haut-Rhin

Groupe du Haut-Rhin
c/o Le Monde libertaire
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Ribeauvillé
c/o Le Monde libertaire

69 Rhône

Groupe Vivre libre
c/o La maison des passages
44, rue Saint-Georges
69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
vivre-libre.org

71 Saône-et-Loire

Groupe La Vache noire
c/o ADCLSL
BP 516
71322 Chalons-sur-Saône Cedex
libertaire71.monsite.wanadoo.fr

72 Sarthe

Groupe Lairial
Groupe « Les A cerclés »
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et Café libertaire le premier samedi du mois à 16 heures.

73 Savoie

Groupe Chambéry
c/o La salamandre
Maison des associations
67, Rue Saint-François-de Sales
Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
fa73.lautre.net

75 Paris

Groupe Pierre-Besnard
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe La Vache Folle
Jacques Bouché
117, rue de la réunion
75020 Paris
chronique.hebdo@free.fr
chronique-hebdo.blogspot.com

Groupe Claaaaaash
c/o Le Monde libertaire
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
claaaaaash.over-blog.org

Groupe Louise-Michel
c/o Le Monde libertaire
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org

Groupe Berneri
c/o Le Monde libertaire

Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire

Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
Vente du Monde libertaire le dimanche au marché de Malakoff de 11 heures à 12h30.
ideesnoires.fa@noos.fr
ideesnoires.fr.nf

Groupe Béton Armé
c/o Le Monde libertaire
bton.arme@gmail.com
beton-arme.blogspot.com

Groupe Artracaille
c/o Le Monde libertaire

Groupe Anartiste
c/o Le Monde libertaire
anartiste.org

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture du lundi au vendredi, de 14 heures à 19h30.
Le samedi, de 10 heures à 19h30.
Fermeture du 9 au 21 août 2010
librairie-publico@wanadoo.fr
librairie-publico.com

Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
Ouverte tous les samedis de 15 h 30 à 18 heures.

Radio libertaire
89,4 MHz et sur le net

76 Seine-Maritime

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org

Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi, 16 heures à 18 heures.
Vendredi, 17 heures à 19 heures.
Samedi, 11 heures à 18 heures.
Pendant les vacances scolaires, les samedis de 14 heures à 18 heures.

77 Seine-et-Marne

Groupe Sacco-et-Vanzetti
c/o GRELE
1 bis, rue Émilie
77500 Chelles

Liaison Melun
c/o Le Monde libertaire

80 Somme

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
c/o Le Monde libertaire
fa-amiens@no-log.org

81 Tarn

Groupe Les Elaf
c/o Le Monde libertaire

84 Vaucluse

Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 25018
30903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

86 Vienne

Groupe Pavillon noir
c/o Le Monde libertaire
f.anar.86@gmail.com
pavillon.noir.over-blog.fr

91 Essonne

Groupe de Corbeil-Evry
c/o Le Monde libertaire
accueil@essonnelibertaire.org

92 Hauts-de-Seine

Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires.fa@noos.fr
ideesnoires.fr.nf
Vente du *Monde libertaire* tous les dimanches au marché de Malakoff de 11 heures à 12h30.

93 Seine-Saint-Denis

Groupe Henry-Poulaille
c/o Le Monde libertaire
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

Groupe Albert-Camus
c/o Le Monde libertaire
camusfa@no-log.org

94 Val-de-Marne

Groupe Élisée-Reclus
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org

Groupe Tous les maquis
c/o Le Monde libertaire
touslesmaquis@voila.fr

95 Val-d'Oise

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

Belgique

Groupe Ici et maintenant
c/o Le Monde libertaire
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel *À voix autre.*
avoixautre.be

Groupes itinérants et/ou professionnels

Groupe La Lune noire
Groupe des intermittents du spectacle
c/o Le Monde libertaire
groupelalunenoire@lalunenoire.net

RADIO LIBERTAIRE

En Ile de France : 89.4 MHz

Et sur Internet, depuis http://www.federation-anarchiste.org

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité

de la Fédération anarchiste

Grille à jour en mai 2009

DIMANCHE

08h00 : ***Goloss trouda, la voix du travail***, émission franco-russe

10h00 : ***Ni maître ni dieu***, émission de la coordination nationale des libres penseurs

12h00 : ***Folk à lier***, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 En alternance :

- ***Tempête sur les planches***, actualité du théâtre et de la danse ①
- ***Symbiose***, le mode du libre sous tous ses aspects **:** informatique, artistique...②
- ***Cris et murmures,*** la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam ②

15h30 En alternance :

- ***Chants, contrechamps,*** cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s) ②
- ***L'heure Stratocaster***, relecture et découverte du rock par des ados ②♥
- ***Des mots, une voix***, des mots, des auteurs ②

17h00 : ***Le mélange,*** musique et actualité du spectacle

18h30 En alternance :

- ***Echos et frémissements d'Irlande***, émission de l'association irlandaise ①
- ***Il y a de la fumée dans le poste***, émission du CIRC ①

20h30 En alternance :

- ***Détruire l'ennui,*** anarcho punk et diy (dot it yourself) ①
- ***Les désaxés,*** ciné en zone libre ①

22h00 Les liaisons dangereuses, c'est à dire en alternance **:**

- ***Rudies back in town***, Les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville ①
- ***Seppuku,*** musiques électroniques ①

24h00 En alternance :

- Plage musicale
- ***Balistik,*** musiques créatives ②

LUNDI

11h00 : ***Lundi matin***, infos et revue de presse

13h00 : ***Les partageux de la Commune***, émission sur la Commune de Paris

14h30 ***Ondes de choc***, magazine culturel, poésie, chansons et littérature ①

16h00 : ***Terre et liberté,*** sur les luttes des peuples sans Etat ②♥ (2ème lundi du mois)

18h00 En alternance :

- ***Les mangeux d'terre***, écolo-libertaire ② (1er lundi du mois)
- ***Agora libertaire***, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste ② (2ème lundi du mois)①
- ***La santé dans tous ses états***, l'actualité du milieu de la santé (3ème lundi du mois) ②
- ***Le vivre ensemble***, végétarisme et cause animale ②♥ (4ème lundi du mois)

19h30 : ***« Le monde merveilleux du travail » :*** des syndicats de la CNT

21h00 : ***Ça urge au bout de la scène***, actualité de la chanson

22h30 : ***De la pente du carmel, la vue est magnifique***, comme son nom l'indique

Nouvelles émissions : ♥

MARDI

8h00 : ***Le parisien libertaire,*** actualité parisienne

9h30 : Plage musicale

11h00 ***ArtRacaille***, débat de la condition de l'artiste dans la cité ♥

12h30 : ***Wreck this mess***, cocktail de musiques radicales

14h30 : ***L'idée anarchiste***, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

18h00 En alternance :

- ***Les amis d'Orwell,*** émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus ①
- ***Un peu d'air frais,*** l'écologie au quotidien ①♥

17h00 : ***Des oreilles avec des trous (dedans)***, des fusiques molles pour fous les tous

18h00 En alternance :

- ***Idéaux et débats***, émission littéraire ①
- ***Pas de quartiers...***, ça se passe près de chez vous ①

19h30 : ***Paroles d'associations***, magazine de la vie associative et culturelle

20h30 : ***Radio libertaria***, émission de la CNT (1er, 2ème et 4ème mardi du mois).

20h30 : ***Emission*** sur un sujet d'actualité ouverte aux auditeurs (3ème mardi du mois) ②♥

22h30 En alternance :

- ***Muzar***, autour de l'art contemporain ②
- ***Bol d'art***, tu traces... ①

MERCREDI

8h00 : La bibliothèque anarchiste Textes anarchistes et débats d'idées ①♥

9h30 ***: Court-Circuit***, Scènes philosophiques

10h30 : ***Blues en liberté***, émission musicale blues

12h00 : ***Sans toit ni loi***, émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 : ***Le manège***, littérature, cinéma

16h00 : ***Léo 38*** Reggae et autres

17h00 : ***Décalages horaires***, musiques du monde

18h30 : ***Femmes libres,*** femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 : ***Ras les murs***, actualités des luttes de prisonniers

22h30 : ***Traffic***, musiques urbaines et libres propos

Type des émissions :
militante
culturelle musicale

JEUDI

0h30 : ***Les Rendez-Vous Soniques,*** Le magazine libertaire du rock ♥

08**h30** : ***Jus de rue***, infos et actualité

10h00 : ***Chronique hebdo***, analyse libertaire de l'actualité

12h00 : ***De rimes et de notes***, actualité de la chanson et du spectacle

14h00 : ***Radio Cartable***, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 : ***Bibliomanie***, autour des livres...

16h30 : ***Petites annonces d'entraide***

18h00 : ***Si Vis Pacem***, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 : Les enfants de Stonewall,

En alternance :

- ***Toujours les mêmes,*** scène queer, transpédégouine, punk de Paris ②♥
- ***Body freaks***, la radio Trans (actus et débats trans②
- ***Affinités électives***②
- ***Sida bla bla***, émission d'Act Up-Paris ②

Si 5ème jeudi : ***questions LGBT***

20h30 : ***Entre chiens et loups***, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques…)

22h00 : ***Epsilonia***, musiques expérimentales et expérimentations sonores

Périodicité des émissions :
① *bi-mensuelle*
② *mensuelle* ③ *autre*
Sans indication : hebdomadaire

VENDREDI

8h30 : ***Petits matins pour le grand soir,*** les enfants du père La Purge ①

11h00 En alternance :

- ***Zones d'attraction***, Philosophie witz et performance ①♥
- ***L'écho des cabanes***, de l'ombre à la lumière ①♥

13h00 ***: Place aux fous***, musiques, disciplines de l'indiscipline ①

14h30 ***Les oreilles libres,*** musiques engagées

16h00 : ***Koumbi,*** culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique

17h30 : En alternance :

- ***Radio espéranto***, émission de l'association Sat-Amikaro ③
- ***Radio ZAM***, spécial esperanto jeunes ②

19h00 L'Invité du vendredi, c'est à dire en alternance :

- ***Des droits et des hommes***, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ②
- ***L'antenne sociale***, autour des acteurs du social ②
- ***Raison présente***, émission de l'Union Rationaliste de France ②
- ***Trait d'union***, le mouvement des idées ②

21 h 00 En alternance :

- ***Offensive*** … libertaire et sociale①
- ***La grenouille noire,*** anarchisme et écologie①

22h30 : ***Ca booste sous les pavés***, musiques, reportages et actu

SAMEDI

0h00 ***Les nuits musicales***

En Alternance :

- ***Nuit Léo 38***
- ***Sure Shots*** ②♥(1er samedi du mois)
- ***SoundRadio*** ②♥(3ème samedi du mois)

08h00 : ***Réveil hip-hop***, hip-hop

10h00 : ***La philanthropie de l'ouvrier charpentier***, comme son nom ne l'indique pas

11h30 : ***Chronique syndicale***, luttes et actualités sociales

13h30 : ***Chroniques rebelles***, débats, dossiers et rencontres

15h30 : ***Deux sous de scène***, le magazine de la chanson vivante

17h00 En alternance :

- ***Bulles noires,*** bandes dessinées et polar ③
- ***Bulles de rêve***, cinéma d'animation②

19h00 En alternance :

- ***Tribuna latino-americana***, actualité politique de l'Amérique latine ①
- ***Longtemps, je me suis couché de bonne heure***, magazine des livres, de la musique et du cinéma ②
- ***Les passagers de la nuits***, émission mensuelle de cinéma ②♥

21h00 Les nuits libertaires, c'est à dire en alternance **:**

- ***Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée***, chronique artistique, musique classique et contemporaine ①
- ***Tormentor***, musiques alternatives ①

23h00 : ***Nuits off,*** topologies sonores, rock et chroniques ①

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS

Tél. Siège : 01 48 05 34 08 Fax 01 49 29 98 59 Tél. Studio 01 43 71 89 40 e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org/rl/

Peinture de Hugues Grimard.